

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3066

[2011/205886]

27 OCTOBRE 2011. — Décret modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

I. Modification du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne

Article 1^{er}. Dans le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne :

- les mots « Conseil économique et social de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Conseil économique et social de Wallonie »;

- les mots « Exécutif régional wallon » sont remplacés par les mots « Gouvernement wallon ».

II. Modifications du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne

Art. 2. L'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne est complété par un § 10, rédigé comme suit :

« § 10. En vertu de l'accord de coopération du 3 février 2011 conclu entre la Communauté française et la Région wallonne sur le financement des investissements subventionnés en vertu de l'article 7, § 4, du décret du 5 février 1990 de la Communauté française, et de l'accord du Gouvernement, le Centre est habilité à assurer le financement des investissements visés à l'article susmentionné, en faveur des bénéficiaires désignés au même article. ».

Art. 3. A l'article 5bis, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « et 9 » sont remplacés par les mots « 9 et 10 ».

Art. 4. A l'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne est ajouté un § 11 libellé comme suit :

« § 11. De l'accord et aux conditions du Gouvernement wallon, le Centre régional d'aide aux communes est habilité à assurer, au bénéfice des communes, des provinces, des associations de communes, des établissements d'utilité publique, des centres publics d'action sociale, des associations créées en vertu du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, des associations sans but lucratif et des sociétés à finalité sociale, la liquidation des investissements subventionnés en application des articles L3341-1 à L3341-15 du Code de la démocratie locale.

Ce mode de liquidation s'effectue en dérogation avec le mode de liquidation des subventions visées dans la législation précitée. »

Art. 5. A l'article 5 du même décret est ajouté le § 12 suivant :

« § 12. De l'accord et aux conditions du Gouvernement wallon, le Centre régional d'aide aux communes est habilité à assurer, au bénéfice des communes, la liquidation des investissements subventionnés en application de l'article 4 du décret-programme du 10 décembre 2009 portant diverses mesures concernant la redevance de voirie, la rémunération de la garantie régionale, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, et un projet pilote relatif au droit de tirage, en faveur des communes, pour les subsides d'investissement relatifs aux travaux d'entretien de voirie.

Cette possibilité ne modifie pas les moyens d'action attribués au Ministre des Pouvoirs locaux pour financer ses politiques de travaux subsidiés et, notamment, celles prévues par l'article 4 susvisé. »

III. Assentiments à divers accords de coopération

Art. 6. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, portant sur le financement des investissements subventionnés en vertu de l'article 7, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 7. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 mai 2011 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, relatif à l'achat en commun de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires (2009-2010).

Art. 8. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 mai 2011 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, relatif à l'achat en commun de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires (2011-2012).

Art. 9. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 mai 2011 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, relatif à l'achat en commun de carburant à prélever aux pompes au moyen de cartes magnétiques.

Art. 10. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 mai 2011 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, relatif à l'achat en commun de gasoil diesel et gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics.

Art. 11. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 16 décembre 2003, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au règlement définitif des dettes du passé et charges qui y sont liées, en matière de logement social.

IV. Modifications des décrets du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

Art. 12. L'article 25septies, § 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est remplacé comme suit : « § 3. Les montants fixés aux articles 25bis à 25quinquies sont indexés annuellement de plein droit en les multipliant par l'indice des prix à la consommation pour le mois de juin de l'année n-1 et en les divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de juin 2008. ».

Art. 13. A l'article 31quater, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « n-1 » sont insérés entre « le mois de juin de l'année » et « et en les divisant » et les mots « de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par « 2008 ».

Art. 14. L'article 51bis, alinéa 1^{er}, du même décret est complété comme suit : « 9° le contrôle des installations solaires-thermiques ».

Art. 15. L'article 51ter, § 1^{er}, du même décret est complété comme suit : « 11° par les frais de dossier pour examen des dossiers d'agrément des installateurs de panneaux solaires-thermiques fixés par le Gouvernement ».

Art. 16. L'article 51ter, § 2 du même décret est modifié comme suit :

1° les mots « Le Gouvernement adapte annuellement » sont supprimés;

2° les mots « est adapté annuellement » sont insérés entre « Ce montant » et « à l'indice des prix à la consommation ».

Art. 17. A l'article 53, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « dans les six mois de leur commission » sont remplacés par les mots « dans les six mois de la prise de connaissance de leur commission et au plus tard dans les cinq ans de leur commission ».

Art. 18. L'article 25quinquies, § 2, alinéa 3, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz est remplacé comme suit :

« Les montants fixés aux articles 25bis et 25ter sont indexés annuellement de plein droit en les multipliant par l'indice des prix à la consommation pour le mois de juin de l'année n-1 et en les divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de juin 2008. ».

Art. 19. A l'article 30quinquies, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « n-1 » sont insérés entre « le mois de juin de l'année » et « et en les divisant » et les mots « de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par « 2008 ».

Art. 20. A l'article 48, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « dans les six mois de leur commission » sont remplacés par les mots « dans les six mois de la prise de connaissance de leur commission et au plus tard dans les cinq ans de leur commission ».

V. Modifications du Code wallon du Logement

Art. 21. Un article 33bis libellé comme suit est inséré dans le Code wallon du Logement :

« Art. 33bis. La Région peut accorder une aide à tout organisme à finalité sociale qui prend en gestion ou en location un bien immobilier pour le donner, aux conditions fixées par le Gouvernement, en location à un ménage disposant de revenus modestes ou en état de précarité. »

Art. 22. L'article 39 du Code wallon du Logement est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. Sans préjudice des alinéas 2 et 3, les demandes d'aides sont adressées à l'administration qui accuse réception du dossier dans les dix jours ouvrables de sa réception et, le cas échéant, demande tout document nécessaire pour le compléter.

Les demandes d'aides visées à l'article 33bis sont adressées au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Au besoin, l'administration constitue les dossiers de demandes d'aides pour le compte et à la demande écrite des personnes morales autres que les sociétés de logement de service public qui accomplissent des opérations qui résultent des programmes approuvés par le Gouvernement visés à l'article 189, § 3, et des décisions du Gouvernement visées à l'article 190, § 1^{er}.

Lorsque l'état initial du bâtiment constitue une condition d'octroi de l'aide, l'administration dresse un rapport de salubrité.

L'administration transmet au Gouvernement le dossier de demande d'aide visé à l'alinéa 1^{er} dans les quarante-cinq jours de sa réception complète. »

Art. 23. Un article 59ter libellé comme suit est inséré dans le Code wallon du Logement :

« Art. 59ter. La Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logement de service public qui prend en gestion ou en location un bien immobilier pour le donner, aux conditions fixées par le Gouvernement, en location à un ménage disposant de revenus moyens, modestes ou en état de précarité. »

VI. Modification du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons

Art. 24. A l'article 1^{er}, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, est ajoutée la mention :

« - l'Agence wallonne de l'Air et du Climat » (décret du 5 mars 2008).

VII. Modifications du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand

Art. 25. L'alinéa 1^{er}, 3°, du § 3, de l'article 3 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand est remplacé par la disposition suivante :

« 3° augmenter, selon les modalités déterminées par le Gouvernement et sauf dérogation octroyée par ce dernier, l'effectif de référence de l'emploi d'autant d'unités que de travailleurs faisant l'objet de l'octroi de l'aide visée à l'article 14. »

Art. 26. A l'article 17 du même décret, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 27. L'alinéa 3 de l'article 21 du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« La valeur d'un point est indexée, en janvier de chaque année, en multipliant la valeur du point de l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente. »

Art. 28. L'alinéa 4 de l'article 21 du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure au taux de croissance du crédit budgétaire de l'année en cours afférent à l'aide visée à l'article 1^{er}. »

Art. 29. L'article 22 du même décret est complété par un § rédigé comme suit :

« § 5. Les employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peuvent céder entre eux, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, les points qui leur sont attribués. »

Art. 30. § 1^{er}. L'article 24 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« L'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi est chargé de prendre les décisions suivantes, selon les modalités déterminées par le Gouvernement :

- la perte des points en cas d'absence d'engagement du travailleur dans un délai de six mois tel que visé à l'article 31;

- la perte de la subvention pour le trimestre concerné par l'absence de transmission de la déclaration justificative pour les employeurs visés aux articles 2 et 4 du décret et pour le mois concerné par l'absence de transmission de l'état de salaires pour les employeurs visés aux articles 3 et 5;

- le décompte des points inutilisés de l'ensemble des points octroyés dans la décision d'octroi de l'aide visée à l'article 14, en cas de non-utilisation des points pendant six mois consécutifs.

En ce cas, l'Office wallon peut également décider de ne pas liquider ou de récupérer tout ou partie de l'aide selon les modalités déterminées par le Gouvernement. L'Office est également chargé de proposer au Gouvernement, selon les modalités que ce dernier détermine, la diminution du nombre de points octroyés proportionnellement à leur non-utilisation par les employeurs visés aux articles 2 à 5 pendant un délai de six mois consécutifs. »

§ 2. A l'article 33 du même décret, les mots « et sans préjudice de l'article 24 du décret », sont insérés après les mots « le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine ».

VIII. Modifications du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé « IDESS »

Art. 31. Un article 12bis libellé comme suit est ajouté dans le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé « IDESS » :

« Art. 12bis. Les services de proximité à finalité sociale (IDESS) qui sont visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret, peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire équivalente aux réductions de cotisations patronales de Sécurité sociale dont elles ne peuvent pas profiter dans le cadre de la loi du 30 décembre 1988 (réduction de cotisations dites ACS).

Le montant de cette subvention est déterminé par le Gouvernement. »

Art. 32. A l'article 13, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « engagés par l'IDESS ou mis à disposition de celle-ci en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux Centres publics d'Action sociale » sont insérés entre les mots « nombre de travailleurs » et les mots « destinée à couvrir ».

IX. Modification du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé « SOWALFIN »

Art. 33. Dans le décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé « SOWALFIN », l'article 22bis suivant est inséré :

« Art. 22bis. Le Gouvernement est habilité à autoriser la SOWALFIN, dans le cadre de la gestion des dossiers contentieux et précontentieux repris par la SOWALFIN conformément à la mission qui lui a été déléguée en matière du Fonds de garantie, à clôturer en l'état tous les dossiers y relatifs lorsque, à l'appréciation de la SOWALFIN, les perspectives de récupération paraissent inexistantes ou inférieures aux coûts directs et indirects présumés de la gestion desdits dossiers. »

X. Modification du décret du 3 avril 2009 portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse

Art. 34. § 1^{er}. L'article 2, § 3, du décret du 3 avril 2009 portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La Société a principalement pour objet de promouvoir, conjointement avec une ou plusieurs personnes de droit public ou de droit privé, les investissements dans des petites et moyennes entreprises non cotées.

La Société peut, notamment, en vue de favoriser la réalisation de son objet social :

1° constituer des sociétés internes au sens de l'article 48 du Code des sociétés avec une ou plusieurs personnes de droit public ou de droit privé;

2° conclure tout contrat d'association, faire partie de toute association, groupe ou syndicat ou y prendre des intérêts;

3° créer et/ou gérer des fonds d'investissements spécialisés ou prendre des participations dans des fonds d'investissement spécialisés créés et/ou gérés par des tiers;

4° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet social.

La Société peut en outre faire toutes les opérations généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social et toutes les opérations qui seraient susceptibles d'en favoriser, d'en faciliter ou d'en promouvoir la réalisation, y compris des opérations susceptibles de stimuler l'économie dans la Région wallonne. »

§ 2. Le § 4 de l'article 2 du même décret est abrogé.

XI. Modification du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

Art. 35. L'alinéa 3 de l'article 11 du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003 et par le décret du 1^{er} avril 2004 est abrogé.

XII. Modifications du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Art. 36. A l'article 12, 1^{er} alinéa du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, le mot « cinq » est remplacé par le mot « trois ».

Art. 37. A l'article 19, § 1^{er}, 1^o, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « sans limitation de somme, ni par véhicule, ni par sinistre » sont remplacés par les mots « dans le respect des dispositions de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs ».

Art. 38. A l'article 31, § 1^{er}, 1^o, premier alinéa du même décret, les mots « sans limitation de somme, ni par véhicule, ni par sinistre » sont remplacés par les mots « dans le respect des dispositions de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs ».

XIII. Modification du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

Art. 39. Article 70, alinéa 1^{er}, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, les mots « 2008, 2009, 2010 et 2011 » sont remplacés par les mots « 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 ».

XIV. Transposition partielle de la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Art. 40. Le présent chapitre transpose partiellement la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Art. 41. A l'article 14 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie sont apportées les modifications suivantes :

1^o il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Lorsque l'aménagement proposé par le projet de schéma est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ou lorsqu'une autre Région, un autre Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à la Convention précitée en fait la demande, le projet de schéma accompagné des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

- 1^o les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};
- 2^o les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectées peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 3^o les modalités suivant lesquelles le schéma et la déclaration environnementale sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions arrêtées en application de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas si des modalités de consultation transfrontière ont été arrêtées de commun accord avec les autorités visées à l'alinéa 1^{er}. »;

2^o dans le § 4, les mots « 2bis » sont insérés entre les mots « 2, » et « et 3 ».

Art. 42. A l'article 17 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1^o il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Lorsque l'aménagement proposé par le projet de schéma de structure communal est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ou lorsqu'une autre Région, un autre Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à la Convention précitée en fait la demande, le projet de schéma accompagné des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

- 1^o les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};
- 2^o les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectées peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 3^o les modalités suivant lesquelles le schéma et la déclaration environnementale sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions arrêtées en application de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas si des modalités de consultation transfrontière ont été arrêtées de commun accord avec les autorités visées à l'alinéa 1^{er}. »;

2^o dans le § 4, les mots « 2bis » sont insérés entre les mots « 2, » et « et 3 ».

Art. 43. A l'article 43, § 2*bis*, du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou lorsqu'une autre Région, un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à la Convention précitée en fait la demande » sont ajoutés entre les mots « transfrontière » et les mots « , le projet »;

2° dans l'alinéa 2, 3°, les mots « , la déclaration environnementale et les avis émis visés aux §§ 3 et 4 du présent article » sont remplacés par les mots « et la déclaration environnementale »;

3° le § 2*bis* est complété par l'alinéa suivant : « Les dispositions arrêtées en application de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas si des modalités de consultation transfrontières ont été arrêtées de commun accord avec les autorités visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 44. A l'article 51 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou lorsqu'une autre Région, un autre Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à la Convention précitée en fait la demande » sont ajoutés entre le mot « transfrontière » et les mots « , le projet »;

2° dans le § 2, alinéa 2, 3°, les mots « , la déclaration environnementale et les avis émis visés au § 3 » sont remplacés par les mots « et la déclaration environnementale »;

3° le § 2 est complété par l'alinéa suivant : « Les dispositions arrêtées en application de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas si des modalités de consultation transfrontières ont été arrêtées de commun accord avec les autorités visées à l'alinéa 1^{er}. »;

4° sans le § 3, les mots « ou de l'expiration du délai dans lequel l'autorité visée au § 2, alinéa 1^{er}, est censée avoir remis son avis » sont insérés entre le mot « publique » et le mot « , le ».

Art. 45. A l'article 169 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 3*bis* rédigé comme suit :

« § 3*bis*. Lorsque l'aménagement proposé par le périmètre visé au § 1^{er} est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ou lorsqu'une autre Région, un autre Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à la Convention précitée en fait la demande, l'arrêté visé au § 1^{er} accompagné des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectées peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles l'arrêté et les informations environnementales sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions arrêtées en application de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas si des modalités de consultation transfrontière ont été arrêtées de commun accord avec les autorités visées à l'alinéa 1^{er}. »;

2° le § 4, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« Le cas échéant, l'arrêté contient une déclaration résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le périmètre du site à réaménager et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, les réclamations et observations émis en application des §§ 2, 3 et 3*bis* ont été pris en considération ainsi que les raisons des choix du périmètre tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées. »

Art. 46. La révision d'un plan de secteur arrêtée provisoirement par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure selon les règles en vigueur avant cette date.

La révision ou l'établissement d'un schéma de structure communal ou d'un plan communal adopté provisoirement par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure selon les règles en vigueur avant cette date.

La procédure d'élaboration ou de révision d'un rapport urbanistique et environnemental qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret a déjà fait l'objet de l'enquête publique visée à l'article 33, § 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, poursuit son instruction selon les règles en vigueur avant cette date.

La procédure d'établissement ou de révision du périmètre visé à l'article 167 qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret a déjà fait l'objet de l'enquête publique visée à l'article 169, § 3, alinéa 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, poursuit son instruction selon les règles en vigueur avant cette date.

XV. Modification du décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques

Art. 47. Un article 106/1 est ajouté au décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques rédigé comme suit :

« Art. 106/1. Pour les projets de plans figurant dans la liste adoptée en vertu de l'article 49*bis*, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, si le Gouvernement a pris, sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret, un arrêté décidant l'élaboration ou la révision d'un plan communal d'aménagement dérogatoire au plan de secteur, cet arrêté constitue la décision visée à l'alinéa 2 de l'article 49*bis* précité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'arrêté du Gouvernement autorisant l'élaboration ou la révision d'un plan communal d'aménagement révisant le plan de secteur constitue la décision visée à l'alinéa 2 de l'article 49*bis* du Code si cet arrêté a été adopté avant l'entrée en vigueur de l'article 46 du décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie et avant l'adoption de la décision visée à l'article 51, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code ».

XVI. Modifications du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires

Art. 48. Dans le décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. L'exploitant d'une antenne émettrice stationnaire porte à la connaissance du service désigné par le Gouvernement, la date de la mise en service de l'antenne dans les trente jours qui suivent celle-ci. »

Art. 49. A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. A la demande de la ou des communes concernées ou du fonctionnaire chargé de la surveillance, une personne, un laboratoire ou un organisme public ou privé agréé en vertu de l'article 9, réalise, aux frais de l'exploitant, un rapport établissant si est respectée la limite d'immission visée à l'article 4. Préalablement à l'envoi de cette demande, la ou les communes concernées ou le fonctionnaire chargé de la surveillance s'informe auprès du service désigné par le Gouvernement afin que celui-ci s'assure que plusieurs rapports ne soient pas établis pour une même antenne émettrice stationnaire par des personnes, des laboratoires ou des organismes publics ou privés agréés différents. Le Gouvernement détermine les modalités de cette consultation.

Avant que ne soit établi le rapport, la personne, le laboratoire ou l'organisme public ou privé agréé donne à l'exploitant la possibilité de faire valoir dans des délais raisonnables ses observations oralement ou par écrit. Les modalités de la procédure sont fixées par le Gouvernement.

La personne, le laboratoire ou l'organisme public ou privé agréé envoie le rapport dans les nonante jours à partir de sa demande à la ou aux communes concernées, au fonctionnaire chargé de la surveillance, à l'exploitant et au service désigné par le Gouvernement. Il est publié sur le site Internet du service désigné par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut déterminer des exceptions aux modalités d'envoi et de publicité des rapports établis pour des raisons de sécurité publique.

Le rapport est valable pendant deux ans sauf modification des paramètres d'immission ou le déplacement ou le remplacement de l'antenne émettrice stationnaire.

En cas de violation de la limite d'immission visée à l'article 4, l'exploitant se met en conformité au plus tard dans les soixante jours à dater de la réception du rapport. »

2° le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Nonobstant l'application du § 1^{er}, dans les quarante-cinq jours de la mise en service d'antennes émettrices stationnaires situées à proximité d'écoles, de crèches, d'hôpitaux, de homes pour personnes âgées, l'exploitant d'une antenne émettrice stationnaire fait réaliser, à ses frais, par une personne, un laboratoire ou un organisme public ou privé agréé en vertu de l'article 9, un rapport établissant si la limite d'immission visée à l'article 4 est respectée.

Le Gouvernement arrête les périmètres de proximité.

Avant que ne soit établi le rapport, la personne, le laboratoire ou l'organisme public ou privé agréé donne à l'exploitant la possibilité de faire valoir dans des délais raisonnables ses observations oralement ou par écrit. Les modalités de la procédure sont fixées par le Gouvernement.

La personne, le laboratoire ou l'organisme public ou privé envoie le rapport dans les nonante jours à partir de sa demande à la ou aux communes concernées, au fonctionnaire chargé de la surveillance, à l'exploitant et au service désigné par le Gouvernement. Le rapport est publié sur le site Internet du service désigné par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut déterminer des exceptions aux modalités d'envoi et de publicité des rapports établis pour des raisons de sécurité publique.

Le rapport est valable pendant deux ans sauf modification des paramètres d'immission ou le déplacement ou le remplacement de l'antenne émettrice stationnaire.

En cas de violation de la limite d'immission visée à l'article 4, l'exploitant se met en conformité au plus tard dans les soixante jours à dater de la réception du rapport. »

Art. 50. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « radiations » est remplacé par le mot « rayonnements »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « , de transmettre ou de recevoir » sont supprimés;

3° il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement agréé, selon les critères et une procédure qu'il détermine, les personnes, les laboratoires ou les organismes publics ou privés qui peuvent être chargés de :

1° tester ou contrôler des appareils ou des établissements susceptibles de produire des rayonnements non ionisants en vue de vérifier s'ils respectent le décret;

2° tester ou contrôler des appareils destinés à atténuer ou absorber des rayonnements non ionisants;

3° tester ou contrôler des appareils destinés à mesurer les rayonnements non ionisants.

Le Gouvernement détermine :

1° les règles d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément;

2° la durée de validité de l'agrément, qui ne peut excéder cinq ans;

3° les modèles de protocole de mesures et le contenu des rapports établis par les personnes, les laboratoires ou les organismes publics ou privés agréés. »

Art. 51. A l'article 12, alinéa 2, du même décret, les mots « à l'article 10 » sont remplacés par les mots « aux articles 5/1 ou 10 ».

XVII. Modifications de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique

Art. 52. A l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le liminaire, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement » et les mots « ou de réduire la consommation d'énergie dans le but d'atténuer les changements climatiques » sont insérés entre les mots « la pollution de l'atmosphère » et les mots « et notamment »;

b) l'article est complété par les points 4^o à 11^o rédigés comme suit :

« 4^o à prévoir que les systèmes techniques de bâtiment définis par le Gouvernement respectent des exigences relatives à l'installation, au dimensionnement, au réglage, à l'entretien, au contrôle périodique et à l'inspection;

5^o à agréer les personnes responsables de l'installation, de l'entretien, de la maintenance, du contrôle ou de l'inspection d'appareils, d'équipements ou de systèmes définis par le Gouvernement et à déterminer le niveau de qualification requis;

6^o à fixer des plafonds d'émission, c'est-à-dire la quantité maximale d'une substance qui peut être émise au cours d'une année civile;

7^o à évaluer la qualité de l'air ambiant;

8^o à fixer des objectifs de qualité de l'air ambiant;

9^o à agréer les dispositifs de mesure de polluants : laboratoires, méthodes, appareils, réseaux et modélisation;

10^o à mettre en place des dispositifs spécifiques d'information et de sensibilisation du public;

11^o à fixer des zones de protection spéciale dans lesquelles certaines formes de pollution peuvent être limitées ou interdites, de manière temporaire ou permanente. Les zones de protection spéciale sont soit des zones où la mauvaise qualité de l'air est avérée soit des zones qui nécessitent un niveau de qualité de l'air élevé en raison de la forte densité de population ou d'éléments particuliers d'environnement. »

Art. 53. L'article 2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« On entend par pollution atmosphérique au sens de la présente loi, l'émission dans l'air ambiant, quelle qu'en soit la source, de toute substance susceptible d'avoir des effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble, de détériorer les biens matériels ou d'entraîner une détérioration ou une entrave à l'agrément de l'environnement ou à d'autres utilisations légitimes de ce dernier. »

Art. 54. L'article 3 de la même loi est abrogé.

Art. 55. L'article 4 de la même loi est abrogé.

Art. 56. L'article 5 de la même loi est abrogé.

Art. 57. A l'article 10, 3^o, de la même loi, les mots « ou pour réduire la consommation d'énergie dans le but d'atténuer les changements climatiques » sont insérés entre les mots « la pollution atmosphérique » et les mots « , notamment les dispositions ».

XVIII. Modification du Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 58. Dans l'article D.29-22, § 2, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« En outre, pour les projets de catégorie B ou C, ainsi que pour les plans et programmes visant des sites pouvant être localisés sur une parcelle cadastrale, il est procédé, de manière parfaitement visible, à l'affichage de l'avis à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage. »

Art. 59. L'article D.140, § 3, du Livre 1^{er} du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les compétences de police judiciaire ne peuvent être exercées que par des agents ayant prêté serment. Les agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative. »

Art. 60. L'article D.149, § 1^{er}, du Livre 1^{er} du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le bourgmestre communique au contrevenant sa décision prise sur la base de l'alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, soit par remise contre récépissé, soit par envoi recommandé avec accusé de réception. Le bourgmestre envoie en même temps la copie de cette décision à l'agent qui a rédigé le rapport. »

Art. 61. L'article D.149, § 2 du Livre 1^{er} du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'agent communique au contrevenant sa décision prise sur la base du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, soit par remise contre récépissé, soit par envoi recommandé avec accusé de réception. »

Art. 62. L'article D.150, alinéa 2, du Livre 1^{er} du même Code est complété par les phrases suivantes :

« Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ du délai de recours n'y est pas inclus. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant. »

Art. 63. L'article D.154 du Livre 1^{er} du même Code est complété par le point 4^o rédigé comme suit :

« 4^o celui qui s'oppose ou entrave les mesures de remise en état imposées par un fonctionnaire sanctionnateur en vertu de l'article D.163, sauf en cas de recours en vertu de l'article D.164. »

Art. 64. A l'article D.157 du Livre 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, les mots « de l'administration régionale de l'environnement » sont remplacés par les mots « du Directeur général de l'administration régionale de l'environnement »;

2^o dans le § 4, les mots « l'administration régionale de l'environnement » sont remplacés par les mots « le Directeur général de l'administration régionale de l'environnement »;

3^o dans le § 6, les mots « l'administration régionale de l'environnement » sont remplacés par les mots « au Directeur général de l'administration régionale de l'environnement ».

Art. 65. A l'article D.161, alinéa 1^{er} du Livre 1^{er} du même Code, les mots « par le bourgmestre, » sont abrogés.

Art. 66. A l'article D.162, alinéa 2 du Livre 1^{er} du même Code, les mots « par le bourgmestre, » sont abrogés.

Art. 67. A l'article D.163 du Livre 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 5, une phrase rédigée comme suit est insérée entre les phrases 1^{re} et 2 :

« Toutefois, ce délai est porté à trois cents soixante-cinq jours lorsque le fonctionnaire impose uniquement une remise en état. »;

2^o l'alinéa 6 est complété par ce qui suit :

« Aucune remise en état ne peut être imposée plus de trois cents soixante-cinq jours après le procès-verbal de constat de l'infraction. »

Art. 68. A l'article D.164, alinéa 1^{er}, du Livre 1^{er} du même Code, les mots « l'administration régionale de l'environnement » sont remplacés par les mots « le Directeur général de l'administration régionale de l'environnement ».

XIX. Modifications du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 69. A l'article 19, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est inséré un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}. »

Art. 70. A l'article 20 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « compléments demandés » sont remplacés par les mots « compléments demandés dans un délai de six mois à dater de l'envoi de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, l'administration communale en informe le fonctionnaire technique dans un délai de dix jours à dater du jour suivant le délai qui était imparti au demandeur pour envoyer les compléments. Dans ce cas, le fonctionnaire technique déclare la demande irrecevable. »;

2^o au § 4, les mots « et au § 2, alinéa 1^{er} » sont insérés entre les mots « alinéa 1^{er} » et « , ou, ».

Art. 71. A l'article 46 du même décret, les mots « et 57, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « , 57, alinéa 2, et 95, § 5 » et les mots « à l'article 40, § 2 » sont remplacés par les mots « aux articles 40, § 2, et 95, § 2 ».

Art. 72. L'article 53, § 2, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sans préjudice de l'article 55, § 3, lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article 55, § 1^{er}, le délai de mise en œuvre prend cours à partir :

1^o du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 40, § 2;

2^o du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 40, § 7;

3^o du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision accordant le permis si elle n'est pas susceptible de recours ou, à défaut, du lendemain de l'expiration du délai imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision. »

Art. 73. Dans l'article 65, § 1^{er}, du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« L'autorité compétente envoie la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation au fonctionnaire technique dans un délai de trois jours ouvrables à dater de sa réception lorsque l'autorité compétente a été saisie d'une demande conformément à l'article 67.

Si l'autorité compétente n'a pas envoyé la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation dans le délai prévu à l'alinéa précédent au fonctionnaire technique, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire technique en lui adressant une copie de la demande qu'il a initialement adressée au collègue communal. »

Art. 74. A l'article 65, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 4, les mots « à l'envoi de la proposition ou de la demande visée à l'alinéa 2. » sont remplacés par les mots « à l'envoi de la proposition lorsqu'il exerce les pouvoirs prévus au présent article d'initiative ou dans les trente jours de la réception de la demande lorsqu'il a été saisi d'une demande conformément à l'article 67. »;

2^o l'alinéa 4, devenu l'alinéa 6, est complété par la phrase suivante :

« Si la décision d'organiser une enquête publique n'est pas transmise dans ce délai, une enquête publique est organisée ».

Art. 75. A l'article 85, alinéa 2, du même décret, il est inséré un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article 86, § 2, alinéa 1^{er}. »

Art. 76. A l'article 86 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « compléments demandés » sont remplacés par les mots « compléments demandés dans un délai de six mois à dater de l'envoi de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, l'administration communale en informe le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué dans un délai de dix jours à dater du jour suivant le délai qui était imparti au demandeur pour envoyer les compléments. Dans ce cas, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué déclarent la demande irrecevable. »;

2^o au § 4, les mots « et au § 2, alinéa 1^{er} » sont insérés entre les mots « alinéa 1^{er} » et « , ».

Art. 77. Dans l'article 97 du même décret, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les deux ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sans préjudice de l'article 55, § 3, lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article 55, § 1^{er}, ce délai commence à courir à partir :

1° du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 95, § 2;

2° du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 95, § 7. »

XX. Modifications du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols

Art. 78. Dans l'article 35 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, les mots « adressé au Gouvernement » sont remplacés par les mots « envoyé à l'administration ».

Art. 79. Dans l'article 70, alinéa 4, du même décret, les mots « adressé au Gouvernement » sont remplacés par les mots « envoyé à l'administration ».

Art. 80. Dans l'article 72, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 81. Dans l'article 91, 2°, du même décret, les mots « 681bis/67 » sont remplacés par les mots « 681bis/63 ».

Art. 82. A l'article 92, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 681bis/67 » sont remplacés par les mots « 681bis/63 »;

2° les mots « 31 décembre 2010 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2012 ».

Art. 83. Dans l'article 92bis, § 1^{er}, du même décret, les mots « le 31 décembre 2010 » sont remplacés par les mots « le 31 décembre 2012 ».

Art. 84. Dans l'article 93bis, du même décret, les mots « jusqu'au 31 mars 2011 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2012 ».

XXI. Modification du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée

Art. 85. A l'article 1^{er} du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée, les mots « créée au sein du Ministère de la Région wallonne » sont supprimés.

XXII. Modifications du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Art. 86. L'article D.2 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau est complété par un point 52°bis, rédigé comme suit :

« 52°bis « forage » : toute action qui consiste à percer un trou depuis la surface du sol, d'un ouvrage existant ou d'une excavation souterraine susceptible d'altérer la nappe d'eau souterraine; ».

Art. 87. Dans le même Code, il est inséré un article D.167bis rédigé comme suit :

« Art. D.167bis. Les personnes effectuant un forage ou un équipement de puits destiné à une future prise d'eau souterraine, à l'installation de sondes géothermiques, à la reconnaissance géologique, à la prospection, à l'implantation de piézomètres, à l'exclusion de l'aménagement de la tête de puits disposent d'un agrément.

Le Gouvernement organise l'agrément des personnes amenées à effectuer un forage ou à équiper un puits destiné à une future prise d'eau souterraine, à l'installation de sondes géothermiques, à la reconnaissance géologique, à la prospection, à l'implantation de piézomètres, à l'exclusion de l'aménagement de la tête de puits. Il détermine les conditions, les critères et les procédures de délivrance de l'agrément. Il arrête les règles d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément ainsi que la durée de validité de l'agrément. »

Art. 88. L'article D.396, 2°, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« 2° celui qui opère un forage ou équipe un puits sans disposer de l'agrément requis en vertu de l'article D.167bis ».

Art. 89. Dans la Partie IV du même Code, l'intitulé du Titre VI est remplacé par ce qui suit :

« Sanctions des infractions en matière de perception et de paiement de taxes, de redevances et de contributions ».

Art. 90. L'article D.406 du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.406. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement celui qui élude ou tente d'éluder le paiement de tout ou partie de la taxe visée aux articles D.275 à D.313 et D.318 ou le paiement de tout ou partie de la redevance ou de la contribution mise à sa charge par le présent Code ».

XXIII. Modifications des règles de participation du public à l'élaboration des conventions environnementales telles que prévues au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement

Art. 91. A l'article D.29-1, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq »;

2° au § 2, le 6° est abrogé;

3° il est inséré un § 3/1 rédigé comme suit :

« Relèvent de la catégorie A.3, les conventions environnementales prévues à l'article D.82. »

Art. 92. A l'article D.29-7, § 1^{er} du Livre 1^{er} du même Code, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le présent article n'est pas applicable aux plans et programmes relevant de la catégorie A.3. »

Art. 93. L'article D.29-8 du Livre 1^{er} du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Outre les modalités d'affichage prévues à l'article D.29-7, l'enquête publique pour les plans et programmes des catégories A.1 et A.2 et les projets de catégorie B est également annoncée :

a) pour les plans et programmes de catégorie A.1, à l'initiative de l'auteur du plan ou du programme :

1° par un avis inséré au *Moniteur belge*;

2° par un avis inséré sur le portail environnement du site de la Région wallonne;

3° par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande;

4° par un communiqué diffusé à trois reprises par la RTBF et par le Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande;

b) pour les plans et programmes de catégorie A.2 et B, à l'initiative de l'auteur du plan ou du programme, et pour les projets de catégorie B, à l'initiative du demandeur :

1° par un avis inséré dans les pages locales de deux journaux ayant une large diffusion en Région wallonne, dont l'un au moins est diffusé sur le territoire de chaque commune sur laquelle l'enquête publique est organisée; lorsque l'une des communes concernées est de langue allemande, au moins un des deux journaux est d'expression allemande;

2° par un avis inséré dans un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire toutes boîtes distribués gratuitement à la population des communes auxquelles s'étend le projet, le plan ou programme, si un tel bulletin ou journal publicitaire existe.

L'avis est également publié sur le site Internet de la commune concernée.

§ 2. L'enquête publique pour les plans et programmes de la catégorie A.3 est également annoncée à l'initiative de l'autorité compétente :

1° par un avis inséré au *Moniteur belge*;

2° par un avis inséré sur le portail environnement du site de la Région wallonne;

3° par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande.

Cet avis comporte au minimum :

1° l'identification du plan ou programme, l'indication de sa catégorie et la disposition en vertu de laquelle il est soumis à enquête publique;

2° l'identification de l'auteur du plan ou du programme;

3° la date du début et de la fin de l'enquête publique;

4° les jours, heures et lieu où toute personne peut consulter le dossier;

5° les coordonnées et horaires d'ouverture des services ainsi que les coordonnées de l'agent désigné à cet effet par l'autorité compétente auprès desquels toute personne peut obtenir des explications relatives au plan ou programme;

6° le destinataire et l'adresse auxquels les réclamations et observations peuvent être envoyées et la date ultime de leur envoi;

7° la nature de la décision à intervenir et l'identification de l'autorité compétente.

8° l'indication des autres informations sur l'environnement se rapportant au plan ou programme qui sont disponibles.

Le projet de plan ou programme est joint à l'avis inséré au *Moniteur belge* et sur le portail environnement du site de la Région wallonne. »

Art. 94. Dans l'article D.29-13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du Livre 1^{er} du même Code, les mots « et A.2 » sont remplacés par les mots « , A.2 et A.3 ».

Art. 95. Dans l'article D.29-16 du Livre 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Dès l'annonce de l'enquête publique » sont remplacés par les mots « En ce qui concerne les plans et programmes relevant de la catégorie A.1, A.2 et B ainsi que les projets relevant de la catégorie B ou C, dès l'annonce de l'enquête publique »;

2° l'article D.29-16 dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. En ce qui concerne les plans et programmes relevant de la catégorie A.3, dès l'annonce de l'enquête publique et jusqu'au jour de la clôture de celle-ci, le dossier soumis à enquête publique peut être consulté gratuitement aux lieux, jours et heures et auprès des services indiqués dans l'avis d'enquête publique. »

Art. 96. L'article D.29-17 du Livre 1^{er} du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En ce qui concerne les plans et programmes relevant de la catégorie A.1, A.2 et B ainsi que les projets relevant de la catégorie B ou C, toute personne peut obtenir des explications relatives au plan, programme ou projet auprès du conseiller en environnement ou, à défaut, auprès du collège communal ou de l'agent communal délégué à cet effet.

§ 2. En ce qui concerne les plans et programmes relevant de la catégorie A.3, toute personne peut obtenir des explications relatives au plan ou programme auprès de l'agent désigné à cet effet par l'autorité compétente. »

Art. 97. Dans l'article D.29-18 du Livre 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} les mots « Les réclamations » sont remplacés par les mots « En ce qui concerne les plans et programmes relevant de la catégorie A.1, A.2 et B ainsi que les projets relevant de la catégorie B et C, les réclamations »;

2° l'article D.29-18, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. En ce qui concerne les plans et programmes relevant de la catégorie A.3, les réclamations et observations sont envoyées par télécopie, par courrier électronique ou par courrier ordinaire aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet.

A peine de nullité, les envois par courrier ou télécopie sont datés et signés; ceux par courrier électronique sont clairement identifiés et datés. »

Art. 98. Dans l'article D.29-19 du Livre 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour les plans et programmes et pour les projets, à l'exception des plans et programmes de catégorie A.3 » sont insérés entre les mots « Le dernier jour de l'enquête publique » et « , un membre »;

2° il est inséré un 2e alinéa rédigé comme suit :

« L'agent désigné à cet effet par l'autorité compétente, dans les cinq jours de la clôture de l'enquête publique pour les plans et programmes de la catégorie A.3, dresse le procès-verbal de clôture en y consignant les remarques et observations émises et le signe. »

Art. 99. Dans l'article D.29-21 du Livre 1^{er} du même Code, il est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2, un alinéa rédigé comme suit :

« Le plan ou programme de catégorie A.3 est publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le portail environnement du site de la Région wallonne. »

Art. 100. Dans l'article D.86, § 3, alinéa 1^{er}, du Livre 1^{er} du même Code, il est ajouté *in fine* la phrase suivante :

« L'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne est dans tous les cas sollicité. L'avis de la Commission régionale des déchets, du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et de la Commission consultative de l'eau est sollicité lorsque les projets de conventions environnementales concernent des matières relevant de leur domaine d'intervention. »

XXIV. Modification du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier

Art. 101. A l'article 3, 1°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, le mot « fonctionnaire » est remplacé par les mots « agent, statutaire ou contractuel, ».

XXV. Modification du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Art. 102. § 1^{er}. A l'article 6, § 4, 1°, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, les mots « article 4 » sont remplacés par les mots « article 5 ».

§ 2. L'article 6 du même décret est complété comme suit :

« § 5. En cas d'infraction à l'article 5, § 3, le policier domanial peut faire procéder au déchargement de l'excédent de poids sur les essieux.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article. »

§ 3. L'article 8*bis* du même décret est complété comme suit :

« En cas d'infraction à l'article 5, lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée ou refuse son paiement, il consigne une somme correspondant au montant total des perceptions immédiates dues par infraction.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article. »

§ 4. A l'article 9*bis*, alinéa 5, du même décret, « 80 % » est remplacé par « 100 % ».

XXVI. Modifications du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun

Art. 103. Dans le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun, il est inséré des articles 2*bis*, 2*ter* et 2*quater* rédigés comme suit :

« Art. 2*bis*. Lorsque le Gouvernement ou un conseil communal arrête un ou des règlements en matière de stationnement relatifs aux stationnements à durée limitée, aux stationnements payants et aux stationnements sur les emplacements réservés aux titulaires d'une carte de stationnement communale, il peut établir des rétribution ou taxe de stationnement ou déterminer les redevances de stationnement dans le cadre des concessions ou contrats de gestion concernant le stationnement sur la voie publique, applicables aux véhicules à moteur, leurs remorques ou éléments.

Cette disposition ne s'applique pas au stationnement alterné semi-mensuel et à la limitation du stationnement de longue durée.

Art. 2*ter*. En vue de l'encaissement des rétributions, des taxes ou des redevances de stationnement visées à l'article 2*bis*, le Gouvernement, les communes et leurs concessionnaires et les régions autonomes communales sont habilités à demander l'identité du titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation à l'autorité chargée de l'immatriculation des véhicules et ce, conformément à la loi sur la protection de la vie privée.

Art. 2*quater*. Les rétributions, les taxes ou les redevances de stationnement prévues à l'article 2*bis* sont mises à charge du titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation. »

Art. 104. La loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, est abrogée en ce qui concerne la Région wallonne.

XXVII. Modifications du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures

Art. 105. Le dernier alinéa de l'article 3 du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures est abrogé.

Art. 106. A l'article 9, alinéa 4, du même décret, les mots « à l'intérêt régional » sont remplacés par les mots « à l'intérêt général ».

Art. 107. § 1^{er}. L'article 10, alinéa 4, du même décret, est remplacé par le texte suivant :

« Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale. »

§ 2. La première phrase de l'alinéa 6 du même article est remplacée par la disposition suivante :

« Les commissaires aux comptes sont nommés pour une durée maximale de trois ans, renouvelable une seule fois de façon successive au niveau d'un même cabinet ou d'un même réseau. »

§ 3. Dans le 7^e et dernier alinéa du même article, les mots « par le Gouvernement wallon » sont remplacés par les mots « par l'Assemblée générale ».

XXVIII. Modification du décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, d'agriculture et de travaux publics

Art. 108. Dans l'article 113 du décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, d'agriculture et de travaux publics, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions d'investissement aux personnes morales dont l'objet social englobe la promotion ou la valorisation des produits issus de l'agriculture wallonne. »;

2^o l'article 113 est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« La garantie de la Région wallonne peut être attachée au remboursement total ou partiel en capital, intérêts et accessoires des emprunts souscrits dans le cadre des investissements visés à l'alinéa 2. La partie garantie du prêt ne peut en aucun cas dépasser la somme de 1.500.000 euros par projet éligible.

Le Gouvernement détermine la forme et les conditions d'octroi de la garantie de la Région wallonne. »

XXIX. Dispositions finales

Art. 109. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 110. Les rapports établis conformément à l'article 6 du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires, dans sa rédaction initiale et celle remplacée par le décret-programme du 22 juillet 2010, sont assimilés aux rapports établis par l'article 6 tel que modifié par le présent décret.

Art. 111. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge* sauf pour :

1^o les articles 6 à 11, qui produisent leurs effets au jour de la publication du dernier décret d'assentiment au *Moniteur belge*;

2^o les articles 24, 27, 28, 31, 32, 33 et 35 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2012;

3^o les articles 82 et 83 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2011;

4^o l'article 84 qui produit ses effets le 1^{er} avril 2011;

5^o les articles 86, 87 et 88, qui entrent en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement wallon;

6^o les articles 103 et 104, qui produisent leurs effets le 8 janvier 2009;

7^o l'article 107 qui produit ses effets le 29 octobre 2010.

A cette date, la SOFICO succèdera au Gouvernement dans les procédures d'attribution de marchés en cours en vue de l'attribution du mandat de commissaire membre de l'Institut des réviseurs d'entreprise;

8^o l'article 108 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 octobre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 452 (2011-2012) N^{os} 1, 1bis à 12.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 octobre 2011.

Discussion.

Votes.

ANNEXE 1^{re}**Accord de coopération conclu entre la Communauté française et la Région wallonne sur le financement des investissements subventionnés en vertu de l'article 7, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française**

La Communauté française représentée par son Gouvernement,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

Vu les articles, 127 et 134 de la Constitution,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelle du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 3 février 2011;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010;

Considérant que le décret du 23 mars 1995 de la Région wallonne portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne définit les missions du Centre régional d'aides aux Communes;

Considérant que le décret du 5 février 1990 de la Communauté française relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française organise le subventionnement, notamment, des travaux de construction, de modernisation, d'agrandissement et d'aménagement des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;

Considérant que le présent accord porte sur l'exercice conjoint de compétences propres et profite à la population et aux institutions des Parties au présent accord;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région wallonne habilite le Centre régional d'aide aux communes, créé en vertu du décret du 23 mars 1995 de la Région wallonne, à assurer le financement des investissements visés à l'article 7, § 4, du décret du 5 février 1990 de la Communauté française relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, en faveur des bénéficiaires désignés au même article.

Art. 2. Le traitement administratif des demandes de subvention et les dispositions organisant l'octroi des subventions organisées par et accordées en vertu de l'article 7, § 4, du décret du 5 février 1990 de la Communauté française relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, sont maintenus.

Art. 3. La Communauté française adapte les modalités de liquidation des subventions accordées en vertu de l'article 7, § 4, du décret du 5 février 1990 précité, pour tenir compte du mode de financement prévu à l'article 1^{er}.

Art. 4. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Conseil de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 février 2011.

Pour la Région wallonne,

R. DEMOTTE,

Ministre-Président

P. FURLAN,

Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville

Pour la Communauté française,

R. DEMOTTE,

Ministre-Président

J.-M. NOLLET,

Ministre en charge des Bâtiments scolaires

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat en commun de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires (2009-2010)

Vu les articles 39, 127 et 128;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et, notamment, ses articles 2, 4^o, et 15;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 2007 relatif à l'acquisition, la location et l'utilisation de véhicules destinés aux Services du Gouvernement de la Communauté française, à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française et au Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 3 février 2011;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a passé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à l'achat de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires;

Considérant l'avis de pré-information publié au *Bulletin des adjudications*, le 15 mai 2008, sous le numéro 06879 et au *Journal officiel de l'Union européenne*, le 17 mai 2008, sous le numéro 2008/S95-0128929;

Considérant l'avis de marché publié au *Bulletin des adjudications*, le 2 octobre 2008, sous le numéro 015355 et au *Journal officiel de l'Union européenne*, le 11 octobre 2008, sous le numéro 2008/S198-0262362;

Considérant que ce marché couvre la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que, dans cet appel d'offres général européen, la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des véhicules automobiles et des petits véhicules de services;

Considérant que la Région wallonne a permis à d'autres organismes publics d'adhérer, en cours de marché, à la centrale d'achats ainsi constituée;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture de véhicules automobiles et de véhicules utilitaires en 2010;

Considérant que, par une décision de son Gouvernement datée du 23 décembre 2010, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achat,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a passé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à l'achat de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires, prenant fin le 31 décembre 2010.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ces véhicules automobiles et ces petits véhicules utilitaires.

Dans l'appel d'offres général européen visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achat.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est le directeur de la Direction de l'Organisation du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est le directeur de la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des véhicules commandés, chacune en fonction de leurs besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdits véhicules.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Conseil de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mai 2011.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE,
Ministre-Président

P. FURLAN,
Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville

Pour la Communauté française :

R. DEMOTTE,
Ministre-Président

J.-M. NOLLET,
Ministre en charge des Bâtiments scolaires

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française
relatif à l'achat en commun de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires (2011-2012)**

Vu les articles 39, 127 et 128 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92*bis*, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et, notamment, ses articles 2, 4^o, et 15;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 2007 relatif à l'acquisition, la location et l'utilisation de véhicules destinés aux Services du Gouvernement de la Communauté française, à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, et au Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 3 février 2011;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à l'achat de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires;

Considérant que la Région wallonne a passé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à la fourniture de gasoil diesel et de gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2012, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des véhicules automobiles et des petits véhicules de services;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un appel d'offres général européen portant sur la fourniture de véhicules automobiles et de véhicules utilitaires;

Considérant que, par une décision de son Gouvernement datée du 23 décembre 2010, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achat et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à l'achat de véhicules automobiles et de petits véhicules utilitaires.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ces véhicules automobiles et ces petits véhicules utilitaires.

Dans l'appel d'offres général européen visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achat.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est le directeur de la Direction de l'Organisation du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est le directeur de la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procèderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de leurs besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Conseil de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mai 2011.

Pour la Région wallonne,

R. DEMOTTE,

Ministre-Président

P. FURLAN,

Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville

Pour la Communauté française,

R. DEMOTTE,

Ministre-Président

J.-M. NOLLET,

Ministre en charge des Bâtiments scolaires

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française
relatif à l'achat en carburant à prélever aux pompes au moyen de cartes magnétiques**

Vu les articles 39, 127 et 128 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et, notamment, ses articles 2, 4^o, et 15;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 3 février 2011;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquiescer des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à la fourniture de carburant à prélever aux pompes au moyen de cartes magnétiques;

Considérant l'avis de pré-information publié au *Bulletin des Adjudications*, le 19 juillet 2007, sous le numéro 008396 et au *Journal officiel de l'Union européenne*, le 25 juillet 2007, sous le numéro 2007/S141-128929;

Considérant l'avis de marché publié au *Bulletin des Adjudications*, le 18 décembre 2007, sous le numéro 27520 et au *Journal officiel de l'Union européenne*, le 20 décembre 2007, sous le numéro 2007/S245-0298462;

Considérant que ce marché couvre la période allant du 21 mai 2008 au 30 décembre 2012, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats permettant la fourniture de carburant à prélever aux pompes au moyen de cartes magnétiques;

Considérant que la Région wallonne a permis à d'autres organismes publics d'adhérer, en cours de marché, à la centrale d'achats ainsi constituée;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un appel d'offres général européen portant sur la fourniture de carburant à prélever aux pompes au moyen de cartes magnétiques;

Considérant que, par une décision de son Gouvernement datée du 23 décembre 2010, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achat,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à la fourniture de carburant à prélever aux pompes au moyen de cartes magnétiques.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour la fourniture de carburant à prélever aux pompes au moyen de cartes magnétiques.

Dans l'appel d'offres général européen visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achat.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est le directeur de la Direction de l'Organisation du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est le directeur de la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des quantités de carburant commandées, chacune en fonction de leurs besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Conseil de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mai 2011.

Pour la Région wallonne,

R. DEMOTTE,
Ministre-Président

P. FURLAN,
Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville

Pour la Communauté française,

R. DEMOTTE,
Ministre-Président

J.-M. NOLLET,
Ministre en charge des Bâtiments scolaires

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française
relatif à l'achat en commun de gasoil diesel et gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics**

Vu les articles 39, 127 et 128 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et notamment ses articles 2, 4^o, et 15;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 3 février 2011;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquiescer des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à la fourniture de gasoil diesel et de gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics;

Considérant l'avis de pré-information publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, le 25 juillet 2007, sous le numéro 2007/S141-0174863;

Considérant l'avis de marché publié au *Bulletin des Adjudications*, le 11 janvier 2008, sous le numéro 000306 et au *Journal officiel de l'Union européenne*, le 19 janvier 2008, sous le numéro 2008/S013-0015707;

Considérant que ce marché couvre la période allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 avril 2012, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats permettant la fourniture de gasoil diesel et de gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics;

Considérant que la Région wallonne a permis à d'autres organismes publics d'adhérer, en cours de marché, à la centrale d'achats ainsi constituée;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un appel d'offres général européen portant sur la fourniture de gasoil diesel et gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics;

Considérant que, par une décision de son Gouvernement datée du 23 décembre 2010, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achat,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général avec publicité européenne relatif à la fourniture de gasoil diesel et de gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour la fourniture de gasoil diesel et de gasoil de chauffage à déverser dans les citernes des services publics.

Dans l'appel d'offres général européen visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achat.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est le directeur de la Direction de l'Organisation du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est le directeur de la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procèderont au paiement des quantités de gasoil diesel et de gasoil de chauffage commandées, chacune en fonction de leurs besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Conseil de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mai 2011.

Pour la Région wallonne,

R. DEMOTTE,
Ministre-Président

P. FURLAN,
Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville

Pour la Communauté française,

R. DEMOTTE,
Ministre-Président

J.-M. NOLLET,
Ministre en charge des Bâtiments scolaires

Accord entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au règlement définitif des dettes du passé et des charges qui y sont liées, en matière de logement social

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord il y a lieu d'entendre par :

1° « le Fonds » : le Fonds d'Amortissement des Emprunts du logement social, créé par l'accord du 4 mai 1987;

2° l'accord du 1^{er} juin 1994 : l'accord du 1^{er} juin 1994 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au règlement des dettes du passé en matière de logement social ainsi que des charges qui y sont liées.

Art. 2. § 1^{er}. Les dettes financières gérées ou contractées par le Fonds jusqu'à l'année 2003, estimées à leur valeur de marché, sont remboursées le 29 décembre 2003 par les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, par les Régions en fonction de la part de chaque Région dans ces dettes, à l'exception de la part qui est à charge de l'Etat.

La valeur actuelle de la part Régionale des dettes visées à l'alinéa 1^{er}, est d'abord fixée par la Trésorerie pour chaque Région sur base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables bancaires précédant le 28 décembre 2003.

Si le montant défini au deuxième alinéa est plus grand que la valeur actuelle des annuités mathématiques visées à l'article 3, alinéa 2, de l'accord du 1^{er} juin 1994, diminué des annuités prévues à l'article 4, alinéa 2 du présent accord, alors le remboursement par les sociétés de logement en question sera limité à cette valeur actuelle et le solde sera remboursé par les Régions, à moins d'un accord existant qui en conclut autrement entre les Régions et les sociétés régionales de logement concernées. Dans le cas contraire, le montant visé à l'alinéa 2 est remboursé par la (les) société(s) régionale(s) de logement de cette Région. La valeur actuelle des annuités mathématiques est fixée sur base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables bancaires précédant le 28 décembre 2003. La Trésorerie communique immédiatement les montants correspondants au Fonds, aux Régions et aux sociétés régionales de logement.

§ 2. La garantie de l'Etat est accordée aux engagements des sociétés régionales de logement découlant du § 1^{er}. Cette garantie de l'Etat est sans frais.

Les emprunts de refinancement contractés par les sociétés régionales de logement afin de renouveler les emprunts visés à l'alinéa 1^{er} qui arrivent à échéance, bénéficient également de cette garantie de l'Etat sans frais. Les sociétés régionales de logement peuvent faire appel sans frais à l'expertise technique du Fonds et/ou de la Trésorerie lors de la souscription de leurs emprunts de refinancement.

Le montant réel de l'encours des emprunts de refinancement qui peuvent bénéficier de la garantie de l'Etat est limité, pour chacune des sociétés régionales de logement, au montant dont elle est redevable par le § 1^{er}, alinéa 3, adapté le cas échéant conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}.

Les dispositions de ce paragraphe s'appliquent également aux personnes de droit moral qui seront constituées par les sociétés régionales de logement dans le but de reprendre les engagements et emprunts de refinancement visés à l'alinéa 1^{er} et deuxième.

Si la garantie de l'Etat s'applique en vertu de ce paragraphe, l'Etat demande remboursement à la Région à laquelle appartient la société de logement qui est à l'origine de l'appel à la garantie de l'Etat des dépenses encourues.

§ 3. Les Régions s'engagent à veiller à ce que les annuités mathématiques visées à l'article 3, alinéa 2, de l'accord du 1^{er} juin 1994, diminuées des annuités visées à l'article 4, alinéa 2, du présent accord, servent à couvrir les charges liées aux engagements et emprunts de refinancement encourus par les sociétés régionales de logement.

§ 4. A la demande de la Trésorerie le Fonds verse à l'Etat les montants visés au § 1^{er}, alinéa 2, relatifs au remboursement. L'Etat, le Fonds, les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, les Régions peuvent convenir que les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, les Régions versent ces montants immédiatement à l'Etat.

Dans le cas où, conformément au § 1^{er}, alinéa 3, une Région prend à son compte partie du remboursement prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Fonds peut inscrire, sur base d'un accord à conclure entre le Fonds et la Région, une créance sur la Région à concurrence du montant de cette partie. Cette créance est productive d'intérêts.

Art. 3. Les montants visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, tiennent compte, en ce qui concerne les emprunts financiers contractés par le Fonds en 2003, des clefs de répartition provisoires. Après que le Fonds ait déterminé les clefs de répartition définitives, conformément à l'article 2, § 4, de l'accord du 1^{er} juin 1994, un acquittement en capital, intérêts et coûts supplémentaires se fera le premier jour ouvrable bancaire du mois de juillet 2004 entre l'Etat, les sociétés régionales de logement et, le cas échéant, les Régions. A cet effet, le Fonds fournit à l'Etat, aux sociétés régionales de logement et, le cas échéant, aux Régions le détail des montants à payer ou à recevoir, selon le cas, à cette date, dans le respect des principes mentionnés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3.

Le montant qui résulte de la différence entre, d'une part, le montant des liquidités et des placements que le Fonds posséderait encore le 31 décembre 2003 et, d'autre part, le montant des dépenses administratives réalisées par le Fonds dont les sociétés régionales de logement sont encore redevables à la même date, est payé par le Fonds aux sociétés régionales de logement selon la clef de répartition définitive dont il est question au 1^{er} alinéa. Si ce montant est négatif, les sociétés régionales de logement font un versement au Fonds. La part de l'Etat n'est pas comprise pour calculer la clef de répartition. Le paiement se fait le 1^{er} jour ouvrable bancaire du mois de juillet 2004. Le Fonds fournit aux sociétés régionales de logement le détail des montants encore à verser ou à recevoir à cette date.

Art. 4. Sous réserve de ce qui est déterminé à l'article 3, les Régions et les sociétés régionales de logement sont libérées, par le remboursement prévu à l'article 2, § 1^{er}, de leurs obligations à l'égard de l'Etat et du Fonds issues de l'accord du 1^{er} juin 1994.

Cependant les annuités en faveur de l'Etat pour le remboursement des avances budgétaires courantes accordées à l'ex-SNL et l'ex-SNT et les annuités en rapport avec les emprunts n^{os} 1 à 6 de l'ex-SNL restent dues par les sociétés régionales de logement.

Le Fonds, l'Etat et les Régions font le nécessaire afin de mettre un terme aux accords se rapportant à l'ouverture de crédit visé à l'article 14, § 3, de l'accord du 1^{er} juin 1994, à l'exception des obligations prévues dans le 2^e alinéa et, le cas échéant, ceux prévus à l'article 2, § 4, alinéa 2.

Art. 5. Les montants calculés pour chaque Région conformément à l'accord du 1^{er} juin 1994 et qui correspondent à la différence entre, d'une part, la valeur actuelle de l'intervention visée à l'article 13, § 1^{er}, 5^o, de l'accord du 1^{er} juin 1994 et, d'autre part, la valeur actuelle des annuités mathématiques qui, conformément à l'article 3, alinéa 4, de l'accord du 1^{er} juin 1994, reviennent finalement à l'Etat, sont versés par l'Etat aux Régions le 15 janvier 2004. La valeur

actuelle est déterminée par le Trésor sur base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables précédant le 28 décembre 2003. Le résultat ainsi obtenu est capitalisé au taux d'intérêt EONIA en vigueur le jour précédant le 15 janvier 2004.

A leur requête, la Trésorerie peut, à partir de 29 décembre 2003, octroyer aux Régions une avance sur les montants dus à l'alinéa 1^{er}. Le montant de cette avance pour chaque Région ne peut pas dépasser le montant de la valeur actuelle définie par la Trésorerie sur la base de la moyenne arithmétique du « mid » de la courbe des swaps en vigueur les trois derniers jours ouvrables précédant le 28 décembre 2003. Les Régions qui font appel à ces avances s'engagent à veiller à ce que la dette Maastricht n'en soit pas influencée.

Sous réserve de ce qui est déterminé à l'article 3, l'Etat et le Fonds sont dégagés, par les versements visés à l'alinéa 1^{er}, des obligations à l'égard des Régions et des sociétés régionales de logement issues de l'accord du 1^{er} juin 1994.

Art. 6. § 1^{er}. Le Fonds est supprimé à une date déterminée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

En vue de la suppression du Fonds, le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la dissolution et tous les problèmes qu'elle entraîne tels que, entre autres le transfert des tâches, des biens, des droits et obligations du Fonds à l'Etat. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, transférer à l'Etat, avec leur accord, le personnel détaché au Fonds.

S'il est mis fin au détachement, le membre du personnel reprend un emploi dans son service d'origine. Si à la date d'arrêt du détachement au Fonds du membre du personnel celui-ci occupe un emploi dont le grade est supérieur à celui dont il était titulaire dans son service d'origine, il est censé continuer l'exercice, à titre personnel de cette fonction supérieure dans son service d'origine ou dans le service où il est éventuellement transféré.

§ 2. Jusqu'au moment où le Fonds est supprimé :

1^o le Fonds reste responsable du service financier des prêts qu'il gère. A cet effet, le Fonds reçoit tous les moyens nécessaires de l'Etat, en ce compris ceux destinés à couvrir les dépenses administratives du Fonds;

2^o sous réserve de ce qui est déterminé à l'article 7, les règles existantes qui découlent de l'accord du 1^{er} juin 1994 restent applicables au Fonds, en particulier celles concernant le statut, la gestion, la comptabilité, les comptes et le contrôle.

Art. 7. § 1^{er}. Après exécution des tâches visées à l'article 3, le Roi met fin à la date fixée par Lui, aux mandats des administrateurs du Fonds qui ont été nommés par les Gouvernements des Régions.

A partir de cette même date, et jusqu'au moment où le Fonds est supprimé, le conseil d'administration est composé de six administrateurs, trois francophones et trois néerlandophones nommés par le Roi, sur proposition des Ministres du Budget et des Finances.

Le Roi désigne, sur proposition du conseil d'administration, un président parmi les six administrateurs.

Le président est nommé pour une période d'un an.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents.

En cas de parité des suffrages, la voix du président est déterminante.

§ 2. A partir de la date visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et jusqu'au moment où le Fonds est supprimé, le fonctionnaire dirigeant et, le cas échéant, son adjoint bilingue, sont nommés par le Roi sur une liste de candidats établie par le conseil d'administration.

Art. 8. L'article 2, § 2, alinéa 2, de cet accord prend fin au 1^{er} janvier 2055.

Art. 9. Cet accord modifie et complète l'accord du 1^{er} juin 1994, à compter du 29 décembre 2003.

Bruxelles, le 16 décembre 2003.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances et du Budget du Gouvernement flamand,
D. VAN MECHELEN

Le Ministre du Budget et des Finances du Gouvernement wallon,
M. DAERDEN

Le Ministre des Finances et du Budget du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
G. VANHENGEL

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 3066

[2011/205886]

27. OKTOBER 2011 — Dekret zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Zuständigkeiten der Wallonie (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

I. Abänderung des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region

Artikel 1 - Im Dekret vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region werden:

- die Wörter "Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region" durch die Wörter "Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie" ersetzt;

- die Wörter "Wallonische Regionalexekutive" durch die Wörter "Wallonische Regierung" ersetzt.

II. Abänderungen des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren

Art. 2 - Artikel 5 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren wird durch einen § 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 10. Kraft des am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Regierung abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Finanzierung der Investitionen, die gemäß Artikel 7, § 4 des Dekrets vom 5. Februar 1990 der Französischen Gemeinschaft bezuschusst werden, und mit der Zustimmung der Regierung ist das Zentrum befugt, die Finanzierung der im oben genannten Artikel erwähnten Investitionen zugunsten der im demselben Artikel bezeichneten Anspruchsberechtigten zu gewährleisten."

Art. 3 - Artikel 5*bis*, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "und 9" durch den Wortlaut "9 und 10" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 5 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren wird durch einen § 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 11. Mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung und unter den durch Letztere festgelegten Bedingungen ist das Regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden dazu befugt, zugunsten der Gemeinden, der Provinzen, der Gemeindevereinigungen, der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der ÖZHZ, der kraft Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren gegründeten Vereinigungen, der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und der Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung die Auszahlung der in Anwendung der Artikel L3341-1 bis L3341-15 des Kodex für lokale Demokratie bezuschussten Investitionen zu gewährleisten.

Diese Form der Auszahlung erfolgt in Abweichung von den in der vorerwähnten Gesetzgebung angegebenen Auszahlungsmodalitäten für Zuschüsse."

Art. 5 - Artikel 5 desselben Dekrets wird durch den folgenden § 12 ergänzt:

"§ 12. Mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung und unter den durch Letztere festgelegten Bedingungen ist das Regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden dazu befugt, zugunsten der Gemeinden die Auszahlung der Investitionen zu gewährleisten, die in Anwendung von Artikel 4 des Programmdekrets vom 10. Dezember 2009 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Straßengebühr, Vergütung der regionalen Bürgschaft, Dotationen und Subventionen zugunsten bestimmter Einrichtungen mit einem Geschäftsführungsvertrag und zur Einführung eines Pilotprojekts bezüglich des Ziehungsrechts zugunsten der Gemeinden für die Subventionen von Investitionen für Arbeiten zum Unterhalt des Straßennetzes bezuschusst werden.

Diese Möglichkeit ändert die Aktionsmittel nicht, die dem Minister für lokale Behörden zugeteilt werden, um seine Maßnahmen im Bereich der bezuschussten Arbeiten und insbesondere diejenigen, die im vorerwähnten Artikel 4 vorgesehen sind, zu finanzieren."

III. Zustimmung zu verschiedenen Zusammenarbeitsabkommen

Art. 6 - Dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Dekret genannten und am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen über die Finanzierung der kraft Artikel 7, § 4 des Dekrets vom 5. Februar 1990 der Französischen Gemeinschaft bezuschussten Investitionen über die Schulbauten des durch die Französische Gemeinschaft organisierten oder subventionierten universitären Unterrichtswesens wird zugestimmt.

Art. 7 - Dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Dekret genannten Zusammenarbeitsabkommen vom 19. Mai 2011 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft bezüglich des gemeinsamen Kaufs von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen (2009-2010) wird zugestimmt.

Art. 8 - Dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Dekret genannten Zusammenarbeitsabkommen vom 19. Mai 2011 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft bezüglich des gemeinsamen Kaufs von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen (2011-2012) wird zugestimmt.

Art. 9 - Dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Dekret genannten Zusammenarbeitsabkommen vom 19. Mai 2011 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft bezüglich des Kaufs von Kraftstoff an Zapfsäulen anhand magnetischer Karten wird zugestimmt.

Art. 10 - Dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Dekret genannten Zusammenarbeitsabkommen vom 19. Mai 2011 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft bezüglich der gemeinsamen Beschaffung von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl wird zugestimmt.

Art. 11 - Dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Dekret genannten Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Dezember 2003 zwischen der Föderalregierung, der Flämischen Regierung, der Wallonischen Regierung und der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der endgültigen Abrechnung der Altschulden und darauf bezogenen Lasten im Bereich des sozialen Wohnungswesens wird zugestimmt.

IV. Abänderungen der Dekrete vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts

Art. 12 - Artikel 25*septies*, § 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird durch das Folgende ersetzt: "§ 3. Die in den Artikeln 25*bis* bis 25*quinquies* festgelegten Beträge werden rechtskräftig jährlich an den Verbraucherpreisindex angepasst, dies durch Multiplikation mit dem Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres n-1 und durch Teilung durch den Verbraucherpreisindex für den Monat Juni 2008."

Art. 13 - In Artikel 31*quater*, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "n-1" zwischen den Wortlaut "den Monat Juni des Jahres" und den Wortlaut "und durch Teilung" eingefügt und wird der Wortlaut "des Jahres vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses" durch "2008" ersetzt.

Art. 14 - Artikel 51*bis*, Absatz 1 desselben Dekrets wird wie folgt ergänzt: "9° die Kontrolle der thermischen Solaranlagen".

Art. 15 - Artikel 51*ter*, § 1 desselben Dekrets wird wie folgt ergänzt: "11° den Kosten für das Anlegen der Akten zur Zulassung der Installateure von thermischen Solaranlagen, die von der Regierung festgelegt werden".

Art. 16 - Artikel 51*ter*, § 2 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1° Der Wortlaut "Die Regierung passt diesen Betrag jährlich an den Verbraucherpreisindex an," durch den Wortlaut "Dieser Betrag wird jährlich an den Verbraucherpreisindex angepasst," ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 53, § 1, Absatz 3 desselben Dekrets wird der Wortlaut "innerhalb von sechs Monaten ab ihrem Begehen" durch den Wortlaut "innerhalb von sechs Monaten ab der Kenntnisnahme ihres Begehens und spätestens innerhalb von fünf Jahren ab ihrem Begehen" ersetzt.

Art. 18 - Artikel 25*quinquies*, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird durch das Folgende ersetzt:

"Die in den Artikeln 25*bis* und 25*ter* festgelegten Beträge werden rechtskräftig jährlich an den Verbraucherpreisindex angepasst, dies durch Multiplikation mit dem Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres n-1 und durch Teilung durch den Verbraucherpreisindex für den Monat Juni 2008."

Art. 19 - In Artikel 30*quinquies*, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "n-1" zwischen den Wortlaut "den Monat Juni des Jahres" und den Wortlaut "und durch Teilung" eingefügt und wird der Wortlaut "des Jahres vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses" durch "2008" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 48, § 1, Absatz 3 desselben Dekrets wird der Wortlaut "innerhalb von sechs Monaten ab ihrem Begehung" durch den Wortlaut "innerhalb von sechs Monaten ab der Kenntnisnahme ihres Begehens und spätestens innerhalb von fünf Jahren ab ihrem Begehen" ersetzt.

V. Änderungen im Wallonischen Wohngesetzbuch

Art. 21 - Es wird ein Artikel 33*bis* mit folgendem Wortlaut in das Wallonische Wohngesetzbuch eingefügt:

"Art. 33*bis* - Die Region kann jeder Einrichtung mit sozialem Zweck, die ein Immobiliengut verwaltet oder in Miete nimmt, um es unter den durch die Regierung festgelegten Bedingungen einem Haushalt mit geringem Einkommen oder in einer prekären Lage zur Miete freizugeben, eine Beihilfe gewähren."

Art. 22 - Artikel 39 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 39 - Unbeschadet von Absätzen 2 und 3 werden die Anträge auf Beihilfen an die Verwaltung gerichtet. Diese bestätigt den Empfang der Akte innerhalb zehn Werktagen nach deren Eingang und verlangt ggf. jegliche zur Ergänzung der Akte notwendige Unterlage.

Die in Artikel 33*bis* erwähnten Anträge auf Beihilfen werden an den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gerichtet.

Die Akten bezüglich der Anträge auf Beihilfen werden falls nötig für Rechnung und auf schriftlichen Antrag der juristischen Personen, die keine Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes sind und die bestimmte infolge der von der Regierung genehmigten, in Artikel 189, § 3 erwähnten Programmen und der in Artikel 190, § 1 erwähnten Beschlüsse der Regierung getroffene Maßnahmen durchführen, von der Verwaltung angelegt.

Falls der ursprüngliche Zustand des Gebäudes eine Bedingung für die Gewährung der Beihilfe ist, erstellt die Verwaltung einen Bericht über die gesundheitliche Zutraglichkeit.

Die Verwaltung übermittelt der Regierung die in Absatz 1 erwähnte Antragsakte bezüglich einer Beihilfe innerhalb fünfundvierzig Tagen nach Eingang ihrer vollständigen Fassung."

Art. 23 - Es wird ein Artikel 59*ter* mit folgendem Wortlaut in das Wallonische Wohngesetzbuch eingefügt:

"Art. 59*ter* - Die "Société wallonne du Logement" kann jeder Wohnungsgesellschaft öffentlichen Dienstes, die ein Immobiliengut verwaltet oder in Miete nimmt, um es unter den durch die Regierung festgelegten Bedingungen einem Haushalt mit mittlerem oder geringem Einkommen oder in einer prekären Lage zur Miete freizugeben, eine Beihilfe gewähren."

VI. Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. 24 - Dem Artikel 1, § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses wird der folgende Wortlaut hinzugefügt:

"- l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (Wallonische Luft- und Klimaagentur) (Dekret vom 5. März 2008)."

VII. Abänderungen des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors

Art. 25 - Absatz 1, 3° von § 3 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

"3° nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten und vorbehaltlich einer durch Letztere gewährten Abweichung das Bezugsniveau der Beschäftigung um so viele Einheiten wie Arbeiter, die Gegenstand der in Artikel 14 erwähnten Beihilfe sind, zu erhöhen."

Art. 26 - Artikel 17, Absatz 2 desselben Dekrets wird gestrichen.

Art. 27 - Artikel 21, Absatz 3 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Der Wert eines Punktes wird im Januar eines jeden Jahres indiziert, indem der Wert des Punktes des Vorjahres mit dem Durchschnitt der Zahlen des Index der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des Vorjahres multipliziert, und durch den Durchschnitt der Zahlen des Index der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des Jahres vor dem Vorjahr geteilt wird."

Art. 28 - Artikel 21, Absatz 4 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt:

„Diese Indexierung darf die Zuwachsrate der Haushaltsmittel des laufenden Jahres betreffend die in Artikel 1 genannte Beihilfe jedoch nicht übertreffen.“

Art. 29 - Artikel 22 desselben Dekrets wird durch einen Paragraphen mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 5. Die in Artikel 3, § 1, Absatz 1 genannten Arbeitgeber können sich untereinander die ihnen zugeteilten Punkte abgeben, unter Berücksichtigung von durch die Regierung festgelegten Modalitäten.“

Art. 30 - § 1^{er}. Artikel 24 desselben Dekrets wird durch die folgenden Absätze ersetzt:

„Das „Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi“ wird damit beauftragt, nach von der Regierung festgelegten Modalitäten die folgenden Beschlüsse zu fassen:

- den Verlust der Punkte, wenn der Arbeitnehmer nicht binnen sechs Monaten nach Artikel 31 eingestellt wird;
- den Verlust des Zuschusses für das Quartal, in dem für die in den Artikeln 2 und 4 des Dekrets genannten Arbeitgeber keine Nachweiserklärung übermittelt wurde und für den Monat, in dem für die in den Artikeln 3 und 5 genannten Arbeitgeber keine Lohnerkklärung übermittelt wurde;
- die Abrechnung der nicht benutzten Punkte von den gesamten Punkten, die im Beschluss zur Gewährung der in Artikel 14 genannten Beihilfe zugeteilt wurden, falls die Punkte während sechs aufeinanderfolgenden Monate nicht benutzt wurden.

In diesem Fall kann das „Office wallon“ ebenfalls beschließen, einen Teil oder die Gesamtheit der Beihilfe nicht auszuzahlen oder zurückzufordern, dies nach von der Regierung festgelegten Modalitäten. Das „Office“ wird ebenfalls damit beauftragt, der Regierung eine Minderung der Anzahl zugeteilter Punkte vorzuschlagen im Verhältnis mit ihrer Nichtbenutzung durch die in den Artikeln 2 bis 5 genannten Arbeitgeber während eines ununterbrochenen Zeitraums von 6 Monaten, dies nach von der Regierung festgelegten Modalitäten.“

§ 2. In Artikel 33 desselben Dekrets werden in der französischen Fassung die Wörter „et sans préjudice de l'article 24 du décret“ nach „le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine“ eingefügt.

VIII. Abänderungen des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der „Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale“ (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt „IDESS“

Art. 31 - Es wird ein Artikel 12*bis* mit folgendem Wortlaut in das Dekret vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der „Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale“ (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt „IDESS“ hinzugefügt:

„Art. 12*bis* - Die Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck (IDESS), die in Artikel 1, Absatz 1^o, b) des Dekrets erwähnt sind, können Anspruch auf einen zusätzlichen Zuschuss haben, die den Ermäßigungen der Arbeitgeberbeiträge für die Sozialversicherung, die sie im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1988 (Ermäßigung von ACS Beiträgen) nicht genießen können, entspricht.

Der Betrag dieses Zuschusses wird von der Regierung festgelegt.“

Art. 32 - In Artikel 13, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut „engagés par l'IDESS ou mis à disposition de celle-ci en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux Centres publics d'action sociale“ zwischen den Wortlaut „nombre de travailleurs“ und den Wortlaut „destinée à couvrir“ eingefügt.

IX. Abänderung des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der „Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises“ (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt „SOWALFIN“

Art. 33 - In das Dekret vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der „Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises“, abgekürzt „SOWALFIN“ wird der folgende Artikel 22*bis* eingefügt:

„Art. 22*bis* - Die Regierung wird dazu befugt, der SOWALFIN im Rahmen der Behandlung und Vorbehandlung der Streitsachen, die Letztere in Übereinstimmung mit der ihr anvertrauten Aufgabe in Sachen Garantiefonds übernommen hat, zu erlauben, alle verbundenen Akten in ihrem heutigen Zustand abzuschließen, wenn nach Ermessen der SOWALFIN die Aussichten der Beitreibung als null oder als niedriger als die mutmaßlichen direkten und indirekten Kosten für die Führung der besagten Akten erscheinen.“

X. Abänderung des Dekrets vom 3. April 2009 zur Gründung der „Caisse d'Investissement de Wallonie“ (Investitionskasse der Wallonie) und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse

Art. 34 - § 1. Der Artikel 2, § 3 des Dekrets vom 3. April 2009 zur Gründung der „Caisse d'Investissement de Wallonie“ (Investitionskasse der Wallonie) und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 3. Die Gesellschaft hat zum Hauptzweck, zusammen mit einer oder mehreren öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Personen, Investitionen in nicht notierte Klein- oder Mittelunternehmen zu fördern.

Zur Förderung der Umsetzung ihres Gesellschaftszwecks kann die Gesellschaft insbesondere:

1^o stille Gesellschaften im Sinne von Artikel 48 des Gesetzbuches über die Gesellschaften mit einer oder mehreren öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Personen gründen;

2^o Teilhaberverträge abschließen, Vereinigungen, Gruppen oder Verbänden angehören oder sich daran beteiligen;

3^o spezialisierte Investitionsfonds schaffen und/oder verwalten, oder sich an von Dritten geschaffenen und/oder verwalteten Investitionsfonds beteiligen.

4^o Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen, und diese mit jeglicher Aufgabe beauftragen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks nützlich ist.

Die Gesellschaft kann außerdem Geschäfte jeglicher Art durchführen, die direkt oder indirekt, ganz oder teilweise mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind, sowie alle Geschäfte, die dessen Erfüllung begünstigen, erleichtern oder fördern können, einschließlich der Verrichtungen, die die Wirtschaft in der Wallonischen Region ankurbeln können.“

§ 2. Der § 4 von Artikel 2 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

XI. Abänderung des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur)

Art. 35 - Absatz 3 von Artikel 11 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence wallonne à l'exportation" (Wallonische Exportagentur), in seiner durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003 und durch das Dekret vom 1. April 2004 abgeänderten Fassung, wird außer Kraft gesetzt.

XII. Abänderung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

Art. 36 - In Artikel 12, Absatz 1 des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste wird das Wort "fünf" durch das Wort "drei" ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 19, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "dies ohne Begrenzung der Schadenbetrags, weder je Fahrzeug noch je Schadensfall" durch den Wortlaut "unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes vom 21. November 1989 über die Haftpflichtversicherung in Bezug auf Kraftfahrzeuge" ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 31, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "dies ohne Begrenzung der Schadenbetrags, weder je Fahrzeug noch je Schadensfall" durch den Wortlaut "unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes vom 21. November 1989 über die Haftpflichtversicherung in Bezug auf Kraftfahrzeuge" ersetzt.

XIII. Abänderung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben.

Art. 39 - In Artikel 70, Absatz 1 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben werden die Wörter "2008, 2009, 2010 und 2011" durch die Wörter "2008, 2009, 2010, 2011, 2012 und 2013" ersetzt.

XIV. Teilweise Umsetzung der Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme.

Art. 40 - Vorliegendes Kapitel setzt teilweise die Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme um.

Art. 41 - In Artikel 14 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° es wird ein § *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ *2bis*. Wenn die durch den Schemenentwurf vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer dem vorerwähnten Übereinkommen angehörender Staat es beantragt, wird der Schemenentwurf mit den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;
- 2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an dem Verfahren zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;
- 3° nach welchen Modalitäten das Schema und die Umwelterklärung den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

Die in Anwendung von Absatz 2 erlassenen Bestimmungen finden keine Anwendung, wenn Modalitäten für die grenzüberschreitende Konsultierung im gemeinsamen Einvernehmen mit den in Absatz 1 erwähnten Behörden festgelegt worden sind. ";

2° In § 4 werden die Wörter "*2bis*" zwischen die Wörter ".2," und "und 3" eingefügt.

Art. 42 - In Artikel 17 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° ein § *2bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ *2bis*. Wenn die durch den Entwurf eines kommunalen Strukturschemas vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer dem vorerwähnten Übereinkommen angehörender Staat es beantragt, wird der Schemenentwurf mit den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region, dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;
- 2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an dem Verfahren zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;
- 3° nach welchen Modalitäten das Schema und die Umwelterklärung den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

Die in Anwendung von Absatz 2 erlassenen Bestimmungen finden keine Anwendung, wenn Modalitäten für die grenzüberschreitende Konsultierung im gemeinsamen Einvernehmen mit den in Absatz 1 erwähnten Behörden festgelegt worden sind. ";

2° In § 4 werden die Wörter "*2bis*" zwischen die Wörter ".2," und "und 3" eingefügt.

Art. 43 - In Artikel 43, *2bis* desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer dem vorerwähnten Übereinkommen angehörender Staat es beantragt," zwischen die Wörter "haben könnte" und "wird der Planentwurf" eingefügt.

2° in Absatz 2, 3° werden die Wörter "die Umwelterklärung und die in § 3 und § 4 des vorliegenden Artikels erwähnten abgegebenen Gutachten" durch die Wörter "und die Umwelterklärung" ersetzt.

3° Der § *2bis* wird mit dem folgenden Absatz ergänzt: "Die in Anwendung von Absatz 2 erlassenen Bestimmungen finden keine Anwendung, wenn Modalitäten für die grenzüberschreitende Konsultierung im gemeinsamen Einvernehmen mit den in Absatz 1 erwähnten Behörden festgelegt worden sind."

Art. 44 - In Artikel 51 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 2, Absatz 1 werden die Wörter "oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer dem vorerwähnten Übereinkommen angehörender Staat es beantragt," zwischen die Wörter "haben könnte" und "wird der Planentwurf" eingefügt.

2° in § 2, Absatz 2 werden die Wörter "die Umwelterklärung und die in § 3° erwähnten abgegebenen Gutachten" durch die Wörter "und die Umwelterklärung" ersetzt.

3° Der § 2 wird mit dem folgenden Absatz ergänzt: "Die in Anwendung von Absatz 2 erlassenen Bestimmungen finden keine Anwendung, wenn Modalitäten für die grenzüberschreitende Konsultierung im gemeinsamen Einvernehmen mit den in Absatz 1 erwähnten Behörden festgelegt worden sind."

4° in § 3 werden die Wörter "oder nach Ablauf der Frist, innerhalb deren die in § 2 erwähnte Behörde ihr Gutachten abgegeben haben muss," zwischen die Wörter "öffentliche Untersuchung" und das Wort "legt" eingefügt.

Art. 45 - In Artikel 169 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° ein § *3bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ *3bis*. Wenn die durch den in § 1 erwähnten Umkreis vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 1. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer dem vorerwähnten Übereinkommen angehörender Staat es beantragt, wird der in § 1 erwähnte Erlass mit den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;

2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an dem Verfahren zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;

3° nach welchen Modalitäten der Erlass und die Umweltinformationen den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

Die in Anwendung von Absatz 2 erlassenen Bestimmungen finden keine Anwendung, wenn Modalitäten für die grenzüberschreitende Konsultierung im gemeinsamen Einvernehmen mit den in Absatz 1 erwähnten Behörden festgelegt worden sind."

2. Der § 4 Absatz 1 wird wie folgt ergänzt:

"Gegebenenfalls enthält der Erlass eine Umwelterklärung, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Umkreis der neuzugestaltenden Gebiets eingegliedert worden sind, der Umweltverträglichkeitsbericht, die in Anwendung der Paragraphen 2, 3 und *3bis* abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen der angenommene Umkreis gewählt worden ist."

Art. 46 - Im Falle der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch die Regierung vorläufig angenommenen Revision eines Sektorenplanes wird das Verfahren nach den vor diesem Datum geltenden Regeln weitergeführt.

Im Falle der Revision oder der Erstellung eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch den Gemeinderat vorläufig angenommenen kommunalen Strukturschemas oder kommunalen Raumordnungsplanes wird das Verfahren nach den vor diesem Datum geltenden Regeln weitergeführt.

Im Falle eines Verfahrens zur Erstellung oder Revision eines Städtebau- und Umweltberichts, das am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bereits Gegenstand der in Artikel 33, § 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten öffentlichen Untersuchung gewesen ist, wird seine Untersuchung nach den vor diesem Datum geltenden Regeln weitergeführt.

Im Falle eines Verfahrens zur Erstellung oder Revision des in Artikel 167 erwähnten Umkreises, das am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bereits Gegenstand der in Artikel 169, § 3, Absatz 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten öffentlichen Untersuchung gewesen ist, wird seine Untersuchung nach den vor diesem Datum geltenden Regeln weitergeführt.

XV. Abänderung des Dekrets vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten

Art. 47 - Dem Dekret vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 2009. März 11 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 1999. März 30 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird ein Artikel 106/1 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. 106/1 - Wenn die Regierung, für die in der aufgrund des Artikels *49bis*, Absatz 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie verabschiedeten Liste angeführten Planentwürfe, auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbaren Bestimmungen einen Erlass gefasst hat, durch den die Ausarbeitung oder Revision eines vom Sektorenplan abweichenden Raumordnungsplans beschlossen wird, stellt dieser Erlass den in Absatz 2 des vorerwähnten Artikels *49bis* erwähnten Beschluss dar.

In Abweichung von Absatz 1 stellt der Erlass der Regierung zur Genehmigung der Ausarbeitung oder der Revision eines kommunalen Raumordnungsplans zur Revision des Sektorenplans den in Absatz 2 des Artikels 49bis des Gesetzbuches genannten Beschluss dar, wenn dieser Erlass vor dem Inkrafttreten des Artikels 46 des Dekrets vom 27. Oktober 2011 zur Abänderung verschiedener Dekrete bezüglich der Zuständigkeiten der Wallonie und vor der Verabschiedung des in Artikel 51, § 1, Absatz 1 des Gesetzbuches genannten Beschlusses verabschiedet worden ist."

XVI. Abänderungen des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen die etwaigen gesundheitsschädlichen Auswirkungen und die Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden

Art. 48 - In das Dekret vom 3. April 2009 über den Schutz gegen die etwaigen gesundheitsschädlichen Auswirkungen und die Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden, wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/1 - Der Betreiber einer ortsfesten Sendeantenne setzt den von der Regierung bestimmten Dienst von dem Datum der Inbetriebnahme der Antenne in Kenntnis, und zwar innerhalb von dreißig Tagen nach dieser Inbetriebnahme."

Art. 49 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Auf Antrag der betroffenen Gemeinde(n) oder des mit der Überwachung beauftragten Beamten verfasst eine Person, ein Laboratorium oder eine öffentliche oder private Einrichtung, das / die aufgrund des Artikels 9 zugelassen ist, auf Kosten des Betreibers einen Bericht, in dem festgestellt wird, ob die in Artikel 4 erwähnte Immissionsgrenze beachtet wird. Vor der Einsendung dieses Antrags erkundigt(en) sich die betroffene(n) Gemeinde(n) oder der mit der Überwachung beauftragte Beamte bei dem von der Regierung bezeichneten Dienst, damit dieser sich vergewissert, dass für ein und dieselbe ortsfeste Sendeantenne nicht mehrere Berichte von verschiedenen Personen, Laboratorien oder zugelassenen öffentlichen oder privaten Einrichtungen verfasst worden sind. Die Regierung legt die Modalitäten für diese Konsultierung fest.

Bevor der Bericht verfasst wird, gibt die zugelassene Person, das zugelassene Laboratorium oder die zugelassene öffentliche oder private Einrichtung dem Betreiber die Möglichkeit, seine Bemerkungen binnen vernünftiger Fristen mündlich oder schriftlich gelten zu lassen. Die Modalitäten für das Verfahren werden von der Regierung festgelegt.

Die zugelassene Person, das zugelassene Laboratorium oder die zugelassene öffentliche oder private Einrichtung senden den Bericht innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag an die betroffene(n) Gemeinde(n), den mit der Überwachung beauftragten Beamten, den Betreiber und den von der Regierung bezeichneten Dienst. Er wird auf der Internet-Webseite des von der Regierung bezeichneten Dienstes veröffentlicht.

In Abweichung von dem vorhergehenden Absatz kann die Regierung aus Gründen der öffentlichen Sicherheit Abweichungen von den Einsende- und Bekanntmachungsmodalitäten der verfassten Berichte bestimmen.

Der Bericht hat eine Gültigkeit von zwei Jahren, außer wenn die Immissionsparameter abgeändert werden oder die ortsfeste Sendeantenne verlegt oder ersetzt wird.

Beim Überschreiten der in Artikel 4 erwähnten Immissionsgrenze bringt der Betreiber seine Anlage spätestens innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Berichts mit den Auflagen in Übereinstimmung.;"

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Binnen 45 Tagen nach der Inbetriebnahme von ortsfesten Sendeantennen in der Nähe von Schulen, Kinderkrippen, Krankenhäusern, Heimen für Senioren lässt der Betreiber der ortsfesten Sendeantenne ungeachtet der Anwendung von § 1 auf seine Kosten von einer Person, einem Laboratorium oder einer öffentlichen oder privaten Einrichtung, das/die aufgrund des Artikels 9 zugelassen ist, einen Bericht verfassen, in dem festgelegt wird, dass die in Artikel 4 erwähnte Immissionsgrenze beachtet wird.

Die Regierung bestimmt die Nahbereiche.

Bevor der Bericht verfasst wird, gibt die zugelassene Person, das zugelassene Laboratorium oder die zugelassene öffentliche oder private Einrichtung dem Betreiber die Möglichkeit, seine Bemerkungen binnen vernünftiger Fristen mündlich oder schriftlich gelten zu lassen. Die Modalitäten für das Verfahren werden von der Regierung festgelegt.

Die Person, das Laboratorium oder die öffentliche oder private Einrichtung sendet den Bericht innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag an die betroffene(n) Gemeinde(n), den mit der Überwachung beauftragten Beamten, den Betreiber und den von der Regierung bezeichneten Dienst. Er wird auf der Internet-Webseite des von der Regierung bezeichneten Dienstes veröffentlicht.

In Abweichung von dem vorhergehenden Absatz kann die Regierung aus Gründen der öffentlichen Sicherheit Abweichungen von den Einsende- und Bekanntmachungsmodalitäten der verfassten Berichte bestimmen.

Der Bericht hat eine Gültigkeit von zwei Jahren, außer wenn die Immissionsparameter abgeändert werden oder die ortsfeste Sendeantenne verlegt oder ersetzt wird.

Beim Überschreiten der in Artikel 4 erwähnten Immissionsgrenze bringt der Betreiber seine Anlage spätestens innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Berichts mit den Auflagen in Übereinstimmung."

Art. 50 - In Artikel 9 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im französischen Text wird das Wort "radiations" durch das Wort "rayonnements" ersetzt;

2° in Absatz 1, 3° werden die Wörter "übertragen oder empfangen" gestrichen;

3° ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"Die Regierung gewährt die Zulassung nach den von ihr festgelegten Kriterien und dem von ihr bestimmten Verfahren denjenigen Personen, Laboratorien oder öffentlichen oder privaten Einrichtungen, die für Folgendes beauftragt werden können:

1° Geräte oder Betriebe testen oder kontrollieren, die nicht ionisierende Strahlungen verursachen könnten, um zu überprüfen, ob sie das Dekret beachten;

2° Geräte testen oder kontrollieren, die dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu mindern oder zu absorbieren;

3° Geräte testen oder kontrollieren, die dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu messen.

Die Regierung bestimmt:

1° die Regeln für die Gewährung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung;

2° die Gültigkeitsdauer der Zulassung, die fünf Jahre nicht überschreiten darf;

3° die Muster des Messprotokolls und den Inhalt der von den zugelassenen Personen, Laboratorien oder öffentlichen oder privaten Einrichtungen verfassten Berichte."

Art. 51 - In Artikel 12, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "gegen Artikel 10" durch die Wörter "gegen die Artikel 5/1 oder 10" ersetzt.

XVII. Abänderungen des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung

Art. 52 - In Artikel 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

In der Einführung werden die Wörter "Der König" durch die Wörter "Die Regierung" ersetzt und werden die Wörter "oder den Energieverbrauch verringern mit dem Ziel, die Klimaänderungen zu mildern" zwischen die Wörter "die Luftverschmutzung" und "und insbesondere" eingefügt;

b) der Artikel wird mit den Punkten 4° bis 11° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

4° vorsehen, dass die von der Regierung bestimmten technischen Gebäudesysteme die Anforderungen bezüglich der Einrichtung, Dimensionierung, Regelung, Instandhaltung, periodischen Kontrolle und Inspektion beachten;

5° die für die Einrichtung, Instandhaltung, Wartung, Kontrolle oder Inspektion von durch die Regierung festgelegten Geräten, Ausrüstungen oder Systemen verantwortlichen Personen zulassen und die erforderliche Qualifikationsstufe festlegen;

6° die Emissionshöchstmenge, das heißt die maximale Menge eines Stoffes, die im Laufe eines Kalenderjahres ausgestoßen werden kann, festlegen;

7° die Luftqualität bewerten;

8° Luftqualitätsziele festlegen;

9° die Messvorrichtungen für Schadstoffe zulassen: Laboratorien, Methoden, Geräte, Netze und Modellierung;

10° spezifische Vorrichtungen zur Information und Sensibilisierung der Öffentlichkeit einsetzen;

11° Sonderschutzgebiete festlegen, in denen bestimmte Verschmutzungsformen zeitweilig oder ständig eingeschränkt oder untersagt werden können. Die Sonderschutzgebiete sind entweder Gebiete, in denen die schlechte Luftqualität erwiesen ist, oder Gebiete, die wegen der starken Bevölkerungsdichte oder wegen besonderen Umweltfaktoren ein hohes Qualitätsniveau der Luft benötigen.

Art. 53 - Artikel 2 desselben Gesetzes wird durch das Folgende ersetzt:

"Unter Luftverschmutzung im Sinne des vorliegenden Gesetzes versteht man die Emission in die Umgebungsluft, ungeachtet ihres Ursprungs, von jeglichem Stoff, der schädliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder auf die Umwelt in ihrer Gesamtheit haben, der materielle Güter beschädigen oder eine Beschädigung oder Behinderung der Annehmlichkeiten der Umwelt oder anderer gerechtfertigter Benutzungen der Letzteren nach sich ziehen könnte."

Art. 54 - Artikel 3 desselben Gesetzes wird außer Kraft gesetzt.

Art. 55 - Artikel 4 desselben Gesetzes wird außer Kraft gesetzt.

Art. 56 - Artikel 5 desselben Gesetzes wird außer Kraft gesetzt.

Art. 57 - In Artikel 10, 3° desselben Gesetzes werden die Wörter "oder um den Energieverbrauch zu verringern mit dem Ziel, die Klimaänderungen zu mildern" zwischen die Wörter "die Luftverschmutzung" und die Wörter "und insbesondere" eingefügt.

XVIII. Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 58 - In Artikel D.29-22, § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Außerdem wird für die Projekte der Kategorie B oder C, sowie für die Pläne und Programme betreffend Standorte, die auf einer Katasterparzelle lokalisiert werden können, die Bekanntmachung an vier Stellen in der Nähe der Stelle, an der das Projekt angesiedelt werden soll, entlang einer öffentlichen befahrbaren Straße oder Durchfahrtsstraße ausgehängt."

Art. 59 - Artikel D.140, § 3 des Buches I desselben Gesetzbuches wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die gerichtspolizeilichen Befugnisse dürfen nur von vereidigten Bediensteten ausgeübt werden. Die Bediensteten legen den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab."

Art. 60 - Artikel D.149, § 1 des Buches I desselben Gesetzbuches wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Bürgermeister übermittelt dem Zuwiderhandelnden seinen Beschluss auf der Grundlage des Absatzes 1, 1° bis 4°, entweder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung oder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung. Der Bürgermeister sendet gleichzeitig eine Abschrift dieses Beschlusses an den Bediensteten, der den Bericht verfasst hat."

Art. 61 - Artikel D.149, § 2 des Buches I desselben Gesetzbuches wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Bürgermeister übermittelt dem Zuwiderhandelnden seinen Beschluss auf der Grundlage des § 1, Absatz 1, 1° bis 4°, entweder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung oder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung."

Art. 62 - Artikel D.150, Absatz 2 des Buches I desselben Gesetzbuches wird durch folgende Sätze ergänzt:

"Der Empfangstag der Amtshandlung, der den Anfang der Frist bildet, wird nicht darin aufgenommen. Der Verfalltag ist in der Frist eingeschlossen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt."

Art. 63 - Artikel D.154 des Buches I desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° die Person, die sich den vom sanktionierenden Beamten aufgrund des Artikels D.163 auferlegten Wiederinstandsetzungsmaßnahmen widersetzt oder diese beeinträchtigt, außer im Falle eines Einspruchs aufgrund des Artikels D.164."

Art. 64 - In Artikel D.157 des Buches I desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Wörter "der der regionalen Umweltverwaltung" durch die Wörter "des Generaldirektors der regionalen Umweltverwaltung" ersetzt;

2° in § 4 werden die Wörter "die regionale Umweltverwaltung" durch die Wörter "der Generaldirektor der regionalen Umweltverwaltung" ersetzt;

3° in § 6 werden die Wörter "der regionalen Umweltverwaltung" durch die Wörter "dem Generaldirektor der regionalen Umweltverwaltung" ersetzt.

Art. 65 - In Artikel D.161, Absatz 1 des Buches I desselben Gesetzbuches werden die Wörter "durch den Bürgermeister" gestrichen.

Art. 66 - In Artikel D.162, Absatz 2 des Buches I desselben Gesetzbuches werden die Wörter "durch den Bürgermeister" gestrichen.

Art. 67 - In Artikel D.163 des Buches I desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 5 wird ein Satz mit folgendem Wortlaut zwischen die Sätze 1 und 2 eingefügt:

"Diese Frist wird jedoch auf 365 Tage erhöht, wenn der Beamte nur die Wiederinstandsetzung auferlegt.";

2° der Absatz 6 wird durch das Folgende ergänzt:

"Es darf keine Wiederinstandsetzung mehr als 365 Tage nach dem Protokoll zur Feststellung des Verstoßes auferlegt werden."

Art. 68 - In Artikel D.164, Absatz 1 des Buches I desselben Gesetzbuches werden die Wörter "die regionale Umweltverwaltung" durch die Wörter "der Generaldirektor der regionalen Umweltverwaltung" ersetzt.

XIX. Abänderungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 69 - In Artikel 19, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel 20, § 2, Absatz 1 erwähnten Frist einreicht."

Art. 70 - Art. 20 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in § 2, Absatz 1 wird der Satz: "Der Antragsteller schickt der Gemeinde die beantragten ergänzenden Unterlagen zu." gestrichen und durch Folgendes ersetzt: "Der Antragsteller schickt der Gemeinde binnen einer Frist von 6 Monaten ab dem Versand des Antrags auf Übermittlung der ergänzenden Unterlagen die beantragten ergänzenden Unterlagen zu. Falls der Antragsteller die beantragten Dokumente nicht binnen der vorgeschriebenen Frist zugeschickt hat, informiert die Gemeindeverwaltung den technischen Beamten darüber binnen einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach dem Ablauf der Frist, über die der Antragsteller verfügte, um die ergänzenden Unterlagen zu schicken. In diesem Fall erklärt der technische Beamte den Antrag für unzulässig.";

2° der Wortlaut "§ 1, 1. Absatz" wird durch den Wortlaut "§ 1, 1. Absatz und § 2, 1. Absatz" ersetzt.

Art. 71 - In Artikel 46 desselben Dekrets wird der Wortlaut "und 57, Absatz 2" durch "57, Absatz 2, und 95, § 5" und "Artikel 40, § 2" durch "Artikel 40, § 2 und 95, § 2" ersetzt.

Art. 72 - Artikel 53, § 2 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn gemäß Artikel 55, § 1 eine Sicherheitsleistung auferlegt wird, läuft die Durchführungsfrist in Abweichung von Absatz 1 und unbeschadet von Artikel 55, § 3 ab:

1° dem Tag nach dem Ablauf der Frist für den Einspruch gegen den Beschluss, wie in Artikel 40, § 2 vorgesehen;

2° dem Tag nach der Zustellung an den Antragsteller des Beschlusses nach erhobenem Einspruch oder aber dem Tag nach dem Ablauf der Frist, über die die Einspruchsinstanz verfügte, um ihren Beschluss kraft Artikel 40, § 7 zu übermitteln;

3° dem Tag nach der Zustellung an den Antragsteller des Beschlusses zur Erteilung der Genehmigung, wenn dieser Beschluss nicht Gegenstand eines Einspruches sein kann, oder mangels dessen dem Tag nach dem Ablauf der Frist, über die die Einspruchsinstanz verfügte, um ihren Beschluss zu übermitteln."

Art. 73 - In Artikel 65, § 1 des Dekrets werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Wenn die zuständige Behörde einen Antrag nach Artikel 67 erhalten hat, schickt sie den Antrag auf ergänzende Unterlagen oder auf Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen dem technischen Beamten binnen drei Werktagen ab dessen Empfang zu.

Wenn die zuständige Behörde den Antrag auf ergänzende Unterlagen oder auf Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen dem technischen Beamten nicht binnen der im vorigen Absatz genannten Frist zugeschickt hat, kann der Antragsteller den technischen Beamten direkt anrufen, indem er ihm eine Kopie des Antrags übermittelt, den er ursprünglich an das Gemeindegremium gerichtet hat."

Art. 74 - Artikel 65, § 1, Absatz 4 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 4 wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "Wenn er die zuständige Behörde ist, übermittelt er auf eigene Initiative oder binnen 30 Tagen nach Empfang des Antrags, wenn er einen Antrag nach Artikel 67 erhalten hat, seinen Beschluss, eine öffentliche Untersuchung zu organisieren, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, dies gleichzeitig mit dem Vorschlag, wenn er die in vorliegendem Artikel vorgesehenen Befugnisse ausübt."

2° Absatz 4, der nun Absatz 6 wird, wird durch folgenden Satz ergänzt:

"Wenn der Beschluss, eine öffentliche Untersuchung zu organisieren, nicht binnen dieser Frist übermittelt wird, wird eine öffentliche Untersuchung organisiert".

Art. 75 - In Artikel 85, Absatz 2, desselben Dekrets wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel 86, § 2, Absatz 1 erwähnten Frist einreicht."

Art. 76 - Art. 86 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in § 2, Absatz 1 wird der Satz: "Der Antragsteller schickt der Gemeinde die beantragten ergänzenden Unterlagen zu." gestrichen und durch Folgendes ersetzt: "Der Antragsteller schickt der Gemeinde binnen einer Frist von 6 Monaten ab dem Versand des Antrags auf ergänzende Unterlagen die beantragten ergänzenden Unterlagen zu. Falls der Antragsteller die beantragten Dokumente nicht binnen der vorgeschriebenen Frist zugeschickt hat, informiert die Gemeindeverwaltung den technischen Beamten und den beauftragten Beamten darüber binnen einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach dem Ablauf der Frist, über die der Antragsteller verfügte, um die ergänzenden Unterlagen zu schicken. In diesem Fall erklären der technische Beamte und der beauftragte Beamte den Antrag für unzulässig.";

2° In § 4 wird der Wortlaut "Absatz 1" durch den Wortlaut "und § 2, Absatz 1" ersetzt.

Art. 77 - In Artikel 97 desselben Dekrets wird der Absatz 5 durch Folgendes ersetzt:

"Die Genehmigung verfällt wenn die Arbeiten binnen zwei Jahren ab dem Tag, an dem die Genehmigung nach Artikel 46 rechtskräftig wird, nicht eindeutig begonnen haben.

Wenn eine Sicherheitsleistung nach Artikel 55, § 1 auferlegt wird, läuft diese Frist in Abweichung vom vorigen Absatz und unbeschadet von Artikel 55, § 3 ab:

1° dem Tag nach dem Ablauf der Frist für den Einspruch gegen den Beschluss, wie in Artikel 95, § 2 vorgesehen;

2° dem Tag nach der Zustellung an den Antragsteller des Beschlusses nach erhobenem Einspruch oder aber dem Tag nach dem Ablauf der Frist, über die die Einspruchsinstanz verfügte, um ihren Beschluss kraft Artikel 95, § 7 zu übermitteln."

XX. Abänderungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung

Art. 78 - In Artikel 35 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wird die Wortfolge "an die Regierung gerichtet" durch "der Verwaltung zugesandt" ersetzt.

Art. 79 - In Art. 70, Abs. 4 desselben Dekrets wird die Wortfolge "an die Regierung gerichtet" durch "der Verwaltung zugesandt" ersetzt.

Art. 80 - In Art. 72, Abs. 1 desselben Dekrets wird das Wort "Regierung" durch "Verwaltung" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 91, 2° desselben Dekrets wird "681bis/67" durch "681bis/63" ersetzt.

Art. 82 - In Art. 92 Abs. 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° "681bis/67" wird durch "681bis/63" ersetzt;

2° die Wortfolge "31. Dezember 2010" wird durch "31. Dezember 2012" ersetzt.

Art. 83 - In Artikel 92bis, § 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge "31. Dezember 2010" durch "31. Dezember 2012" ersetzt.

Art. 84 - In Artikel 93bis desselben Dekrets wird "31. März 2011" durch "31. Dezember 2012" ersetzt.

XXI. Abänderung des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung

Art. 85 - In Artikel 1 des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung wird die Wortfolge "innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region gegründete" gestrichen.

XXII. Abänderungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 86 - Artikel D.2 von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch eine Nummer 52bis mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"52°bis "Bohrung": jeder Vorgang, der darin besteht, ein Loch ab der Bodenfläche, einem bereits bestehenden Bauwerk oder einer unterirdischen Vertiefung zu bohren, durch welches das Grundwasservorkommen beeinträchtigt werden könnte".

Art. 87 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.167bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.167bis - Die Personen, die eine Bohrung durchführen oder eine für eine künftige Grundwasserentnahme, die Einrichtung von Erdsonden, geologische Erfassungen, Schürfproben, die Einrichtung von Piezometern, mit Ausnahme der Einrichtung des Brunnenkopfes, bestimmte Brunnenanlage ausrüsten, verfügen über eine entsprechende Zulassung.

Die Regierung organisiert die Zulassung der Personen, die dazu gebracht werden können, eine Bohrung durchzuführen, oder eine für eine künftige Grundwasserentnahme, die Einrichtung von Erdsonden, geologische Erfassungen, Schürfproben, die Einrichtung von Piezometern, mit Ausnahme der Einrichtung des Brunnenkopfes, bestimmte Brunnenanlage auszurüsten. Sie bestimmt die Auflagen, Kriterien und Verfahren für das Erteilen dieser Zulassung. Sie legt die Regeln für die Gewährung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung sowie die Gültigkeitsdauer der Zulassung fest."

Art. 88 - Artikel D.396, 2° desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"2° derjenige, der eine Bohrung durchführt oder einen Brunnen ausrüstet, ohne über die kraft Artikel D.167bis erforderliche Zulassung zu verfügen".

Art. 89 - In Teil IV desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Titel VI durch Folgendes ersetzt:

"Strafmaßnahmen für Verstöße im Bereich der Erhebung und Zahlung der Abgaben, Gebühren und Steuern".

Art. 90 - Artikel D.406 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.406 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils von Buch 1 des Umweltgesetzbuches derjenige, der die Zahlung der Abgabe nach Artikeln D.275 bis D.313 und D.318 oder eines Teils dieser Abgabe oder die Zahlung der Gebühr oder Steuer, die ihm durch vorliegendes Gesetzbuch auferlegt wird, umgeht oder versucht, sie zu umgehen".

XXIII. Abänderung der Regeln für die Beteiligung der Öffentlichkeit an der Ausarbeitung der Umweltvereinbarungen im Sinne von Buch I des Umweltgesetzbuches

Art. 91 - Artikel D.29-1 von Buch 1 des Umweltgesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird das Wort "vier" durch das Wort "fünf" ersetzt;

2° in § 2 wird die Nummer 6° gestrichen;

3° es wird ein § 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Gehören zur Kategorie A.3 die in Artikel D.82 vorgesehenen Umweltvereinbarungen."

Art. 92 - In Artikel D.29-7, § 1 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 4. Vorliegender Artikel ist nicht auf die Pläne und Programme anwendbar, die zur Kategorie A.3 gehören."

Art. 93 - Artikel D.29-8 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Neben den in Artikel D.29-7 vorgesehen Bestimmungen für den Anschlag, wird die öffentliche Untersuchung für die Pläne und Programme der Kategorien A.1 und A.2 und die Projekte der Kategorie B ebenfalls folgendermaßen angekündigt:

a) für die Pläne und Programme der Kategorie A.1, auf Initiative des Verfassers des Plans oder des Programms:

1° durch eine im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Bekanntmachung;

2° durch eine Bekanntmachung auf dem Umwelt-Portal der Webseite der Wallonischen Region;

3° durch eine Bekanntmachung in mindestens drei auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen, wovon eine in deutscher Sprache;

4° durch eine Mitteilung, die mindestens dreimal von der RTBF und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft gesendet wird;

b) für die Pläne und Programme der Kategorie A.2 und B, auf Initiative des Verfassers des Plans oder des Programms, und für die Projekte der Kategorie B, auf Initiative des Antragstellers:

1° durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten zweier in der Wallonischen Region weit verbreiteter Tageszeitungen, von denen mindestens eine auf dem Gebiet jeder der Gemeinden verbreitet wird, in denen die öffentliche Untersuchung organisiert wird; wenn eine der betreffenden Gemeinden deutscher Sprache ist, muss mindestens eine der beiden Tageszeitungen deutscher Sprache sein;

2° durch eine Bekanntmachung in einem Gemeinde-Informationsblatt oder einer Reklamezeitung, die kostenlos per Wurfsendung an die Bevölkerung der Gemeinden, auf die sich das Projekt, der Plan oder das Programm erstreckt, ausgeteilt werden, wenn ein solches Informationsblatt oder eine solche Reklamezeitung besteht.

Die Bekanntmachung wird ebenfalls auf der Webseite der betroffenen Gemeinde veröffentlicht.

§ 2. Die öffentliche Untersuchung für die Pläne und Programme der Kategorie A.3 wird ebenfalls auf Initiative der zuständigen Behörde angekündigt:

1° durch eine im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Bekanntmachung;

2° durch eine Bekanntmachung auf dem Umwelt-Portal der Webseite der Wallonischen Region;

3° durch eine Bekanntmachung in mindestens drei auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen, wovon eine in deutscher Sprache.

Diese Bekanntmachung enthält mindestens folgende Angaben:

1° die Identifizierung des Plans oder Programms, die Angabe seiner Kategorie und die Bestimmung, kraft deren es einer öffentlichen Untersuchung unterliegt;

2° die Identifizierung des Verfassers des Plans oder des Programms;

3° das Datum des Anfangs und Endes der öffentlichen Untersuchung;

4° die Tage, Uhrzeiten und den Ort, an dem ein jeder die Akte einsehen kann;

5° die Angaben zu den und Öffnungszeiten der Dienststellen und die Angaben zum zu diesem Zweck von der zuständigen Behörde bestimmten Bediensteten, bei denen/dem ein jeder Erklärungen über den Plan oder das Programm erhalten kann;

6° den Empfänger und die Anschrift, an die die Beschwerden und Bemerkungen gesandt werden können, und den äußersten Termin für die Einsendung;

7° die Art des zu treffenden Beschlusses und die Bezeichnung der zuständigen Behörde;

8° die Angabe der sonstigen verfügbaren umweltbezogenen Informationen in Verbindung mit dem Plan oder Programm.

Der Plan- oder Programmentwurf wird der Bekanntmachung beigelegt, die im *Belgischen Staatsblatt* und auf dem Umwelt-Portal der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht wird."

Art. 94 - In Art. D.29-13, § 1, Absatz 1, 1° von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird "und A.2" durch ", A.2 und A.3" ersetzt.

Art. 95 - Artikel D.29-16 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge „, was die zur Kategorie A.1, A.2 und B gehörenden Pläne und Programme sowie die zur Kategorie B oder C gehörenden Projekte betrifft,“ wird zwischen „kann die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte“ und „kostenlos bei der Gemeindeverwaltung“ eingefügt;

2° Artikel D.29-16, dessen aktueller Wortlaut den § 1 bilden wird, wird durch einen wie folgt verfassten § 2 ergänzt:

„§ 2. Ab der Ankündigung der öffentlichen Untersuchung und bis zum Tag ihres Abschlusses kann die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte, was die zur Kategorie A.3 gehörenden Pläne und Programme betrifft, kostenlos an den Orten, Tagen und Uhrzeiten und bei den Dienststellen, die in der Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung angegeben sind, eingesehen werden.“

Art. 96 - Artikel D.29-17 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. Was die zur Kategorie A.1, A.2 und B gehörenden Pläne und Programme sowie die zur Kategorie B oder C gehörenden Projekte betrifft, kann jede Person beim Umweltberater oder bei dessen Abwesenheit beim Gemeindegremium oder bei dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten Erläuterungen zum Plan, Programm oder Projekt erhalten.

§ 2. Was die zur Kategorie A.3 gehörenden Pläne und Programme betrifft, kann ein jeder Erklärungen über den Plan oder das Programm bei dem von der zuständigen Behörde zu diesem Zweck bestimmten Bediensteten erhalten.“

Art. 97 - Artikel D.29-18 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge „Die Beschwerden und Bemerkungen werden“ wird durch folgende Wortfolge ersetzt: „Was die zur Kategorie A.1, A.2 und B gehörenden Pläne und Programme sowie die zur Kategorie B oder C gehörenden Projekte betrifft, werden die Beschwerden und Bemerkungen“;

2° Artikel D.29-18, dessen aktueller Wortlaut den § 1 bilden wird, wird durch einen wie folgt verfassten § 2 ergänzt:

„§ 2. Was die zur Kategorie A.3 gehörenden Pläne und Programme betrifft, werden die Beschwerden und Bemerkungen den zu diesem Zweck bestimmten zuständigen Dienststellen der Regierung per Fernkopierer, per E-Mail oder per gewöhnliche Post übermittelt.

Unter Gefahr der Nichtigkeit werden die Postsendungen oder Fernkopien datiert und unterzeichnet; E-Mails enthalten deutlich die Identität des Einsenders und werden mit dem Datum versehen.“

Art. 98 - Artikel D.29-19 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge „Am letzten Tag der öffentlichen Untersuchung organisiert ein Mitglied des Gemeindegremiums oder ein zu diesem Zweck beauftragter Bediensteter“ durch folgende Wortfolge ersetzt: „Für die Pläne und Programme und für die Projekte, mit Ausnahme der Pläne und Programme der Kategorie A.3, organisiert ein Mitglied des Gemeindegremiums oder ein zu diesem Zweck beauftragter Bediensteter am letzten Tag der öffentlichen Untersuchung“;

2° ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„Für die Pläne und Programme der Kategorie A.3 nimmt der zu diesem Zweck von der zuständigen Behörde bestimmte Bedienstete innerhalb von fünf Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung das Abschlussprotokoll auf, wobei er die unterbreiteten Beobachtungen und Bemerkungen darin schriftlich niederlegt, und unterzeichnet es.“

Art. 99 - In Artikel D.29-21 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird ein wie folgt verfasster Absatz zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

„Der Plan oder das Programm der Kategorie A.3 wird im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf dem Umwelt-Portal der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht.“

Art. 100 - Am Ende von Artikel D.86, § 3, Absatz 1 von Buch 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Sätze hinzugefügt:

„Das Gutachten des „Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne“ (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) wird in allen Fällen beantragt. Das Gutachten der Regionalkommission für Abfälle, des „Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable“ (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) und des Beratungsausschusses für Wasser wird beantragt, wenn die Projekte von Umweltvereinbarungen Angelegenheiten betreffen, die zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören.“

XXIV. Abänderung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch

Art. 101 - In Artikel 3, 1° des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch wird der Begriff „der Beamte“ durch den Wortlaut „der statutarische oder vertragliche Bedienstete“ ersetzt.

XXV. Abänderung des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Art. 102 - § 1. In Artikel 6, § 4, 1° des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, wird der Wortlaut „Artikel 4“ durch den Wortlaut „Artikel 5“ ersetzt.

§ 2. Artikel 6 desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

„§ 5. Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5, § 3 ist der Domänenpolizist befugt, die überschüssige Achslast entladen zu lassen.

Die Regierung kann die Modalitäten der Anwendung des vorliegenden Artikels bestimmen.“

§ 3. Artikel *8bis* desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

„Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 und falls der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat und den vorgeschlagenen Betrag nicht unverzüglich zahlt oder er deren Zahlung verweigert, hinterlegt er einen Betrag, der dem Gesamtbetrag der sofortigen Erhebungen pro Verstoß entspricht.

Die Regierung kann die Modalitäten der Anwendung des vorliegenden Artikels bestimmen.“

§ 4. In Artikel 9bis, Absatz 5 desselben Dekrets der Wert "80 %" durch den Wert "100 %" ersetzt.

XXVI. Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel

Art. 103 - In das Dekret vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel werden die Artikel 2bis, 2ter und 2quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 2bis - Wenn die Regierung oder ein Gemeinderat eine oder mehrere Parkregelungen für das zeitlich begrenzte Parken, das kostenpflichtige Parken und das Parken auf Kraftfahrzeugabstellflächen, die Inhabern eines Parkausweises der Gemeinde vorbehalten sind, verabschiedet, so ist die Regierung bzw. der Gemeinderat befugt, ein Parkgebühr oder -steuer zu erheben und die Parkgebühren zu bestimmen, die im Rahmen der Konzessionen oder Geschäftsführungsverträge über das Parken auf öffentlichen Straßen auf Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger oder ihre Bestandteile erhoben werden können.

Diese Bestimmung ist nicht anwendbar auf das halbmonatlich abwechselnde Parken und auf die Beschränkung des Langzeitparkens.

Art. 2ter - Zur Einziehung der in Artikel 2bis erwähnten Parkgebühren oder -steuern sind die Regierung, die Gemeinden und ihre Konzessionäre und die kommunalen autonomen Regien jeweils befugt, bei der mit der Zulassung der Kraftfahrzeuge beauftragten Behörde die Identität des Inhabers eines Zulassungskennzeichens einzuholen und zwar gemäß den Bestimmungen des Gesetzes über den Schutz des Privatlebens.

Art. 2quater - Die in Artikel 2bis erwähnten Parkgebühren oder -steuern gehen zu Lasten des Inhabers des Zulassungskennzeichens.»

Art. 104 - Das Gesetz vom 22. Februar 1965, durch das den Gemeinden ermöglicht wird, auf Kraftfahrzeuge anwendbare Parkgebühren zu bestimmen, wird für die Wallonische Region außer Kraft gesetzt.

XXVII. Abänderung des Dekrets vom 10. März über die Errichtung der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen)

Art. 105 - Der letzte Absatz von Artikel 3 des Dekrets vom 3. März über die Errichtung der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) wird außer Kraft gesetzt.

Art. 106 - In Artikel 9, Absatz 4 desselben Dekrets wird der Wortlaut "das regionale Interesse" durch "das allgemeine Interesse" ersetzt.

Art. 107 - § 1. Artikel 10, Absatz 4 desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die Rechnungsprüfer werden von der Generalversammlung ernannt."

§ 2. Der erste Satz von Absatz 6 desselben Artikels wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Rechnungsprüfer werden für eine Dauer von höchstens drei Jahren ernannt, die ein einziges Mal aufeinanderfolgend innerhalb einer selben Revisionsgesellschaft oder eines selben Netzes erneuert werden kann."

§ 3. Im siebten und letzten Absatz desselben Artikels wird der Wortlaut "von der wallonischen Regierung" durch den Wortlaut "von der Generalversammlung" ersetzt.

XXVIII. Abänderung des Programmdekrets vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten

Art. 108 - Artikel 113 des Programmdekrets vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt: "Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den juristischen Personen, deren Gesellschaftszweck die Förderung oder Aufwertung der Erzeugnisse aus der wallonischen Landwirtschaft umfasst, Investitionszuschüsse gewähren.";

2° Artikel 113 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Bürgschaft der Region kann mit der Teil- oder Gesamtrückzahlung des Kapitals, der Zinsen und Nebenkosten der im Rahmen der in Absatz 2 angeführten Investitionen gezeichneten Anleihen gewährt werden. Der Anteil des Darlehens eines beihilfefähigen Projekts, der Gegenstand einer Bürgschaft ist, darf in keinem Fall 1.500.000 Euro übersteigen.

Die Regierung bestimmt die Form sowie die Gewährungsbedingungen für die Bürgschaft der Wallonischen Region."

XXIX. Schlussbestimmungen

Art. 109 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets eingereichten Genehmigungsanträge sowie die damit verbundenen Verwaltungsbeschwerden, werden nach den Regeln behandelt, die am Tag des Einreichens des Antrags gültig sind.

Art. 110 - Die gemäß Artikel 6 des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden, aufgestellten Berichte, in ihrer ursprünglichen Fassung und in der durch das Programmdekret vom 22. Juli 2010 ersetzten Fassung, werden den Berichten gleichgestellt, die nach Artikel 6 in der durch vorliegenden Dekret abgeänderten Fassung aufgestellt werden.

Art. 111 - Das vorliegende Dekret tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme:

1° der Artikel 6 bis 11, die am Tag der Veröffentlichung des letzten Zustimmungsdekrets im *Belgischen Staatsblatt* wirksam werden;

2° der Artikel 24, 27, 28, 31, 32, 33 und 35, die am 1. Januar 2012 in Kraft treten;

- 3° der Artikel 82 und 83, die am 1. Januar 2011 wirksam werden;
 4° des Artikels 84, der am 1. April 2011 wirksam wird;
 5° der Artikel 86, 87 und 88, die an einem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft treten;
 6° der Artikel 103 und 104, die am 8. Januar 2009 wirksam werden;
 7° des Artikels 107, der am 29. Oktober 2010 wirksam wird.

An diesem Datum tritt die SOFICO die Nachfolge der Regierung an für die laufenden Verfahren der Vergabe von Aufträgen im Hinblick auf die Zuteilung des Mandats als Kommissar innerhalb des Instituts der Betriebsrevisoren;
 8° des Artikels 108, der am 1. Januar 2012 in Kraft tritt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Oktober 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 452 (2011-2012) Nr. 1bis bis 12.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 26. Oktober 2011.

Diskussion.

Abstimmungen.

—
ANLAGE 1

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region über die Finanzierung der subventionierten Investitionen aufgrund des Artikels 7, § 4 des Dekrets vom 5. Februar 1990 bezüglich der Schulgebäude des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten, nichtuniversitären Unterrichtes

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung,

Aufgrund der Artikel 127 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 92bis, § 1, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2011;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. Dezember 2010;

In der Erwägung, dass in dem Dekret vom 23. März 1995 der Wallonischen Regierung zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region zu gewährleisten, die Aufgaben des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden festgelegt werden;

In der Erwägung, dass in dem Dekret vom 5. Februar 1990 bezüglich der Schulgebäude des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten, nichtuniversitären Unterrichtes die Bezuschussung insbesondere der Bauarbeiten, Modernisierung, Erweiterung und Einrichtung der Schulgebäude des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens organisiert wird;

In der Erwägung, dass das vorliegende Abkommen sich auf die gemeinsame Ausübung der jeweils eigenen Befugnisse bezieht und der Bevölkerung und den Einrichtungen der Parteien des vorliegenden Abkommens zugute kommt;

Haben in dem Bestreben, ihre Beziehungen im guten Einvernehmen unter Beachtung der föderalen Loyalität zu regeln, Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Wallonische Region befugt das aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 der Wallonischen Region eingerichtete regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden, die Finanzierung der in Artikel 7, § 4 des Dekrets vom 5. Februar 1990 bezüglich der Schulgebäude des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten, nichtuniversitären Unterrichtes zugunsten der in demselben Artikel bezeichneten Anspruchsberechtigten zu gewährleisten.

Art. 2 - Die administrative Bearbeitung der Anträge auf Zuschüsse und die Bestimmungen zur Organisierung der Gewährung der Zuschüsse, die durch den Artikel 7, § 4 des Dekrets vom 5. Februar 1990 der Französischen Gemeinschaft bezüglich der Schulgebäude des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten, nichtuniversitären Unterrichtes geregelt und aufgrund desselben Artikels gewährt werden, bleiben erhalten.

Art. 3 - Die Französische Gemeinschaft passt die Modalitäten zur Auszahlung der aufgrund des Artikels 7, § 4 des vorerwähnten Dekrets vom 5. Februar 1990 gewährten Zuschüsse an, um den in Artikel 1 erwähnten Finanzierungsmodus zu berücksichtigen.

Art. 4 - Das vorliegende Abkommen wird für eine unbestimmte Dauer abgeschlossen.

Art. 5 - Das vorliegende Abkommen tritt nach der Zustimmung des wallonischen Parlaments und des Rates der Französischen Gemeinschaft am Tag der Veröffentlichung des letzten der beiden Zustimmungsdekrete im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 3. Februar 2011

Für die Wallonische Region,

R. DEMOTTE
Minister-Präsident

P. FURLAN
Der Minister für lokale Behörden und Städte
Für die Französische Gemeinschaft,

R. DEMOTTE
Minister-Präsident

J.-M. NOLLET
mit den Schulgebäuden beauftragter Minister

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft
bezüglich des gemeinsamen Kaufs von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen (2009-2010)**

Aufgrund der Artikel 39, 127 und 128;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 92*bis*, § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, insbesondere der Artikel 2, 4^o, und 15;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 7. Dezember 2007 über den Erwerb, die Vermietung und die Nutzung von Fahrzeugen für die Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, bestimmte der Französischen Gemeinschaft unterstehende Einrichtungen öffentlichen Interesses und den "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Oberster Rat für audiovisuelle Medien);

Aufgrund der Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2011;

Aufgrund der Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. Dezember 2010;

In der Erwägung, dass nach Artikel 4, § 1 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 dieses Gesetz über die öffentlichen Aufträge sowohl auf die Wallonische Region als auf die Französische Gemeinschaft in ihrer Eigenschaft als öffentlicher Auftraggeber anwendbar ist;

In der Erwägung, dass es laut Artikel 2, 4^o des Gesetzes vom 15. Juni 2006 einem öffentlichen Auftraggeber erlaubt ist, eine zentrale Beschaffungsstelle zu bilden, und somit Lieferungen zu erwerben, die für andere öffentliche Auftraggeber bestimmt sind;

In der Erwägung, dass ein öffentlicher Auftraggeber, der auf die Dienste einer wie in Art. 2, 4^o definierten zentralen Beschaffungsstelle zurückgreift, laut Artikel 15 des Gesetzes vom 15. Juni 2006 von der Verpflichtung befreit wird, selbst ein Vergabeverfahren zu organisieren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für den Kauf von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen ausgeschrieben hat;

In Erwägung der nicht verbindlichen Bekanntmachung, die am 15. Mai 2008 unter der Nummer 06879 im *Anzeiger der Ausschreibungen* und am 17. Juli 2008 unter der Nummer 2008/S95-0128929 im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist;

In Erwägung der Auftragsbekanntmachung, die am 2. Oktober 2008 unter der Nummer 015355 im *Anzeiger der Ausschreibungen* und am 11. Oktober 2008 unter der Nummer 2008/S198-0262362 im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist;

In der Erwägung, dass dieser Auftrag den Zeitraum vom 1. Juli 2009 bis zum 31. Dezember 2010 deckt, unter Vorbehalt einer eventuellen Verlängerung;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region in diesem allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung eine zentrale Beschaffungsstelle gebildet hat, mit dem Zweck, Kraftfahrzeuge und leichte Nutzfahrzeuge zu erwerben;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region im Laufe der Auftragsabwicklung es anderen öffentlichen Einrichtungen ermöglicht hat, an der so gebildeten zentralen Beschaffungsstelle teilzuhaben;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft ebenfalls einen allgemeinen Angebotsaufruf für die Lieferung von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen ausschreiben muss;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft durch einen Beschluss ihrer Regierung vom 23. Dezember 2010 beschlossen hat, auf die Dienste dieser zentralen Beschaffungsstelle zurückzugreifen;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für Kindheit, Forschung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet;

nachstehend die "Partner des Abkommens" genannt,

Haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Das vorliegende Abkommen betrifft die Befugnisse der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft nach den Artikeln 87 und 89 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen.

Art. 2 - Die Wallonische Region hat einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für den Kauf von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen ausgeschrieben, der am 31. Dezember 2010 endet.

Die Wallonische Region hat somit als öffentlicher Auftraggeber eine zentrale Beschaffungsstelle für den Kauf von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen gebildet.

Im in Absatz 1 vorliegenden Artikels genannten europäischen allgemeinen Angebotsaufruf hat die Wallonische Region die Französische Gemeinschaft als einen öffentlichen Auftraggeber, der Leistungsempfänger der zentralen Beschaffungsstelle ist, ausgemacht.

Demzufolge wird die Französische Gemeinschaft davon befreit, selbst das Verfahren zur Vergabe eines öffentlichen Auftrags für denselben Gegenstand zu organisieren.

Art. 3 - Die Französische Gemeinschaft haftet weiterhin völlig für die Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags, ab der Auftragsvergabe bis einschließlich zur Zahlung der so aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse bestellten Lieferungen.

Demzufolge bleiben die Leitung und die Kontrolle der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags für die vergebenen Bestellungen weiterhin in dem Zuständigkeitsbereich jedes einen öffentlichen Auftraggebers.

In ihrer Eigenschaft als zentrale Beschaffungsstelle ist die Wallonische Region jedoch allein zuständig, was die Maßnahmen von Amts wegen und die einseitigen Änderungen, die ggf. an dem vorliegenden Auftrag anzubringen sind, betrifft. Sie greift zudem ein, um bei der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags die Anwendung jeder Bestimmung aufzuerlegen, die sich aus den Dokumenten dieses Auftrags ergibt.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Französischen Gemeinschaft leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Organisation des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Wallonischen Region leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Mobiliarvermögensverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 4 - Die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region werden jede aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse für die bestellten Fahrzeuge bezahlen, nachdem sie die von dem Auftragnehmer anschließend an die besagten Lieferungen ausgestellten Rechnungen geprüft und genehmigt haben.

Die Zahlung der Lieferungen erfolgt binnen fünfzig Kalendertagen ab dem Tag, an dem die Abnahmemodalitäten zu Ende sind, insofern die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, jede in ihrem eigenen Zuständigkeitsbereich, über die ordnungsgemäß ausgestellte Rechnung und die anderen gegebenenfalls verlangten Dokumente verfügen.

Art. 5 - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Art. 6 - Vorliegendes Abkommen tritt nach der Zustimmung des Wallonischen Parlaments und des Rates der Französischen Gemeinschaft, am Tage der Veröffentlichung des letzten der beiden Zustimmungsdekrete im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 19. Mai 2011

Für die Wallonische Region

R. DEMOTTE
Minister-Präsident

P. FURLAN
Minister für lokale Behörden und Städte

Für die Französische Gemeinschaft

R. DEMOTTE
Minister-Präsident

J.-M. NOLLET
Minister für die Schulgebäude

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft
bezüglich des gemeinsamen Kaufs von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen (2011-2012)**

Aufgrund der Artikel 39, 127 und 128 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 92*bis*, § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, insbesondere der Artikel 2, 4^o, und 15;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 7. Dezember 2007 über den Erwerb, die Vermietung und die Nutzung von Fahrzeugen für die Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, bestimmte der Französischen Gemeinschaft unterstehende Einrichtungen öffentlichen Interesses und den "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Oberster Rat für audiovisuelle Medien);

Aufgrund der Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2011;

Aufgrund der Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. Dezember 2010;

In der Erwägung, dass nach Artikel 4, § 1 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 dieses Gesetz über die öffentlichen Aufträge sowohl auf die Wallonische Region als auf die Französische Gemeinschaft in ihrer Eigenschaft als öffentlicher Auftraggeber anwendbar ist;

In der Erwägung, dass es laut Artikel 2, 4^o des Gesetzes vom 15. Juni 2006 einem öffentlichen Auftraggeber erlaubt ist, eine zentrale Beschaffungsstelle zu bilden, und somit Lieferungen zu erwerben, die für andere öffentliche Auftraggeber bestimmt sind;

In der Erwägung, dass ein öffentlicher Auftraggeber, der auf die Dienste einer wie in Art. 2, 4^o definierten zentralen Beschaffungsstelle zurückgreift, laut Artikel 15 des Gesetzes vom 15. Juni 2006 von der Verpflichtung befreit wird, selbst ein Vergabeverfahren zu organisieren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für den Kauf von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen ausgeschrieben hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für die Lieferung von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl ausgeschrieben hat;

In der Erwägung, dass dieser Auftrag den Zeitraum bis zum 30. Dezember 2012 deckt, unter Vorbehalt einer eventuellen Verlängerung;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region in diesem allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung eine zentrale Beschaffungsstelle gebildet hat, mit dem Zweck, Kraftfahrzeuge und leichten Nutzfahrzeuge zu erwerben;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft ebenfalls einen allgemeinen Angebotsaufruf für die Lieferung von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen ausschreiben muss;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft durch einen Beschluss ihrer Regierung vom 23. Dezember 2010 beschlossen hat, auf die Dienste dieser zentralen Beschaffungsstelle zurückzugreifen und sich in diesem von der Wallonischen Region ausgeschriebenem europäischen allgemeinen Angebotsaufruf als ein öffentlichen Auftraggeber, der Leistungsempfänger der zentralen Beschaffungsstelle ist, ausgemacht hat;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für Kindheit, Forschung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet;

nachstehend die "Partner des Abkommens" genannt,

Haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Das vorliegende Abkommen betrifft die Befugnisse der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft nach den Artikeln 87 und 89 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen.

Art. 2 - Die Wallonische Region hat einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für den Kauf von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen ausgeschrieben.

Die Wallonische Region hat somit als öffentlicher Auftraggeber eine zentrale Beschaffungsstelle für den Kauf von Kraftfahrzeugen und leichten Nutzfahrzeugen gebildet.

Im in Absatz 1 vorliegenden Artikels genannten europäischen allgemeinen Angebotsaufruf hat die Wallonische Region die Französische Gemeinschaft als einen öffentlichen Auftraggeber, der Leistungsempfänger der zentralen Beschaffungsstelle ist, ausgemacht.

Demzufolge wird die Französische Gemeinschaft davon befreit, selbst das Verfahren zur Vergabe eines öffentlichen Auftrags für denselben Gegenstand zu organisieren.

Art. 3 - Die Französische Gemeinschaft haftet weiterhin völlig für die Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags, ab der Auftragsvergabe bis einschließlich zur Zahlung der so aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse bestellten Lieferungen.

Demzufolge bleiben die Leitung und die Kontrolle der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags für die vergebenen Bestellungen weiterhin in dem Zuständigkeitsbereich jedes einen öffentlichen Auftraggebers.

In ihrer Eigenschaft als zentrale Beschaffungsstelle ist die Wallonische Region jedoch allein zuständig, was die Maßnahmen von Amts wegen und die einseitigen Änderungen, die ggf. an dem vorliegenden Auftrag anzubringen sind, betrifft. Sie greift zudem ein, um bei der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags die Anwendung jeder Bestimmung aufzuerlegen, die sich aus den Dokumenten dieses Auftrags ergibt.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Französischen Gemeinschaft leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Organisation des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Wallonischen Region leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Mobiliarvermögensverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 4 - Die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region werden jede aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse für die bestellten Fahrzeuge bezahlen, nachdem sie die von dem Auftragnehmer anschließend an die besagten Lieferungen ausgestellten Rechnungen geprüft und genehmigt haben.

Die Zahlung der Lieferungen erfolgt binnen fünfzig Kalendertagen ab dem Tag, an dem die Abnahmemodalitäten zu Ende sind, insofern die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, jede in ihrem eigenen Zuständigkeitsbereich, über die ordnungsgemäß ausgestellte Rechnung und die anderen gegebenenfalls verlangten Dokumente verfügen.

Art. 5 - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Art. 6 - Vorliegendes Abkommen tritt nach der Zustimmung des Wallonischen Parlaments und des Rates der Französischen Gemeinschaft, am Tage der Veröffentlichung des letzten der beiden Zustimmungsdekrete im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 19. Mai 2011.

Für die Wallonische Region

R. DEMOTTE
Minister-Präsident

P. FURLAN
Minister für lokale Behörden und Städte

Für die Französische Gemeinschaft

R. DEMOTTE
Minister-Präsident

J.-M. NOLLET
Minister für die Schulgebäude

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft bezüglich des Kaufs von Kraftstoff an Zapfsäulen anhand magnetischer Karten

Aufgrund der Artikel 39, 127 und 128 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 92*bis*, § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, insbesondere der Artikel 2, 4°, und 15;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2011;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. Dezember 2010;

In der Erwägung, dass nach Artikel 4, § 1 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 dieses Gesetz über die öffentlichen Aufträge sowohl auf die Wallonische Region als auf die Französische Gemeinschaft in ihrer Eigenschaft als öffentlicher Auftraggeber anwendbar ist;

In der Erwägung, dass es laut Artikel 2, 4° des Gesetzes vom 15. Juni 2006 einem öffentlichen Auftraggeber erlaubt ist, eine zentrale Beschaffungsstelle zu bilden, und somit Lieferungen zu erwerben, die für andere öffentliche Auftraggeber bestimmt sind;

In der Erwägung, dass ein öffentlicher Auftraggeber, der auf die Dienste einer wie in Art. 2, 4° definierten zentralen Beschaffungsstelle zurückgreift, laut Artikel 15 des Gesetzes vom 15. Juni 2006 von der Verpflichtung befreit wird, selbst ein Vergabeverfahren zu organisieren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für die Lieferung von Kraftstoff an Zapfsäulen anhand magnetischer Karten ausgeschrieben hat;

In Erwägung der nicht verbindlichen Bekanntmachung, die am 19. Juli 2007 unter der Nummer 008396 im *Anzeiger der Ausschreibungen* und am 25. Juli 2007 unter der Nummer 2007/S141-128929 im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist;

In Erwägung der Auftragsbekanntmachung, die am 18. Dezember 2007 unter der Nummer 27520 im *Anzeiger der Ausschreibungen* und am 20. Dezember 2007 unter der Nummer 2007/S245-0298462 im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist;

In der Erwägung, dass dieser Auftrag den Zeitraum vom 21. Mai 2008 bis zum 30. Dezember 2012 deckt, unter Vorbehalt einer eventuellen Verlängerung;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region eine zentrale Beschaffungsstelle gebildet hat, die die Lieferung von Kraftstoff an Zapfsäulen anhand magnetischer Karten ermöglicht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region im Laufe der Auftragsabwicklung es anderen öffentlichen Einrichtungen ermöglicht hat, an der so gebildeten zentralen Beschaffungsstelle teilzuhaben;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft ebenfalls einen allgemeinen Angebotsaufruf für die Lieferung von Kraftstoff an Zapfsäulen anhand magnetischer Karten ausschreiben muss;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft durch einen Beschluss ihrer Regierung vom 23. Dezember 2010 beschlossen hat, auf die Dienste dieser zentralen Beschaffungsstelle zurückzugreifen,

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für Kindheit, Forschung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet,

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet,

nachstehend die "Partner des Abkommens" genannt,

Haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Das vorliegende Abkommen betrifft die Befugnisse der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft nach den Artikeln 87 und 89 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen.

Art. 2 - Die Wallonische Region hat einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für die Lieferung von Kraftstoff an Zapfsäulen anhand magnetischer Karten ausgeschrieben.

Die Wallonische Region hat somit als öffentlicher Auftraggeber eine zentrale Beschaffungsstelle für die Lieferung von Kraftstoff an Zapfsäulen anhand magnetischer Karten gebildet.

Im in Absatz 1 vorliegenden Artikels genannten europäischen allgemeinen Angebotsaufruf hat die Wallonische Region die Französische Gemeinschaft als einen öffentlichen Auftraggeber, der Leistungsempfänger der zentralen Beschaffungsstelle ist, ausgemacht.

Demzufolge wird die Französische Gemeinschaft davon befreit, selbst das Verfahren zur Vergabe eines öffentlichen Auftrags für denselben Gegenstand zu organisieren.

Art. 3 - Die Französische Gemeinschaft haftet weiterhin völlig für die Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags, ab der Auftragsvergabe bis einschließlich zur Zahlung der so aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse bestellten Lieferungen.

Demzufolge bleiben die Leitung und die Kontrolle der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags für die vergebenen Bestellungen weiterhin in dem Zuständigkeitsbereich jedes einen öffentlichen Auftraggebers.

In ihrer Eigenschaft als zentrale Beschaffungsstelle ist die Wallonische Region jedoch allein zuständig für was die Maßnahmen von Amts wegen und die einseitigen Änderungen, die ggf. an dem vorliegenden Auftrag anzubringen sind, betrifft. Sie greift zudem ein, um bei der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags die Anwendung jeder Bestimmung aufzuerlegen, die sich aus den Dokumenten dieses Auftrags ergibt.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Französischen Gemeinschaft leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Organisation des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Wallonischen Region leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Mobiliarvermögensverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 4 - Die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region werden jede aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse für die bestellten Kraftstoffmengen bezahlen, nachdem sie die von dem Auftragnehmer anschließend an die besagten Lieferungen ausgestellten Rechnungen geprüft und genehmigt haben.

Die Zahlung der Lieferungen erfolgt binnen fünfzig Kalendertagen ab dem Tag, an dem die Abnahmemodalitäten zu Ende sind, insofern die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, jede in ihrem eigenen Zuständigkeitsbereich, über die ordnungsgemäß ausgestellte Rechnung und die anderen gegebenenfalls verlangten Dokumente verfügen.

Art. 5 - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Art. 6 - Vorliegendes Abkommen tritt nach der Zustimmung des Wallonischen Parlaments und des Rates der Französischen Gemeinschaft, am Tage der Veröffentlichung des letzten der beiden Zustimmungsdekrete im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 19. Mai 2011

Für die Wallonische Region

R. DEMOTTE

Minister-Präsident

P. FURLAN

Minister für lokale Behörden und Städte

Für die Französische Gemeinschaft

R. DEMOTTE

Minister-Präsident

J.-M. NOLLET

Minister für die Schulgebäude

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region
und der Französischen Gemeinschaft bezüglich der gemeinsamen Beschaffung
von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl**

Aufgrund der Artikel 39, 127 und 128 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 92bis, § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, insbesondere der Artikel 2, 4°, und 15;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2011;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. Dezember 2010;

In der Erwägung, dass nach Artikel 4, § 1 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 dieses Gesetz über die öffentlichen Aufträge sowohl auf die Wallonische Region als auf die Französische Gemeinschaft in ihrer Eigenschaft als öffentlicher Auftraggeber anwendbar ist;

In der Erwägung, dass es laut Artikel 2, 4° des Gesetzes vom 15. Juni 2006 einem öffentlichen Auftraggeber erlaubt ist, eine zentrale Beschaffungsstelle zu bilden, und somit Lieferungen zu erwerben, die für andere öffentliche Auftraggeber bestimmt sind;

In der Erwägung, dass ein öffentlicher Auftraggeber, der auf die Dienste einer wie in Art. 2, 4° definierten zentralen Beschaffungsstelle zurückgreift, laut Artikel 15 des Gesetzes vom 15. Juni 2006 von der Verpflichtung befreit wird, selbst ein Vergabeverfahren zu organisieren;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für die Lieferung von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl ausgeschrieben hat;

In Erwägung der nicht verbindlichen Bekanntmachung, die am 25. Juli 2007 unter der Nummer 02007/S141-0174863 im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist;

In Erwägung der Auftragsbekanntmachung, die am 11. Januar 2008 unter der Nummer 000306 im *Anzeiger der Ausschreibungen* und am 19. Januar 2008 unter der Nummer 2008/S013-0015707 im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist;

In der Erwägung, dass dieser Auftrag den Zeitraum vom 1. Juli 2008 bis zum 30. April 2012 deckt, unter Vorbehalt einer eventuellen Verlängerung;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region eine zentrale Beschaffungsstelle gebildet hat, welche die Lieferung von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl ermöglicht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region im Laufe der Auftragsabwicklung es anderen öffentlichen Einrichtungen ermöglicht hat, an der so gebildeten zentralen Beschaffungsstelle teilzuhaben;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft ebenfalls einen allgemeinen Angebotsaufruf für die Lieferung von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl ausschreiben muss;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft durch einen Beschluss ihrer Regierung vom 23. Dezember 2010 beschlossen hat, auf die Dienste dieser zentralen Beschaffungsstelle zurückzugreifen;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für Kindheit, Forschung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und in der Person ihres Vize-Präsidenten und Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst, Herrn Jean-Marc Nollet;

nachstehend die "Partner des Abkommens" genannt,

Haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Das vorliegende Abkommen betrifft die Befugnisse der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft nach den Artikeln 87 und 89 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen.

Art. 2 - Die Wallonische Region hat einen allgemeinen Angebotsaufruf mit europäischer Bekanntmachung für die Lieferung von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl ausgeschrieben.

Die Wallonische Region hat somit als öffentlicher Auftraggeber eine zentrale Beschaffungsstelle für die Lieferung von in Tanks der öffentlichen Dienststellen zu füllendem Dieselöl und Heizöl gebildet.

Im in Absatz 1 vorliegenden Artikels genannten europäischen allgemeinen Angebotsaufruf hat die Wallonische Region die Französische Gemeinschaft als einen öffentlichen Auftraggeber, der Leistungsempfänger der zentralen Beschaffungsstelle ist, ausgemacht.

Demzufolge wird die Französische Gemeinschaft davon befreit, selbst das Verfahren zur Vergabe eines öffentlichen Auftrags für denselben Gegenstand zu organisieren.

Art. 3 - Die Französische Gemeinschaft haftet weiterhin völlig für die Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags, ab der Auftragsvergabe bis einschließlich zur Zahlung der so aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse bestellten Lieferungen.

Demzufolge bleiben die Leitung und die Kontrolle der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags für die vergebenen Bestellungen weiterhin in dem Zuständigkeitsbereich jedes einen öffentlichen Auftraggebers.

In ihrer Eigenschaft als zentrale Beschaffungsstelle ist die Wallonische Region jedoch allein zuständig für was die Maßnahmen von Amts wegen und die einseitigen Änderungen, die ggf. an dem vorliegenden Auftrag anzubringen sind, betrifft. Sie greift zudem ein, um bei der Durchführung des in Artikel 2 genannten Auftrags die Anwendung jeder Bestimmung aufzuerlegen, die sich aus den Dokumenten dieses Auftrags ergibt.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Französischen Gemeinschaft leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Organisation des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft.

Der für die Leitung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags seitens der Wallonischen Region leitende Beamte ist der Direktor der Direktion der Mobiliarvermögensverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 4 - Die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region werden jede aufgrund ihrer eigenen Bedürfnisse für die bestellten Mengen von Dieselöl und Heizöl bezahlen, nachdem sie die von dem Auftragnehmer anschließend an die besagten Lieferungen ausgestellten Rechnungen geprüft und genehmigt haben.

Die Zahlung der Lieferungen erfolgt binnen fünfzig Kalendertagen ab dem Tag, an dem die Abnahmmodalitäten zu Ende sind, insofern die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, jede in ihrem eigenen Zuständigkeitsbereich, über die ordnungsgemäß ausgestellte Rechnung und die anderen gegebenenfalls verlangten Dokumente verfügen.

Art. 5 - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Art. 6 - Vorliegendes Abkommen tritt nach der Zustimmung des Wallonischen Parlaments und des Rates der Französischen Gemeinschaft, am Tage der Veröffentlichung des letzten der beiden Zustimmungsdekrete im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 19. Mai 2011

Für die Wallonische Region

R. DEMOTTE

Minister-Präsident

P. FURLAN

Minister für lokale Behörden und Städte

Für die Französische Gemeinschaft

R. DEMOTTE

Minister-Präsident

J.-M. NOLLET

Minister für die Schulgebäude

Abkommen zwischen der Föderalen Regierung, der Flämischen Regierung, der Wallonischen Regierung und der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt über die endgültige Begleichung der Schulden der Vergangenheit und der damit verbundenen Lasten im Bereich des sozialen Wohnungsbaus

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens gelten folgende Definitionen:

1° "der Fonds": der "Fonds d'Amortissement des Emprunts du logement social" (Tilgungsfonds der Anleihen für Sozialwohnungen), der durch das Abkommen vom 4. Mai 1987 gegründet wurde;

2° das Abkommen vom 1. Juni 1994: das Abkommen vom 1. Juni 1994 zwischen der Föderalen Regierung, der Flämischen Regierung, der Wallonischen Regierung und der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt über die endgültige Begleichung der Schulden der Vergangenheit und der damit verbundenen Lasten im Bereich des sozialen Wohnungsbaus.

Art. 2 - § 1. Die durch den Fonds bis zum Jahre 2003 verwalteten oder eingegangenen Finanzverbindlichkeiten, die zu deren Marktwert geschätzt werden, werden am 29. Dezember 2003 durch die regionalen Wohnungsbaugesellschaften und ggf. durch die Region je nach dem Anteil jeder Region an diesen Schulden zurückgezahlt, mit Ausnahme des Anteils, der zu Lasten des Staats geht.

Der heutige Wert des regionalen Anteils der in Absatz 1 erwähnten Schulden wird zuerst durch das Schatzamt für jede Region auf der Grundlage des arithmetischen Mittels des "mid" der Swaps-Kurve, die an den letzten drei Werkstage der Banken vor dem 28. Dezember 2003 gilt, bestimmt.

Wenn der im zweiten Absatz bestimmte Betrag höher ist als der heutige Wert der in Artikel 3, Absatz 2 des Abkommens vom 1. Juni 1994 erwähnten mathematischen Annuitäten, abzüglich der in Artikel 4, Absatz 2 des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Annuitäten, so wird die Rückzahlung durch die besagten regionalen Wohnungsbaugesellschaften auf diesen heutigen Wert begrenzt, und wird der Restbetrag durch die Regionen zurückgezahlt, außer wenn ein bestehendes Abkommen zwischen den Regionen und den betroffenen regionalen Wohnungsbaugesellschaften es anders bestimmt. Im gegenteiligen Fall wird der in Absatz 2 erwähnte Betrag durch die regionalen Wohnungsbaugesellschaft(en) dieser Region zurückgezahlt. Der heutige Wert der mathematischen Annuitäten wird auf der Grundlage des arithmetischen Mittels des "mid" der Swaps-Kurve, die an den letzten drei Werkstage der Banken vor dem 28. Dezember 2003 gilt, bestimmt. Das Schatzamt teilt dem Fonds, die Regionen und den regionalen Wohnungsbaugesellschaften sofort die entsprechenden Mittel mit.

§ 2. Die Bürgschaft des Staates wird für die sich aus dem § 1 ergebenden Verpflichtungen der regionalen Wohnungsbaugesellschaften gewährt. Diese Bürgschaft des Staates ist kostenfrei.

Die Refinanzierungsanleihen, die von den regionalen Wohnungsbaugesellschaften aufgenommen werden, um die in Absatz 1 erwähnten ablaufenden Anleihen zu erneuern, genießen ebenfalls diese kostenfreie Bürgschaft des Staates. Die regionalen Wohnungsbaugesellschaften können bei der Aufnahme ihrer Refinanzierungsanleihen ohne Kosten den Fonds oder das Schatzamt zur technischen Begutachtung heranziehen.

Der wirkliche ausstehende Betrag der Refinanzierungsanleihen, die die Bürgschaft des Staates genießen können, ist für jede der regionalen Wohnungsbaugesellschaften auf den Betrag begrenzt, den sie gemäß § 1, Absatz 3, schuldet, und der ggf. gemäß Artikel 3, Absatz 1 angepasst wird.

Die Bestimmungen dieses Paragraphen finden ebenfalls Anwendung auf die juristischen Personen, die durch die regionalen Wohnungsbaugesellschaften gegründet werden, um die in Absatz 1 und 2 erwähnten Verpflichtungen und Refinanzierungsanleihen zu übernehmen.

Wenn die Bürgschaft des Staates aufgrund dieses Paragraphen Anwendung findet, so bittet der Staat die Region, in welcher die Wohnungsbaugesellschaft, die die Bürgschaft des Staates beansprucht hat, liegt, die getätigten Ausgaben zurückzuzahlen.

§ 3. Die Regionen verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass die in Artikel 3, Absatz 2 des Abkommens vom 1. Juni 1994 erwähnten Annuitäten, abzüglich der in Artikel 4, Absatz 2 des vorliegenden Abkommens, zur Deckung der mit den von den regionalen Wohnungsbaugesellschaften getätigten Verpflichtungen und Refinanzierungsanleihen verbundenen Lasten dienen.

§ 4. Auf Antrag des Schatzamtes überweist der Fonds dem Staat die in § 1, Absatz 2 erwähnten, mit der Rückzahlung verbundenen Beträge. Der Staat, der Fonds, die regionalen Wohnungsbaugesellschaften und ggf. die Regionen können vereinbaren, dass die regionalen Wohnungsbaugesellschaften und ggf. die Regionen diese Beträge dem Staat sofort überweisen.

Falls gemäß § 1, Absatz 3 eine Region einen Teil der in § 1, Absatz 1 erwähnten Rückzahlung selbst übernimmt, so kann der Fonds aufgrund eines zwischen dem Fonds und der Region abzuschließenden Abkommens eine Forderung zu Lasten der Region in Höhe dieses Teilbetrags eintragen. Diese Forderung wirft Zinsen ab.

Art. 3 - Die in Artikel 2, § 1, Absatz 2 erwähnten Beträge berücksichtigen die vorläufigen Verteilerschlüssel, was die 2003 durch den Fonds aufgenommenen Finanzanleihen betrifft. Nachdem der Fonds die endgültigen Verteilerschlüssel gemäß Artikel 2, § 4 des Abkommens vom 1. Juni 1994 festgelegt hat, wird eine Begleichung des Kapitals, der Zinsen und Nebenkosten am ersten Werktag der Banken des Monats Juli 2004 zwischen dem Staat, den regionalen Wohnungsbaugesellschaften und ggf. den Regionen stattfinden. Zu diesem Zweck teilt der Fonds dem Staat, den regionalen Wohnungsbaugesellschaften und ggf. den Regionen die Einzelheiten bezüglich der unter Einhaltung der in Artikel 2, § 1, Absatz 3 erwähnten Grundsätze zu diesem Datum je nach Fall zu zahlenden oder zu erhaltenden Beträge mit.

Der Betrag, der sich aus dem Unterschied zwischen einerseits dem Betrag der Liquidität und der Anlagen, die der Fonds am 31. Dezember 2003 noch besitzen würde, und andererseits dem Betrag der von dem Fonds getätigten administrativen Ausgaben, die von den regionalen Wohnungsbaugesellschaften am selben Datum noch geschuldet werden, wird von dem Fonds den regionalen Wohnungsbaugesellschaften nach dem in Absatz 1 erwähnten endgültigen Verteilerschlüssel gezahlt. Ist dieser Betrag negativ, so tätigen die regionalen Wohnungsbaugesellschaften dem Fonds eine Einzahlung. Der Anteil des Staates ist bei der Berechnung des Verteilerschlüssels nicht berücksichtigt. Die Zahlung erfolgt am ersten Werktag der Banken vom Juli 2004. Der Fonds teilt den regionalen Wohnungsbaugesellschaften die Einzelheiten bezüglich der an diesem Datum noch zu zahlenden oder zu erhaltenden Beträge mit.

Art. 4 - Vorbehaltlich dessen, das in Artikel 3 bestimmt wird, werden die Regionen und regionalen Wohnungsbaugesellschaften durch die in Artikel 2, § 1 vorgesehene Rückzahlung, von ihren sich aus dem Abkommen vom 1. Juni 1994 ergebenden Verpflichtungen dem Staat und dem Fonds gegenüber befreit.

Jedoch bleiben die Annuitäten zugunsten des Staates zur Rückzahlung der der ehemaligen Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der ehemaligen Nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung bewilligten laufenden Vorschüsse und die Annuitäten in Verbindung mit den Anleihen Nr. 1 bis 6 der ehemaligen Nationalen Wohnungsbaugesellschaft von den regionalen Wohnungsbaugesellschaften weiterhin geschuldet.

Der Fonds, der Staat und die Regionen veranlassen das Nötige, um den Abkommen bezüglich der in Artikel 14, § 3 des Abkommens vom 1. Juni 1994 erwähnten Krediteröffnung, mit Ausnahme der in Absatz 2 vorgesehenen Verpflichtungen, und ggf. denjenigen, die in Artikel 2, § 4, Absatz 2 vorgesehen sind, ein Ende zu setzen.

Art. 5 - Die für jede Region gemäß dem Abkommen vom 1. Juni 1994 berechneten Beträge, die dem Unterschied zwischen einerseits dem heutigen Wert der in Artikel 13, § 1, 5^o des Abkommens vom 1. Juni 1994 erwähnten Beteiligung und andererseits dem heutigen Wert der mathematischen Annuitäten, die gemäß Artikel 3, Absatz 4 des Abkommens vom 1. Juni 1994 letztendlich dem Staat zukommen, entsprechen, werden von dem Staat am 15. Januar 2004 den Regionen überwiesen. Der heutige Wert wird von dem Schatzamt auf der Grundlage des arithmetischen Mittels des "mid" der Swaps-Kurve, die an den letzten drei Werktagen der Banken vor dem 28. Dezember 2003 gilt, festgelegt. Das derart erhaltene Ergebnis wird zu dem Zinssatz EONIA, der am Tag vor dem 15. Januar 2004 gilt, zum Kapital geschlagen.

Auf deren Antrag hin kann das Schatzamt ab dem 29. Dezember 2003 den Regionen einen Vorschuss auf die in Absatz 1 geschuldeten Beträge bewilligen. Der Betrag dieses Vorschusses für jede Region darf den Betrag des durch das Schatzamt auf der Grundlage des arithmetischen Mittels des "mid" der Swaps-Kurve, die an den letzten drei Werktagen der Banken vor dem 28. Dezember 2003 gilt, bestimmten heutigen Wert nicht überschreiten. Die Regionen, die diese Vorschüsse in Anspruch nehmen, verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass die Schuld von Maastricht dadurch nicht beeinflusst wird.

Vorbehaltlich dessen, das in dem Artikel 3 bestimmt wird, sind der Staat und der Fonds durch die in Absatz 1 erwähnten Einzahlungen von den infolge des Abkommens vom 1. Juni 1994 entstandenen Verpflichtungen den Regionen und regionalen Wohnungsbaugesellschaften gegenüber befreit.

Art. 6 - § 1^{er}. Der Fonds wird an einem von dem König festgelegten Datum durch im Ministerrat beratenen Erlass abgeschafft.

Zwecks der Abschaffung des Fonds regelt der König durch im Ministerrat beratenen Erlass die Auflösung und alle damit verbundenen Probleme wie u.a. die Übertragung der Aufgaben, Güter, Rechte und Pflichten des Fonds auf den Staat. Der König kann durch im Ministerrat beratenen Erlass mit dem Einverständnis der Minister das im Fonds entsendete Personal auf den Staat übertragen.

Wenn der Entsendung ein Ende gesetzt wird, besetzt das Personalmitglied eine Stelle in seiner ursprüngliche Dienststelle wieder. Wenn am Tag des Endes seiner Entsendung in den Fonds das Personalmitglied in einer Stelle beschäftigt ist, deren Grad höher ist als derjenigen, die er in seiner ursprünglichen Dienststelle innehatte, so geht man davon ab, dass er diese höhere Funktion ad personam in seiner ursprünglichen Dienststelle oder in der Dienststelle, auf die er ggf. übertragen wird, weiter ausübt.

§ 2. Bis zum Zeitpunkt, an dem der Fonds abgeschafft wird:

1^o bleibt der Fonds verantwortlich für den Schuldendienst der Anleihen, die er verwaltet. Zu diesem Zweck erhält der Fonds von dem Staat alle nötigen Mittel, einschließlich derjenigen, die zur Deckung der administrativen Ausgaben des Fonds bestimmt sind;

2^o Unter Vorbehalt dessen, das in Artikel 7 festgelegt wird, bleiben die bestehenden Regeln, die sich aus dem Abkommen vom 1. Juni 1994 ergeben, auf den Fonds weiterhin anwendbar, insbesondere diejenigen, die den Statut, die Verwaltung, die Buchhaltung, die Konten und die Kontrolle betreffen.

Art. 7 - § 1^{er}. Nach Ausführung der in Artikel 3 erwähnten Aufgaben setzt der König an dem von Ihm festgesetzten Datum den Mandaten der Verwalter des Fonds, die von den Regierungen der Region ernannt wurden, ein Ende.

Ab diesem Datum und bis zum Zeitpunkt, an dem der Fonds abgeschafft wird, setzt sich der Verwaltungsrat aus sechs Verwaltern, 3 Französischsprachigen und 3 Niederländischsprachigen aus, die von dem König auf Vorschlag der Minister des Haushalts und der Finanzen ernannt werden.

Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bezeichnet der König einen Vorsitzenden unter den 6 Verwaltern.

Der Vorsitzende wird für einen Zeitraum von einem Jahr ernannt.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Verwalter gefasst.

Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

§ 2. Ab dem in § 1, Absatz 1 erwähnten Datum und bis zum Zeitpunkt, an dem der Fonds abgeschafft wird, werden der beauftragte Beamte und ggf. sein zweisprachiger Beigeordneter von dem König auf einer Liste von Kandidaten, die von dem Verwaltungsrat aufgestellt wird, ernannt.

Art. 8 - Artikel 2, § 2, Absatz 2 dieses Abkommens läuft am 1. Januar 2055 ab.

Art. 9 - Dieses Abkommen ändert ab dem 29. Dezember 2003 das Abkommen vom 1. Juni 1994 ab und ergänzt es. Brüssel, den 16. Dezember 2003

Der Finanzminister
D. REYNDERS

Der Haushaltminister
J. VANDE LANOTTE

Der Finanz- und Haushaltminister der Flämischen Regierung
D. VAN MECHELEN

Der Finanz- und Haushaltminister der Wallonischen Regierung
M. DAERDEN

Der Finanz- und Haushaltminister der Regierung der Region Brüssel Hauptstadt
G. VANHENGEL

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3066

[2011/205886]

27 OKTOBER 2011. — Decreet houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

I. Wijziging in het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging van het decreet van 25 mei 1983, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest

Artikel 1. In het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging van het decreet van 25 mei 1983, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest :

- worden de woorden « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) vervangen door de woorden « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië);

- worden de woorden « Exécutif régional wallon » (Waalse Gewestexecutive) vervangen door de woorden « Gouvernement wallon » (Waalse Regering).

II. Wijzigingen in het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven

Art. 2. Artikel 5 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, wordt aangevuld met een § 10, luidend als volgt :

« § 10. Krachtens het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de financiering van gesubsidieerde investeringen krachtens artikel 7, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 van de Franse Gemeenschap en het akkoord van de Regering wordt het Centrum ertoe gemachtigd om te zorgen voor de financiering van de investeringen bedoeld in bovenvermeld artikel ten bate van de in hetzelfde artikel bedoelde begunstigen. »

Art. 3. In artikel 5*bis*, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « en 9 » vervangen door de woorden « en 10 ».

Art. 4. Artikel 5 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, gewijzigd bij de decreten van 26 juni 1997, 28 juni 2001 en 18 december 2003 wordt aangevuld met een § 11, luidend als volgt :

« § 11. Met instemming van de Waalse Regering en onder de door haar vastgestelde voorwaarden wordt het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten ertoe gemachtigd om, ten bate van de gemeenten, de provincies, de verenigingen van gemeenten, de instellingen van openbaar nut, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel, te zorgen voor de uitbetaling van de investeringen gesubsidieerd krachtens de artikelen L3341-1 tot L3341-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie.

Deze wijze van uitbetaling wordt uitgevoerd in afwijking van de wijze van uitbetaling van de toelagen bedoeld in bovenvermelde wetgeving. »

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt de volgende § 12 toegevoegd :

« § 12. Met instemming van de Waalse Regering en onder de door haar vastgestelde voorwaarden wordt het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten ertoe gemachtigd om, ten bate van de gemeenten te zorgen voor de uitbetaling van de investeringen gesubsidieerd krachtens artikel 4 van het programmadecreet van 10 december 2009 houdende verschillende maatregelen betreffende de wegenisretributie, de bezoldiging van de gewestelijke garantie, de dotaties en toelagen aan bepaalde instellingen onder beheerscontract, en een pilootproject inzake trekkingsrecht, ten gunste van de gemeenten, voor de investeringssubsidies betreffende de onderhoudswerken van de wegen.

Die mogelijkheid wijzigt niet de actiemiddelen die verleend zijn aan de Minister van Plaatselijke Besturen om zijn beleidsvormen inzake gesubsidieerde werken en met name die bedoeld in bovenvermeld artikel 4 te financieren. »

III. Instemmingen met verschillende samenwerkingsakkoorden

Art. 6. Het in bijlage 1 bij dit decreet bedoelde samenwerkingsakkoord van 3 februari 2001 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de financiering van gesubsidieerde investeringen krachtens artikel 7, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt goedgekeurd.

Art. 7. Het in bijlage 1 bij dit decreet bedoelde samenwerkingsakkoord van 19 mei 2011 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende gemeenschappelijke aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens (2009-2010) wordt goedgekeurd.

Art. 8. Het in bijlage 1 bij dit decreet bedoelde samenwerkingsakkoord van 19 mei 2011 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende gemeenschappelijke aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens (2011-2012) wordt goedgekeurd.

Art. 9. Het in bijlage 1 bij dit decreet bedoelde samenwerkingsakkoord van 19 mei 2011 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van brandstof op te nemen op pompen met magneetkaarten wordt goedgekeurd.

Art. 10. Het in bijlage 1 bij dit decreet bedoelde samenwerkingsakkoord van 19 mei 2011 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende gemeenschappelijke aankoop van gasolie-diesel en gasolie voor verwarming om te lozen in de laadtanks van de openbare diensten.

Art. 11. De in bijlage 1 bij dit decreet bedoelde samenwerkingsovereenkomst van 16 december 2003 tussen de federale Regering, de Vlaamse regering, de Waalse Regering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de definitieve regeling van de schulden van het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting wordt goedgekeurd.

IV. Wijzigingen in de decreten van 12 april 2011 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt

Art. 12. Artikel 25septies, § 3, van het decreet van 12 april 2011 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt vervangen als volgt : « § 3. De bedragen bepaald in de artikelen 25bis tot 25quinquies worden jaarlijks van rechtswege geïndexeerd door die te vermenigvuldigen met het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand juni van het jaar n-1 en die te delen door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni 2008. »

Art. 13. In artikel 31quater, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « n-1 » ingevoegd tussen de woorden « de maand juni van het jaar » en de woorden « en te delen » en worden de woorden « van het jaar voor de inwerkingtreding van onderhavig decreet » vervangen door « 2008 ».

Art. 14. Artikel 51bis, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : « 9° de controle van de thermische zonne-installaties ».

Art. 15. Artikel 51ter, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : « 11° met de dossierskosten voor de behandeling van de erkenningsdossiers van de installateurs van thermische zonnecollectoren bepaald door de Regering ».

Art. 16. Artikel 51ter, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

1° de woorden « De Regering past dit bedrag jaarlijks aan de index van de consumptieprijzen aan » vervallen en de zin begint als volgt :

2° « Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen ».

Art. 17. In artikel 53, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « binnen de zes maanden nadat ze zich hebben voorgedaan » vervangen door de woorden « binnen zes maanden na kennis te hebben genomen van het feit dat ze zich hebben voorgedaan en uiterlijk binnen vijf jaar nadat ze zich hebben voorgedaan ».

Art. 18. Artikel 25quinquies, § 2, derde lid, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt vervangen als volgt :

« § 3. De bedragen bepaald in de artikelen 25bis en 25ter worden jaarlijks van rechtswege geïndexeerd door die te vermenigvuldigen met het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand juni van het jaar n-1 en die te delen door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni 2008. »

Art. 19. In artikel 30quinquies, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « n-1 » ingevoegd tussen de woorden « de maand juni van het jaar » en de woorden « en te delen » en worden de woorden « van het jaar voor de inwerkingtreding van onderhavig decreet » vervangen door « 2008 ».

Art. 20. In artikel 48, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « binnen de zes maanden nadat ze zich hebben voorgedaan » vervangen door de woorden « binnen zes maanden na kennis te hebben genomen van het feit dat ze zich hebben voorgedaan en uiterlijk binnen vijf jaar nadat ze zich hebben voorgedaan ».

V. Wijzigingen in de Waalse Huisvestingscode

Art. 21. In de Waalse Huisvestingscode wordt een artikel 33*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 33*bis*. Het Gewest kan een tegemoetkoming verlenen aan iedere sociale instelling die een onroerend goed beheert of huurt om het onder de door de Regering bepaalde voorwaarden te verhuren aan een gezin met een bescheiden inkomen of dat in een preciaire toestand verkeert. ».

Art. 22. Artikel 39 van de Waalse Huisvestingscode wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 39. Onverminderd het tweede en het derde lid worden de tegemoetkomingsaanvragen aan het bestuur gericht, dat binnen tien werkdagen ontvangst van het dossier bericht en, in voorkomend geval, om ieder document verzoekt dat nodig is voor de verdere aanvulling van het dossier.

De in artikel 33*bis* bedoelde tegemoetkomingsaanvragen worden gericht aan het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië).

Indien nodig stelt het bestuur de dossiers samen voor de tegemoetkomingsaanvragen in opdracht van en op schriftelijk verzoek van de andere rechtspersonen dan de openbare huisvestingsmaatschappijen die verrichtingen uitvoeren die voortvloeien uit de door de Regering goedgekeurde programma's bedoeld in artikel 189, § 3, en uit de beslissingen van de Regering bedoeld in artikel 190, § 1.

Wanneer de oorspronkelijke staat van het gebouw een voorwaarde vormt voor de toekenning van de tegemoetkoming, wordt door het bestuur een gezondheidsverslag opgemaakt.

Het bestuur maakt aan de Regering het tegemoetkomingsaanvraagdossier op bedoeld in het eerste lid, binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst van het volledige dossier. »

Art. 23. In de Waalse Huisvestingscode wordt een artikel 59*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 59*ter*. De « Société wallonne du Logement » kan een tegemoetkoming verlenen aan iedere openbare huisvestingsmaatschappij die een onroerend goed beheert of huurt om het onder de door de Regering bepaalde voorwaarden te verhuren aan een gezin met een bescheiden gemiddeld inkomen of dat in een preciaire toestand verkeert. ».

VI. Wijziging in het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut

Art. 24. In artikel 1, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut wordt de volgende vermelding toegevoegd :

« - « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waals agentschap voor de lucht en het klimaat) (decreet van 5 maart 2008). »

VII. Wijzigingen in het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector

Art. 25. Het eerste lid, 3^o, van § 3, van artikel 3, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt vervangen als volgt :

« 3^o het referentiepeil met evenveel eenheden verhogen als er werknemers zijn voor wie er steun bedoeld in artikel 14 gekregen wordt, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en behalve afwijking verleend door laatstgenoemde. ».

Art. 26. In artikel 17 van hetzelfde decreet vervalt het tweede lid.

Art. 27. Het derde lid van artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De waarde van een punt wordt jaarlijks in januari aan de index aangepast door de waarde van het punt van het vorige jaar te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het vorige jaar, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het jaar voorafgaand aan het jaar voordien. »

Art. 28. Het vierde lid van artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Die indexering kan echter niet hoger zijn dan de stijgingscoëfficiënt van het begrotingskrediet van het lopend jaar in verband met de in artikel 1 bedoelde tegemoetkoming. »

Art. 29. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf, luidend als volgt :

« § 5. De in artikel 3, § 1, eerste lid, bedoelde werkgevers kunnen elkaar de punten afstaan die hen werden toegekend volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten. »

Art. 30. § 1. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden :

« De « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) wordt ermee belast de volgende beslissingen te nemen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten :

- het verlies van de punten bij gebrek aan indienstneming van de werknemer binnen een termijn van zes maanden zoals bedoeld in artikel 31;

- het verlies van de toelage voor het kwartaal betrokken bij het gebrek aan overbrenging van de verantwoordingsverklaring voor de werkgevers bedoeld in de artikelen 2 en 4 van het decreet en voor de maand betrokken bij het gebrek aan overbrenging van de loonstaat voor de werkgevers bedoeld in de artikelen 3 en 5;

- de afrekening van de ongebruikte punten van het geheel van de punten toegekend in de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 in geval van niet-gebruik van de punten gedurende zes opeenvolgende maanden.

In dit geval kan de Waalse dienst ook beslissen een deel of het geheel van de tegemoetkoming niet uit te betalen of in te vorderen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten. De Dienst wordt er ook mee belast de vermindering van het aantal punten toegekend in verhouding tot het niet-gebruik ervan door de in de artikelen 2 tot 5 bedoelde werkgevers gedurende een termijn van zes opeenvolgende maanden, aan de Regering voor te stellen volgens de door haar bepaalde modaliteiten. »

§ 2. In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de woorden « en in afwijking van artikel 24 van het decreet » ingevoegd na de woorden « kan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt ».

VIII. Wijzigingen in het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale » (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : « IDESS »

Art. 31. Een artikel *12bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale » (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : « IDESS » :

« Art. *12bis*. De in artikel 1, eerste lid, 1^o, *b*), van het decreet bedoelde buurtdiensten met een maatschappelijk doel (IDESS) kunnen een bijkomende toelage krijgen die gelijk is aan de verminderingen van patronale sociale zekerheidsbijdragen waarop ze geen recht hebben in het kader van de wet van 30 december 1988 (vermindering van de bijdragen « ACS »).

Het bedrag van die toelage wordt bepaald door de Regering. »

Art. 32. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « aangeworven door de « IDESS » of ter beschikking ervan worden gesteld krachtens artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn » ingevoegd tussen de woorden « aantal werknemers » en de woorden « om de bezoldiging van het begeleidingspersoneel gedeeltelijk te dekken ».

IX. Wijziging in het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de « Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises » (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort « SOWALFIN »

Art. 33. In het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de « Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises » (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort « SOWALFIN », wordt volgend artikel *22bis* ingevoegd :

« Art. *22bis*. De Regering wordt ertoe gemachtigd, in het kader van het beheer van de door de SOWALFIN overgenomen geschillendossiers en de voorfase geschillendossiers overeenkomstig de opdracht inzake het Waarborgfonds die zij opgedragen wordt, de SOWALFIN de toestemming te geven om alle desbetreffende dossiers af te sluiten als er, bij beoordeling van de SOWALFIN, geen mogelijkheid tot terugvordering bestaat of als de terugvordering lager is dan de vermoedelijke directe en indirecte kosten van het beheer van voornoemde dossiers. »

X. Wijziging in het decreet van 3 april 2009 houdende oprichting van de « Caisse d'Investissement de Wallonie » (Investeringskas voor Wallonië) en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas

Art. 34. § 1. Artikel 2, § 3, van het decreet van 3 april 2009 houdende oprichting van de « Caisse d'Investissement de Wallonie » (Investeringskas voor Wallonië) en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. De maatschappij heeft als voornaamste doel, de bevordering, samen met één of meerdere publiek- of privaatrechtelijke personen, van investeringen in niet-beursgenoteerde kleine en middelgrote ondernemingen.

De maatschappij kan, meer bepaald, om de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel te begunstigen :

1^o interne maatschappijen oprichten in de zin van artikel 48 van het Wetboek van maatschappijen met één of meerdere publiek- of privaatrechtelijke personen;

2^o elke verenigingsovereenkomst sluiten, deel uitmaken van elke vereniging, elke groep of elk syndicaat of er belangen in nemen;

3^o gespecialiseerde investeringsfondsen oprichten en/of beheren of deelnames nemen in door derden opgerichte en/of beheerde gespecialiseerde investeringsfondsen;

4^o een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht nuttig voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel.

De maatschappij mag daarenboven alle verrichtingen van enigerlei aard uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, verband houden met haar maatschappelijk doel alsook alle verrichtingen die de verwezenlijking ervan zouden kunnen bevorderen, vergemakkelijken of bevorderen, met inbegrip van de verrichtingen die de economie in het Waalse Gewest kunnen bevorderen. »

§ 2. § 4 van artikel 2 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

XI. Wijziging in het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers » (Waal Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings)

Art. 35. Het derde lid van artikel 11 van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers » (Waal Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003 en bij het decreet van 1 april 2004, wordt opgeheven.

XII. Wijziging in het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur

Art. 36. In artikel 12, eerste lid, van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur, wordt het woord « vijf » vervangen door het woord « drie ».

Art. 37. In artikel 19, § 1, 1^o, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « zonder beperking van bedrag noch per voertuig noch per schadegeval » vervangen door de woorden « met inachtneming van de bepalingen van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen ».

Art. 38. In artikel 31, § 1, 1^o, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « zonder beperking van bedrag noch per voertuig noch per schadegeval » vervangen door de woorden « met inachtneming van de bepalingen van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen ».

XIII. Wijziging in het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake directe gewestelijke belastingen

Art. 39. In artikel 70, eerste lid, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake directe gewestelijke belastingen, worden de woorden « 2008, 2009, 2010 en 2011 » vervangen door de woorden « 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 en 2013 ».

XIV. Decreet tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's

Art. 40. Bij dit hoofdstuk wordt Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's gedeeltelijk omgezet.

Art. 41. In artikel 14 van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o er wordt een § 2bis toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Indien de inrichting die in het ontwerpplan wordt voorgesteld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, of indien een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van voornoemd Verdrag daarom verzoekt, wordt het ontwerpschema samen met de eventuele informaties over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere Lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere Staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1^o welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2^o de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de Staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de beoordelingsprocedure van de gevolgen voor het leefmilieu deel kunnen nemen;

3^o de wijze waarop het schema en de milieuverklaring medegedeeld worden aan de autoriteiten bedoeld onder het eerste lid.

De overeenkomstig het tweede lid vastgestelde bepalingen zijn niet van toepassing als modaliteiten inzake grensoverschrijdende raadpleging in gemeen overleg met de autoriteiten bedoeld in het eerste lid zijn vastgesteld. »;

2^o in § 4, worden de woorden « 2bis » ingevoegd tussen de woorden « 2 » en « 3 ».

Art. 42. In artikel 17 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o er wordt een § 2bis toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Indien de inrichting die in het ontwerp van gemeentelijk structuurplan wordt voorgesteld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere Lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, of indien een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van voornoemd Verdrag daarom verzoekt, wordt het ontwerpschema samen met de eventuele informaties over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere Lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere Staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1^o welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2^o de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de Staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de deel kunnen nemen;

3^o de wijze waarop het schema en de milieuverklaring medegedeeld worden aan de autoriteiten bedoeld onder het eerste lid.

De overeenkomstig het tweede lid vastgestelde bepalingen zijn niet van toepassing als modaliteiten inzake grensoverschrijdende raadpleging in gemeen overleg met de autoriteiten bedoeld in het eerste lid zijn vastgesteld. »;

2^o in § 4, worden de woorden « 2bis » ingevoegd tussen de woorden « 2 » en « 3 ».

Art. 43. In artikel 43, § 2bis, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, worden de woorden « of indien een ander Gewest, een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van voornoemd Verdrag daarom verzoekt » ingevoegd tussen de woorden « in grensoverschrijdend verband, » en de woorden « wordt het ontwerp-plan »;

2^o in het tweede lid, worden de woorden « , milieuverklaring en uitgebrachte adviezen als bedoeld in de §§ 3 en 4 van dit artikel » vervangen door de woorden « en de milieuverklaring »;

3^o § 2bis wordt aangevuld met volgend lid : « De overeenkomstig het tweede lid vastgestelde bepalingen zijn niet van toepassing als modaliteiten inzake grensoverschrijdende raadpleging in gemeen overleg met de autoriteiten bedoeld in het eerste lid zijn vastgesteld. »

Art. 44. In artikel 51 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 2, eerste lid, worden de woorden « of indien een ander Gewest, een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van voornoemd Verdrag daarom verzoekt » ingevoegd tussen de woorden « in grensoverschrijdend verband, » en de woorden « wordt het ontwerp-plan »;

2° in § 2, tweede lid, 3°, worden de woorden « , milieuverklaring en uitgebrachte adviezen als bedoeld in de §§ 2 en 3 van dit artikel » vervangen door de woorden « en de milieuverklaring »;

3° § 2 wordt aangevuld met volgend lid : « De overeenkomstig het tweede lid vastgestelde bepalingen zijn niet van toepassing als modaliteiten inzake grensoverschrijdende raadpleging in gemeen overleg met de autoriteiten bedoeld in het eerste lid zijn vastgesteld. »

4° onder § 3, worden de woorden « of van het verstrijken van de termijn waarbinnen de autoriteit bedoeld in § 2, eerste lid, haar advies wordt geacht te hebben uitgebracht » ingevoegd tussen de woorden « openbaar onderzoek » en de woorden « door het College ».

Art. 45. In artikel 169 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § 3bis toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. Indien de inrichting, voorgesteld voor de omtrek bedoeld in § 1, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere Lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, of indien een ander Gewest, een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van voornoemd Verdrag, daarom verzoekt, wordt het besluit bedoeld in § 1, samen met de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere Staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2° de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de Staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de deel kunnen nemen;

3° de wijze waarop het besluit en de milieu-informatie medegedeeld worden aan de autoriteiten bedoeld onder het eerste lid.

De overeenkomstig het tweede lid vastgestelde bepalingen zijn niet van toepassing als modaliteiten inzake grensoverschrijdende raadpleging in gemeen overleg met de autoriteiten bedoeld in het eerste lid zijn vastgesteld. »;

2° § 4, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« In voorkomend geval, bevat het besluit een leefmilieuverklaring waarin de wijze wordt samengevat waarop de leefmilieuoverwegingen opgenomen worden in de omtrek van het herin te richten gebied en waarop het leefmilieuverslag, de adviezen, bezwaren en opmerkingen uitgebracht overeenkomstig §§ 2, 3 en 3bis in rekening worden gebracht, evenals de redenen voor de keuze van de omtrek als aangenomen, rekening houdend met de andere overwogen redelijke oplossingen. »

Art. 46. De herziening van een gewestplan dat voorlopig is aangenomen door de Regering vóór de inwerkingtreding van dit decreet volgt de procedure volgens de vóór die datum vigerende regels.

De herziening of de opstelling van een gemeentelijk structuurschema of van een gemeentelijk plan dat voorlopig is aangenomen door de gemeenteraad vóór de inwerkingtreding van dit decreet volgt de procedure volgens de vóór die datum vigerende regels.

De procedure voor de opmaking of de herziening van een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag dat, op de dag van inwerkingtreding van dit decreet reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 33, § 3, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende regels.

De procedure voor de opmaking of de herziening van de omtrek bedoeld in artikel 167 die, op de dag van inwerkingtreding van dit decreet reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 169, derde lid, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende regels.

XV. Wijziging van het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid

Art. 47. Het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het decreet van 11 maart 2009 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid wordt aangevuld met een artikel 106bis, luidend als volgt :

« Art. 106/1. Voor de ontwerpen van plan opgenomen in de lijst die krachtens artikel 49bis, eerste lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie aangenomen is, als de Regering, op basis van de bepalingen van toepassing vóór de inwerkingtreding van dit decreet, een besluit heeft aangenomen waarbij besloten is tot het opmaken of de herziening van een van het gewestplan afwijkend gemeentelijk plan van aanleg, vormt dit besluit de beslissing bedoeld in het tweede lid van het voornoemde artikel 49bis.

In afwijking van het eerste lid vormt het besluit van de Regering waarbij het opmaken of de herziening van een gemeentelijk plan van aanleg tot herziening van het gewestplan wordt verleend, de beslissing bedoeld in het tweede lid van artikel 49bis van het Wetboek als dit besluit is aangenomen vóór de inwerkingtreding van artikel 46 van het decreet van 27 oktober 2011 tot wijziging van verschillende decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië en vóór de aanneming van de beslissing bedoeld in artikel 51, § 1, eerste lid, van het Wetboek ».

XVI. Wijzigingen in het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden

Art. 48. In het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden, wordt een artikel 5/1 ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 5/1. De exploitant van een stationaire zendantenne brengt de dienst aangewezen door de Regering op de hoogte van de datum van inbedrijfstelling van de antenne binnen dertig dagen na de inbedrijfstelling. »

Art. 49. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Op verzoek van de betrokken gemeente(n) of van de toezichthoudende ambtenaar maakt een persoon, een laboratorium of een openbare of particuliere instelling die krachtens artikel 9 erkend is voor rekening van de exploitant een rapport op waaruit blijkt dat de immissienorm bedoeld in artikel 4 nageleefd wordt. Vóór de indiening van dit verzoek informeert de betrokken gemeente(n) of de toezichthoudende ambtenaar bij de dienst die de Regering heeft aangewezen of er niet meerdere rapporten door verschillende erkende personen, laboratoria of openbare of particuliere instellingen worden opgemaakt voor eenzelfde stationaire zendantenne. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze raadpleging.

Voordat het rapport opgemaakt wordt, biedt de erkende persoon, laboratorium of openbare of particuliere instelling de exploitant de mogelijkheid om zijn opmerkingen binnen redelijke termijnen mondeling of schriftelijk te laten gelden. De modaliteiten voor de procedure worden door de Regering vastgelegd.

Binnen negentig dagen na de aanvraag van het rapport wordt het aan de betrokken gemeente(n), de toezichthoudende ambtenaar, de exploitant en de door de Regering aangewezen dienst gezonden door de erkende persoon, laboratorium of openbare of particuliere instelling. Het rapport wordt op de website van de door de Regering aangewezen dienst bekendgemaakt.

In afwijking van het vorig lid kan de Regering om redenen van openbare veiligheid uitzonderingen voorzien i.v.m. de modaliteiten betreffende de verzending en de bekendmaking van de opgemaakte rapporten.

Het rapport is tijdens twee jaar geldig, behalve wijziging van de immissieparameters of in geval van verplaatsing of vervanging van de stationaire zendantenne.

In geval van overschrijding van de immissienorm bedoeld in artikel 4, stelt de exploitant orde op zaken uiterlijk binnen zestig dagen na ontvangst van het rapport. »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Niettegenstaande de toepassing van § 1 laat de exploitant van de stationaire zendantenne, op eigen kosten, binnen 45 dagen na de inbedrijfstelling van stationaire zendantennes gelegen bij scholen, crèches, ziekenhuizen, bejaardentehuizen door een persoon, een laboratorium of een openbare of particuliere instelling die krachtens artikel 9 erkend is een rapport opmaken waaruit moet blijken of de immissienorm bedoeld in artikel 4 nageleefd wordt.

De Regering bepaalt de nabijheidsomtrekken.

Voordat het rapport opgemaakt wordt, biedt de erkende persoon, laboratorium of openbare of particuliere instelling de exploitant de mogelijkheid om zijn opmerkingen binnen redelijke termijnen mondeling of schriftelijk te laten gelden. De modaliteiten voor de procedure worden door de Regering vastgelegd.

Binnen negentig dagen na de aanvraag van het rapport wordt het aan de betrokken gemeente(n), de toezichthoudende ambtenaar, de exploitant en de door de Regering aangewezen dienst gezonden door de persoon, het laboratorium of de openbare of particuliere instelling. Het rapport wordt op de website van de door de Regering aangewezen dienst bekendgemaakt.

In afwijking van het vorig lid kan de Regering om redenen van openbare veiligheid uitzonderingen voorzien i.v.m. de modaliteiten betreffende de verzending en de bekendmaking van de opgemaakte rapporten.

Het rapport is tijdens twee jaar geldig, behalve wijziging van de immissieparameters of in geval van verplaatsing of vervanging van de stationaire zendantenne.

In geval van overschrijding van de immissienorm bedoeld in artikel 4, stelt de exploitant orde op zaken uiterlijk binnen zestig dagen na ontvangst van het rapport. »

Art. 50. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in de Franse versie wordt het woord « radiations » vervangen door het woord « rayonnements »;

2° in het eerste lid, 3°, vervallen de woorden « overdragen of ontvangen »;

3° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering erkent, volgens de criteria en de procedure die zij bepaalt, de personen, laboratoria of openbare of particuliere instellingen die kunnen belast worden met :

1° het uittesten van of de controle op de toestellen of inrichtingen die niet-ioniserende stralingen kunnen veroorzaken om na te gaan of zij het decreet naleven;

2° het uittesten van of de controle op de toestellen die niet-ioniserende stralingen moeten dempen of opslorpen;

3° het uittesten van of de controle op de toestellen die niet-ioniserende stralingen moeten meten.

De Regering bepaalt :

1° de regels inzake toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning;

2° de geldigheidsduur van de erkenning, die niet meer dan vijf jaar mag bedragen;

3° de modellen van de meetprotocollen en de inhoud van de rapporten opgemaakt door erkende personen, laboratoria of openbare of particuliere instellingen. »

Art. 51. In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « artikel 10 » vervangen door de woorden « de artikelen 5/1 of 10 ».

XVII. Wijzigingen in de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging

Art. 52. Artikel 1 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging wordt gewijzigd als volgt :

a) in de inleidende zin worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Regering » en worden de woorden « of ter beperking van het energieverbruik om de klimaatverandering te verzwakken » ingevoegd tussen het woord « luchtverontreiniging » en de woorden « meer in het bijzonder »;

b) het artikel wordt aangevuld met de punten 4° tot 11°, luidend als volgt :

« 4° om te voorzien dat de technische systemen van gebouwen bepaald door de Regering aan de eisen voldoen inzake installatie, dimensionering, regeling, onderhoud, periodieke controle en inspectie;

5° om de personen te erkennen die verantwoordelijk zijn voor de installatie, het onderhoud, de controle of de inspectie van de toestellen, uitrustingen of systemen omschreven door de Regering en om het vereiste kwalificatieniveau te bepalen;

6° om de emissieplafonds te bepalen, d.w.z. de maximale hoeveelheid van een bepaalde stof die tijdens een kalenderjaar mag worden uitgestoten;

7° om de luchtkwaliteit te beoordelen;

8° om doelstellingen vast te leggen inzake luchtkwaliteit;

9° om meetvoorzieningen van verontreinigende stoffen te erkennen : laboratoria, methoden, toestellen, netwerken en modellering;

10° om specifieke voorzieningen te voorzien inzake informatie en sensibilisering van het publiek;

11° om bijzondere beschermingsgebieden vast te leggen waarin bepaalde vormen van verontreiniging tijdelijk of permanent kunnen worden beperkt of verboden. De bijzondere beschermingsgebieden zijn, hetzij gebieden waar de slechte luchtkwaliteit is bewezen, hetzij gebieden die een hoge luchtkwaliteit vereisen wegens de grote bevolkingsdichtheid of bijzondere milieu-elementen. »

Art. 53. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Onder luchtverontreiniging in de zin van deze wet wordt verstaan het in de lucht lozen, ongeacht de oorsprong, van stoffen die de gezondheid van de mens of het milieu in zijn geheel kunnen aantasten, schade kan toebrengen aan materiële goederen, dan wel de belevingswaarde van het milieu of ander rechtmatig milieugebruik kan aantasten of in de weg kan staan. »

Art. 54. Artikel 3 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 55. Artikel 4 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 56. Artikel 5 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 57. In artikel 10, 3, van dezelfde wet, worden de woorden « of om het energieverbruik te beperken met als doel de verzwakking van de klimaatverandering » ingevoegd tussen het woord « structureel te verminderen » en de woorden « oa de bepalingen ».

XVIII. Wijziging in Boek I van het Milieuwetboek

Art. 58. In artikel D.29-22, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek wordt een lid tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de projecten van categorie B of C, alsook voor de plannen en programma's betreffende locaties die op een kadastraal perceel gelokaliseerd kunnen worden, laat men bovendien het bericht op duidelijk zichtbare wijze aanplakken op vier plaatsen dichtbij de plaats waar het project gevestigd moet worden, langs een berijdbare weg of een doorgangsweg. »

Art. 59. Artikel D.140, § 3, van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De bevoegdheden van gerechtelijke politie kunnen slechts door beëdigde personeelsleden uitgeoefend worden. De personeelsleden leggen de eed af voor de rechbank van eerste aanleg van hun administratieve verblijfplaats. »

Art. 60. Artikel D.149, § 1, van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De burgemeester deelt zijn beslissing genomen op grond van het eerste lid, 1° tot 4°, aan de overtreder mee, hetzij tegen ontvangstbewijs, hetzij bij aangetekende brief met ontvangstbericht. De burgemeester stuurt tegelijkertijd een afschrift van deze beslissing naar het personeelslid dat het rapport opgesteld heeft. »

Art. 61. Artikel D.149, § 2, van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Het personeelslid deelt zijn beslissing genomen op grond van § 1, eerste lid, 1° tot 4°, aan de overtreder mee, hetzij tegen ontvangstbewijs, hetzij bij aangetekende brief met ontvangstbericht. »

Art. 62. Artikel D.150, tweede lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende zinnen :

« De datum van ontvangst van de akte, die de begindatum van de beroepstermijn is, wordt niet meegerekend. De vervaldatum wordt in die termijn meegerekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven. »

Art. 63. Artikel D.154 van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met punt 4°, luidend als volgt :

« 4° degene die zich verzet of de herstelmaatregelen belemmert die krachtens artikel D.163 door de sanctionerende ambtenaar opgelegd worden, behalve in geval van beroep krachtens artikel D.164. »

Art. 64. In artikel D.157 van Boek I van het hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « van de gewestelijke milieuadministratie » vervangen door de woorden « van de Directeur-generaal van de gewestelijke milieuadministratie »;

2° in § 4 worden de woorden « de gewestelijke milieuadministratie » vervangen door de woorden « de Directeur-generaal van de gewestelijke milieuadministratie »;

3° in § 6 worden de woorden « de gewestelijke milieuadministratie » vervangen door de woorden « aan de Directeur-generaal van de gewestelijke milieuadministratie ».

Art. 65. In artikel D.161, eerste lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de woorden « door de burgemeester » opgeheven.

Art. 66. In artikel D.162, tweede lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de woorden « door de burgemeester » opgeheven.

Art. 67. In artikel D.163 van Boek I van het hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid wordt een zin tussen de eerste en de tweede zin ingevoegd, luidend als volgt :

« Deze termijn wordt echter op 365 dagen gebracht wanneer de ambtenaar alleen maar een herstel oplegt. »;

2° lid 6 wordt aangevuld als volgt :

« Meer dan 365 dagen na het proces-verbaal van vaststelling van de overtreding mag geen herstel opgelegd worden. »

Art. 68. In artikel D.164, eerste lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de gewestelijke milieuaudministratie » vervangen door de woorden « de Directeur-generaal van de gewestelijke milieuaudministratie ».

XIX. Wijzigingen in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 69. In artikel 19, lid 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt een 3° ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° als de aanvrager de aanvullende stukken of gegevens niet indient binnen de termijn van artikel 20, § 2, lid 1. »

Art. 70. In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 1, worden de woorden « de gevraagde bijkomende stukken » vervangen door de woorden « de gevraagde bijkomende stukken binnen een termijn van zes maanden te rekenen van het versturen van het verzoek om bijkomende stukken in te dienen. Als de aanvrager de gevraagde bijkomende stukken niet binnen de opgelegde termijn heeft verstuurd, licht het gemeentebestuur de technisch ambtenaar daarover in binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de termijn die aan de aanvrager was opgelegd om de bijkomende stukken op te sturen. In dat geval verklaart de technische ambtenaar de aanvraag onontvankelijk. »;

2° in § 4 worden de woorden « en in § 2, eerste lid » ingevoegd tussen de woorden « eerste lid, » en « , of, ».

Art. 71. In artikel 46 van hetzelfde decreet worden de woorden « en 57, tweede lid » vervangen door de woorden « , 57, tweede lid, en 95, § 5 » en de woorden in « artikel 40, § 2 » worden vervangen door de woorden « in de artikelen 40, § 2, en 95, § 2 ».

Art. 72. Artikel 53, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 1 en onverminderd artikel 55, § 3, gaat de termijn voor de uitvoering wanneer een zekerheid wordt opgelegd overeenkomstig artikel 55, § 1, in vanaf :

1° de dag na het verstrijken van de termijn van beroep tegen de beslissing bepaald in artikel 40, § 2;

2° de dag na de kennisgeving aan de aanvrager van de beslissing getroffen na het beroep of, bij ontstentenis, de dag na de termijn die aan de beroepsinstantie was opgelegd om haar beslissing te versturen krachtens artikel 40, § 7;

3° de dag na de kennisgeving aan de aanvrager van de beslissing tot toekenning van de vergunning als geen beroep mogelijk is tegen die vergunning of, bij ontstentenis, de dag na het verstrijken van de termijn opgelegd aan de beroepsinstantie om haar beslissing te versturen. »

Art. 73. In artikel 65, § 1, van hetzelfde decreet worden twee leden tussen het tweede en het derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De bevoegde overheid verstuurt het verzoek om bijkomende stukken of tot wijziging van de bijzondere exploitatievoorwaarden aan de technisch ambtenaar binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen van de ontvangst ervan wanneer een verzoek bij de bevoegde overheid aanhangig wordt gemaakt overeenkomstig artikel 67.

Als de bevoegde overheid het verzoek om bijkomende stukken of tot wijziging van de bijzondere exploitatievoorwaarden niet binnen de termijn bedoeld in vorig lid aan de technisch ambtenaar verstuurd heeft, kan de aanvrager de zaak rechtstreeks aanhangig maken bij de technisch ambtenaar door hem een afschrift toe te sturen van de aanvraag die hij aanvankelijk bij het gemeentecollege heeft ingediend. »

Art. 74. In artikel 65, § 1, lid 4, van hetzelfde decreet, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4 worden de woorden « met het versturen van het voorstel of het verzoek bedoeld in het tweede lid » vervangen door de woorden « met het versturen van het voorstel of wanneer hij de bevoegdheden uitoefent bepaald in dit artikel op eigen initiatief of binnen de dertig dagen na de ontvangst van de aanvraag wanneer een verzoek bij hem aanhangig werd gemaakt overeenkomstig artikel 67, »;

2° het vierde lid, nu zesde lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Als de beslissing tot het houden van een openbaar onderzoek niet binnen die termijn werd overgemaakt, wordt er een openbaar onderzoek gehouden. »

Art. 75. In artikel 85, lid 2, van hetzelfde decreet wordt een 3° ingevoegd luidend als volgt :

« 3° als de aanvrager de aanvullende stukken of gegevens niet indient binnen de termijn van artikel 86, § 2, lid 1. »

Art. 76. In artikel 86 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2, lid 1, worden de woorden « de gevraagde bijkomende stukken » vervangen door de woorden « de gevraagde bijkomende stukken binnen een termijn van zes maanden te rekenen van het versturen van het verzoek om bijkomende stukken in te dienen. Als de aanvrager de gevraagde bijkomende stukken niet binnen de opgelegde termijn heeft verstuurd, licht het gemeentebestuur de technisch ambtenaar daarover in binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de termijn die aan de aanvrager was opgelegd om de bijkomende stukken op te sturen. In dat geval verklaart de technische ambtenaar de aanvraag onontvankelijk. »;

2° in § 4 worden de woorden « en in § 2, eerste lid » ingevoegd tussen de woorden « eerste lid, » en « , of, ».

Art. 77. In artikel 97 van hetzelfde decreet wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« De vergunning is verstreken als de werken niet op significante wijze zijn aangevat binnen de twee jaar te rekenen van de dag waarop de vergunning uitvoerbaar wordt overeenkomstig artikel 46.

In afwijking van vorig lid en onverminderd artikel 55, § 3, gaat die termijn, wanneer een zekerheid wordt opgelegd overeenkomstig artikel 55, § 1, in vanaf :

1° de dag na het verstrijken van de termijn van beroep tegen de beslissing bepaald in artikel 95, § 7;

2° de dag na de kennisgeving aan de aanvrager van de beslissing getroffen na het beroep of, bij ontstentenis, de dag na de termijn die aan de beroepsinstantie was opgelegd om haar beslissing te versturen krachtens artikel 95, § 7. »

XX. Wijzigingen in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer

Art. 78. In artikel 35 van het decreet van 5 december 2008 worden de woorden « aan de Regering gericht » vervangen door de woorden « naar de administratie verstuurd ».

Art. 79. In artikel 70, lid 4, van hetzelfde decreet worden de woorden « afgegeven aan de Regering » vervangen door de woorden « naar de administratie verstuurd ».

Art. 80. In artikel 72, lid 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 81. In artikel 91, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « 681bis/67 » vervangen door de woorden « 681bis/63 ».

Art. 82. Artikel 92, lid 2, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « 681bis/67 » worden vervangen door de woorden « 681bis/63 »;

2° de woorden « 31 december 2010 » worden vervangen door de woorden « 31 december 2012 ».

Art. 83. In artikel 92bis, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « 31 december 2010 » vervangen door de woorden « 31 december 2012 ».

Art. 84. In artikel 93bis van hetzelfde decreet worden de woorden « tot 31 maart 2011 » vervangen door de woorden « tot 31 december 2012 ».

XXI. Wijziging in het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waaals Agentschap voor Lucht en Klimaat) als dienst met afzonderlijk beheer

Art. 85. In artikel 1 van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waaals Agentschap voor Lucht en Klimaat) als dienst met afzonderlijk beheer vervallen de woorden « binnen het Ministerie van het Waalse Gewest opgerichte ».

XXII. Wijzigingen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Art. 86. Artikel D.2 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld met een punt 52°bis, luidend als volgt :

« 52°bis « boring » : elke actie die erin bestaat een gat te boren vanaf de aardoppervlakte, een bestaand bouwwerk of een ondergrondse holte die de kwaliteit van het grondwater zou kunnen aantasten; ».

Art. 87. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.167bis gevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.167bis. De personen die een boring of een uitrusting voor een put uitvoeren voor een latere waterwinning, voor de installatie van geothermische sondes, voor de geologische verkenning, de prospectie, het installeren van piëzometers, met uitsluiting van de inrichting van de putmond, beschikken over een erkenning.

De Regering organiseert de erkenning van de personen die een boring of een uitrusting voor een put uitvoeren voor een latere waterwinning, voor de installatie van geothermische sondes, voor de geologische verkenning, de prospectie, het installeren van piëzometers, met uitsluiting van de inrichting van de putmond. Zij bepaalt de voorwaarden, de criteria en de procedures voor de afgifte van de erkenning. Zij legt de regels vast voor de toekenning, de opschorting en de intrekking van de erkenning, evenals de geldigheidsduur van de erkenning. »

Art. 88. Artikel D.396, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 2° degene die een boring of een uitrusting voor een put uitvoert zonder over de erkenning te beschikken vereist krachtens artikel D.167bis ».

Art. 89. In deel IV van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Titel VI vervangen als volgt :

« Bestrafen van de inbreuken op de inning en de betaling van belastingen, retributies en bijdragen ».

Art. 90. Artikel R. 406 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. D.406 Er wordt een overtreding van de tweede graad in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek 1 van het Milieuwetboek begaan door degene die de betaling van de belasting bedoeld in de artikelen D.275 tot en met D.313 en D.318 geheel of gedeeltelijk of de betaling van de retributie of de bijdrage te zijnen laste opgelegd bij dit Wetboek geheel of gedeeltelijk ontduikt of tracht te ontduiken. »

XXIII. Wijzigingen van de regels inzake de deelname van het publiek aan het uitwerken van milieuovereenkomsten zoals bepaald in Boek I van het Milieuwetboek

Art. 91. In artikel D.29-1 van Boek I van het Milieuwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord « vier » vervangen door het woord « vijf »;

2° in § 2 wordt punt 6° opgeheven;

3° er wordt een § 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« De milieu-overeenkomsten bedoeld in artikel D.82 vallen onder categorie A.3. »

Art. 92. Artikel D.29-7, § 1, van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Dit artikel is niet toepasselijk op de plannen en programma's die onder categorie A.3 vallen. »

Art. 93. Artikel D.29-8 van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« § 1. Behalve de aanplakmodaliteiten bedoeld in artikel D.29-7, wordt het openbaar onderzoek voor de plannen en programma's van de categoriën A.1 en A.2 en de projecten van categorie B ook aangekondigd :

a) voor de plannen en programma's van categorie A.1, op initiatief van de auteur van het plan of programma :

1° via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*;

2° via een bericht op het leefmilieuportaal van de site van het Waalse Gewest;

3° via een bericht in minstens drie dagbladen verspreid over het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest, waarvan één Duitstalig;

4° via een mededeling die drie keer uitgezonden wordt door de RTBF en het 'Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande';

b) voor de plannen en programma's van de categorieën A.2 en B, op initiatief van de auteur van het plan of programma, en voor de projecten van categorie B, op initiatief van de aanvrager :

1° via een bericht op de plaatselijke bladzijden van twee dagbladen met ruime verspreiding in het Waalse Gewest, waarvan minstens één verspreid wordt in elke gemeente op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt; als één van de betrokken gemeenten Duitstalig is, is minstens één van beide dagbladen Duitstalig;

2° via een bericht in een gemeentelijk informatiebulletin of een huis-aan-huis reclameblad dat gratis verspreid wordt onder de bevolking van de gemeenten op het grondgebied waarvan het project, plan of programma zich uitstrekt, als dergelijk bulletin of reclameblad bestaat.

Het bericht wordt ook bekendgemaakt op de Internetsite van betrokken gemeente.

§ 2. Voor de plannen en programma's van categorie A. 3 wordt het openbaar onderzoek ook aangekondigd op initiatief van de bevoegde overheid :

1° via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*;

2° via een bericht op het leefmilieuportaal van de site van het Waalse Gewest;

3° via een bericht in minstens drie dagbladen verspreid over het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest, waarvan één Duitstalig.

Dat bericht bevat op zijn minst :

1° de identificatie van het plan of programma, de categorie waarin het ingedeeld is en de bepaling op grond waarvan het aan een openbaar onderzoek onderworpen wordt;

2° de identificatie van de auteur van het plan of programma;

3° de begin- en einddatum van het openbaar onderzoek;

4° de dagen, de uren en de plaats waarop het dossier ingekeken kan worden;

5° het adres en de openingstijden van de diensten, alsook de personalia van de door de bevoegde overheid aangewezen ambtenaar die uitleg over het plan of programma kan verstrekken;

6° de bestemming aan wie en het adres waar de klachten en opmerkingen gericht kunnen worden en de uiterste datum waarop ze verzonden kunnen worden;

7° de aard van de beslissing tot tussenkomst en de identificatie van de bevoegde overheid;

8° de overige beschikbare milieu-informatie betreffende het plan of het programma.

Het plan- of programma-ontwerp wordt gevoegd bij het bericht in het *Belgisch Staatsblad* en op het leefmilieuportaal van de site van het Waalse Gewest. »

Art. 94. In artikel D.29-13, § 1, eerste lid, 1°, van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de woorden « en A.2 » vervangen door de woorden « , A.2 en A.3 ».

Art. 95. In artikel D.29-16 van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Vanaf de aankondiging van het openbaar onderzoek » worden vervangen door de woorden « Wat de plannen en programma's van categorie A.1, A.2 en B betreft, alsook de projecten van B of C, zodra het openbaar onderzoek aangekondigd wordt »;

2° artikel D.29-16, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Wat de plannen en programma's van categorie A.3 betreft, kan het dossier dat het voorwerp van het openbaar onderzoek uitmaakt, vanaf de aankondiging van het openbaar onderzoek tot op de datum waarop het afgesloten wordt, gratis ingekeken worden op de plaatsen, dagen en uren en bij de diensten vermeld in het bericht van openbaar onderzoek. »

Art. 96. Artikel D.29-17 van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« § 1^{er}. Wat de plannen en programma's van categorie A.1, A.2 en B alsook de projecten van categorie B of C betreft, kan uitleg over het plan, programma of project verkregen worden bij de milieuadviseur of, zoniet, bij het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte.

§ 2. Wat de plannen en programma's van categorie A.3 betreft, kan uitleg over het plan of programma verkregen worden bij de beambte die daartoe door de bevoegde overheid aangewezen wordt. »

Art. 97. In artikel D.29-18 van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De klachten » vervangen door de woorden « Wat de plannen en programma's van categorie A.1, A.2 en B alsook de projecten van categorie B of C betreft, de klachten »;

2° artikel D.29-18, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Wat de plannen en programma's van categorie A.3 betreft, worden de klachten en opmerkingen per fax, email of gewone post gericht aan de daartoe aangewezen bevoegde diensten van de Regering.

Op straffe van nietigheid worden de verzendingen per post of fax gedateerd en getekend; elektronische verzendingen worden duidelijk geïdentificeerd en gedateerd.

Art. 98. In artikel D.29-19 van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « voor de plannen en programma's en voor de projecten, met uitzondering van de plannen en programma's van categorie A.3 » tussen de woorden « De laatste dag van het openbaar onderzoek » en « , een lid »;

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De door de bevoegde overheid daartoe aangewezen beambte maakt, voor de plannen en programma's van categorie A.3, binnen vijf dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek proces-verbaal van afsluiting op waarin hij melding maakt van de geformuleerde opmerkingen en commentaren en tekent het.

Art. 99. In artikel D.29-21 van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Het plan of programma van categorie A.3 wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* ,alsook op het leefmilieuportaal van de site van het Waalse Gewest. »

Art. 100. Artikel D.86, § 3, eerste lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt *in fine* aangevuld met volgende zin :

« Het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) wordt in ieder geval gevraagd. Het advies van de « Commission régionale des déchets » (Gewestelijke commissie voor afvalstoffen), van de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) en van de « Commission consultative de l'eau » (Adviescommissie inzake water) wordt gevraagd wanneer de ontwerpen van milieu-overeenkomsten betrekking hebben op materies waarvoor ze bevoegd zijn. »

XXIV. Wijziging in het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek

Art. 101. In artikel 3, 1^o, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek wordt het woord « ambtenaar » vervangen door de woorden « beambte, statutair of contractueel, ».

XXV. Wijziging in het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

Art. 102. § 1^{er}. In artikel 6, § 4, 1^o, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein worden de woorden « artikel 4 » vervangen door de woorden « artikel 5 ».

§ 2. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« § 5. In geval van overtreding van artikel 5, § 3, kan de domaniale politieagent het overtollige gewicht op de wielstellen laten afladen.

De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel kunnen nader bepaald worden door de Regering. »

§ 3. Artikel *8bis* van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

In geval van overtreding van artikel 5, consigneert de overtreder, wanneer hij geen vaste woon- of verblijfplaats in België heeft en de voorgestelde som niet onmiddellijk betaalt of weigert te betalen, een som gelijk aan het totaalbedrag van de onmiddellijke heffingen die per overtreding verschuldigd zijn.

De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel kunnen nader bepaald worden door de Regering. »

§ 4. In artikel *9bis*, vijfde lid, van hetzelfde decreet wordt « 80 % » door « 100 % » vervangen.

XXVI. Wijzigingen in het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen

Art. 103. Het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen wordt aangevuld met de artikelen *2bis*, *2ter* en *2quater*, luidend als volgt :

« Art. *2bis*. Wanneer de Regering of een gemeenteraad een parkeerreglement (parkeerreglementen) vastlegt voor parkeerplaatsen met beperkte duur, betaalparkeerplaatsen en parkeren op plaatsen voorbehouden aan de houders van een gemeentelijke parkeerkaart, kan hij voorzien in een parkeerheffing of -belasting of parkeerheffingen bepalen in het kader van concessies of beheerscontracten betreffende het parkeren op de openbare weg, die toepasselijk zijn op motorvoertuigen, de aanhangwagens of bestanddelen ervan.

Deze bepaling is niet van toepassing op halfmaandelijks beurtelings parkeren, noch op de beperking van langdurig parkeren.

Art. *2ter*. Voor het innen van de parkeerretributies, -belastingen en -heffingen bedoeld in artikel *2bis*, hebben de Regering, de gemeenten en hun concessiehouders en de autonome gemeenteregioën machtiging om, overeenkomstig de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de identiteit van de houder van het kentekenplaatnummer te vragen bij de overheid die met de inschrijving van voertuigen belast is.

Art. *2quater*. De parkeerretributies, -belastingen of -heffingen waarin artikel *2bis* voorziet zijn voor rekening van de houder van het kentekenplaatnummer. »

Art. 104. De wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren wordt opgeheven wat het Waalse Gewest betreft.

XXVII. Wijziging in het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de « Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures » (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur)

Art. 105. Het laatste lid van artikel 3 van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de « Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures » wordt opgeheven.

Art. 106. In artikel 9, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « het gewestelijk belang » vervangen door de woorden « het algemeen belang ».

Art. 107. § 1. Artikel 10, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De rekeningscommissarissen worden door de algemene vergadering benoemd. »

§ 2. In hetzelfde artikel wordt de eerste zin van het zesde lid vervangen als volgt :

« De rekeningscommissarissen worden benoemd voor een periode van maximum drie jaar, die één keer op opeenvolgende wijze verlengd kan worden bij hetzelfde kabinet of netwerk. »

§ 3. In het zevende en laatste lid van hetzelfde artikel worden de woorden « door de Waalse Regering » vervangen door de woorden « door de Algemene vergadering ».

XXVII. Wijziging in het decreet-programma van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken

Art. 108. In artikel 113 van het decreet-programma van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering investeringsstoelagen toekennen aan de rechtspersonen met als maatschappelijk doel de promotie of de valorisatie van de Waalse landbouwproducten. »;

2° artikel 113 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« De waarborg van het Waalse Gewest kan gekoppeld worden aan de gehele of gedeeltelijke terugbetaling in kapitaal, intresten en accessoires van de leningen aangegaan in het kader van de investeringen bedoeld in het tweede lid. Het gewaarborgde deel van de lening mag in geen geval hoger zijn dan de som van 1.500.000 euro per in aanmerking komend project.

De Regering bepaalt de wijze waarop en de voorwaarden waaronder de waarborg van het Waalse Gewest toegekend wordt. »

XXIX. Slotbepalingen

Art. 109. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet ingediende vergunningsaanvragen, alsmede de desbetreffende administratieve beroepen, worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 110. De rapporten opgemaakt overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire antennes gegenereerd worden, in de oorspronkelijke opstelling ervan en die vervangen bij het decreet-programma van 22 juli 2010, worden gelijkgesteld met de rapporten opgemaakt krachtens artikel 6, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Art. 111. Dit decreet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van :

1° de artikelen 6 tot 11, die in werking treden op de datum van bekendmaking van het laatste goedkeuringsdecreet in het *Belgisch Staatsblad*;

2° de artikelen 24, 27, 28, 31, 32, 33 en 35, die in werking treden op 1 januari 2012;

3° de artikelen 82 en 83, die in werking treden op 1 januari 2011;

4° artikel 84, dat in werking treedt op 1 april 2011;

5° de artikelen 86, 87 en 88, die in werking treden op een door de Waalse Regering bepaalde datum;

6° de artikelen 103 en 104, die in werking treden op 8 januari 2009;

7° artikel 107, dat in werking treedt op 29 oktober 2010.

Op die datum zal de « SOFICO » de Regering opvolgen voor de procedures tot toewijzing van lopende opdrachten met het oog op de toewijzing van het mandaat van commissaris lid van het Instituut der bedrijfsrevisoren;

8° artikel 108, dat in werking treedt op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 oktober 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, Kmo's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 452 (2011-2012) Nrs. 1, 1bis tot 12.

Volledig verslag, openbare zitting van 26 oktober 2011.

Bespreking.

Stemmingen.

BIJLAGE 1

Samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de financiering van gesubsidieerde investeringen krachtens artikel 7, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

Gelet op de artikelen 127 en 134 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 3 februari 2011;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010;

Overwegende dat het decreet van het Waalse Gewest van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, de opdrachten van het «Centre régional d'aide aux Communes» (Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten) bepaalt;

Overwegende dat het decreet van 5 februari 1990 van de Franse Gemeenschap betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de subsidiering organiseert, met name, bouw-, moderniserings-, vergrotings- en inrichtingswerken van schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

Overwegende dat dit akkoord betrekking heeft op de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden en de bevolking en de instellingen van de partijen bij dit akkoord ten goede komt;

Met de bedoeling hun betrekkingen eendrachtig te regelen met inachtneming van de federale loyaleit,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten, opgericht krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 23 maart 1995, is door het Waalse Gewest ertoe gemachtigd om de financiering van de investeringen bedoeld in artikel 7, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 van de Franse Gemeenschap betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ten gunste van de begunstigen aangewezen in hetzelfde artikel te waarborgen.

Art. 2. De administratieve behandeling van de aanvragen tot toelage en de bepalingen houdende de toekenning van de toelagen georganiseerd door en toegekend krachtens artikel 7, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 van de Franse Gemeenschap betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, blijven gelden.

Art. 3. De uitbetalingsmodaliteiten van de toelagen toegekend krachtens artikel 7, § 4, van voornoemd decreet van 5 februari 1990, worden aangepast door de Franse Gemeenschap, om rekening te houden met de financieringswijze bedoeld in artikel 1.

Art. 4. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 5. Dit akkoord treedt in werking, na goedkeuring door de Waalse Gewestraad en de Franse Gemeenschapsraad, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 februari 2011.

Voor het Waalse Gewest,

R. DEMOTTE,

Minister-President

P. FURLAN,

Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad

Voor de Franse Gemeenschap,

R. DEMOTTE,

Minister-President

J.-M. NOLLET,

Minister belast met schoolgebouwen

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende gemeenschappelijke aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens (2009-2010)

Gelet op de artikelen 39, 127 en 128;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4^o en 15;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 2007 betreffende de aankoop, het huren en het gebruiken van voertuigen bestemd voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor sommige instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap, en voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 3 februari 2011;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010;

Overwegende dat luidens artikel 4, § 1, van de wet van 24 december 1993 de bovenvermelde wet betreffende de overheidsopdrachten zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid van toepassing is;

Overwegende dat artikel 2, 4^o, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid biedt om een aankoopcentrale op te richten en dus leveringen aan te schaffen die bestemd zijn voor andere aanbestedende overheden;

Overwegende dat krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4^o, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens heeft uitgeschreven;

Gelet op de vooraankondiging bekendgemaakt op 15 mei 2008 in het Bulletin der Aanbestedingen onder nummer 06879 en op 17 mei 2008 in het *Publicatieblad van de Europese Unie* onder nummer 2008/S95-0128929;

Gelet op de aankondiging bekendgemaakt op 2 oktober 2008 in het *Bulletin der Aanbestedingen* onder nummer 015355 en op 11 oktober 2008 in het *Publicatieblad van de Europese Unie* onder nummer 2008/S198-0262362;

Overwegende dat die opdracht de periode tussen 1 juli 2009 tot 31 december 2010 onder voorbehoud van een eventuele verlenging dekt;

Overwegende dat in die Europese algemene offerteaanvraag het Waalse Gewest een aankoopcentrale heeft opgericht die bestemd is om motorvoertuigen en kleine dienstvoertuigen te kopen;

Overwegende dat het Waalse Gewest aan andere openbare instellingen heeft toegestaan om tijdens de opdracht lid te worden van de aldus opgerichte aankoopcentrale;

Gelet op het feit dat de Franse Gemeenschap ook een overheidsopdracht over de levering van motorvoertuigen en vrachtwagens in 2010 moet uitschrijven;

Overwegende dat bij een beslissing van haar Regering van 23 december 2010 de Franse Gemeenschap beslist heeft om een beroep te doen op die aankoopcentrale,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Vice-president en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van zijn Vice-president en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

hieronder « deelgenoten in het akkoord » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Dit akkoord betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap die bedoeld zijn in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens uitgeschreven, die op 31 december 2010 eindigt.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht om die motorvoertuigen en die kleine vrachtwagens te kopen.

In de Europese algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap als aanbestedende overheid die van de aankoopcentrale kan genieten, erkend.

De Franse Gemeenschap is dan ook vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure over hetzelfde voorwerp te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig verantwoordelijk voor de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht en dit vanaf de eerste bestelling tot en met de betaling van de leveringen die naar gelang van haar eigen behoeften aldus besteld zijn.

Bijgevolg blijven de leiding van en de controle op de in artikel 2 bedoelde opdracht onder de bevoegdheid vallen van elke van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Als aankoopcentrale blijft het Waalse Gewest evenwel alleen bevoegd voor de ambtshalve genomen maatregelen alsmede voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel in deze opdracht aangebracht moeten worden. Ze komt bovendien tijdens de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht tussenbeide om elke bepaling van de documenten van bovenvermelde opdracht te laten toepassen.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de directeur van de Directie Organisatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de directeur van de Directie Beheer roerende goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, ieder naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde voertuigen, nadat ze de facturen opgemaakt door de aannemer ten gevolge van de levering van deze voertuigen hebben nagegaan en goedgekeurd.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen vijftig kalenderdagen vanaf de datum waarop de keuringsformaliteiten zijn beëindigd en voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest voor ieder wat hem betreft in het bezit zijn van zowel de regelmatig verrichte factuur als van de eventueel andere vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, mits instemming van het Waalse Parlement en de Raad van de Franse Gemeenschap

Namen, op 19 mei 2011.

Voor het Waalse Gewest,

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

P. FURLAN,

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

Voor de Franse Gemeenschap :

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

J.-M. NOLLET,

De Minister van Schoolgebouwen

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap
betreffende gemeenschappelijke aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens (2011-2012)**

Gelet op de artikelen 39, 127 en 128 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4^o en 15;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 2007 betreffende de aankoop, het huren en het gebruiken van voertuigen bestemd voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor sommige instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap, en voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 3 februari 2011;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010;

Overwegende dat luidens artikel 4, § 1, van de wet van 24 december 1993 de bovenvermelde wet betreffende de overheidsopdrachten zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid van toepassing is;

Overwegende dat artikel 2, 4^o, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid biedt om een aankoopcentrale op te richten en dus leveringen aan te schaffen die bestemd zijn voor andere aanbestedende overheden;

Overwegende dat krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4^o, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens heeft uitgeschreven;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking voor de levering van gasolie diesel en verwarming die in opslagtanks wordt gegoten, heeft uitgeschreven;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2010 onder voorbehoud van een eventuele verlenging dekt;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale heeft opgericht die bestemd is om motorvoertuigen en kleine dienstvoertuigen te kopen;

Gelet op het feit dat de Franse Gemeenschap ook een Europese algemene offerteaanvraag over de levering van motorvoertuigen en vrachtwagens in 2010 moet uitschrijven;

Overwegende dat bij een beslissing van haar Regering van 23 december 2010 de Franse Gemeenschap beslist heeft om een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de door het Waalse Gewest uitgeschreven Europese algemene offerteaanvraag te laten erkennen als aanbestedende overheid die van bovenvermelde aankoopcentrale kan genieten,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Vice-president en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van zijn Vice-president en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

hieronder « deelgenoten in het akkoord » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Dit akkoord betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap die bedoeld zijn in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de aankoop van motorvoertuigen en kleine vrachtwagens uitgeschreven.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht om die motorvoertuigen en die kleine vrachtwagens te kopen.

In de Europese algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap als aanbestedende overheid die van de aankoopcentrale kan genieten, erkend.

De Franse Gemeenschap is dan ook vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure over hetzelfde voorwerp te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig verantwoordelijk voor de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht en dit vanaf de eerste bestelling tot en met de betaling van de leveringen die naar gelang van haar eigen behoeften aldus besteld zijn.

Bijgevolg blijven de leiding van en de controle op de in artikel 2 bedoelde opdracht onder de bevoegdheid vallen van elke van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Als aankoopcentrale blijft het Waalse Gewest evenwel alleen bevoegd voor de ambtshalve genomen maatregelen alsmede voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel in deze opdracht aangebracht moeten worden. Ze komt bovendien tijdens de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht tussenbeide om elke bepaling van de documenten van bovenvermelde opdracht te laten toepassen.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de directeur van de Directie Organisatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de directeur van de Directie Beheer roerende goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, ieder naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde leveringen, nadat ze de facturen opgemaakt door de aannemer ten gevolge van de aanneming van deze leveringen hebben nagegaan en goedgekeurd.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen vijftig kalenderdagen vanaf de datum waarop de keuringsformaliteiten zijn beëindigd en voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest voor ieder wat hem betreft in het bezit zijn van zowel de regelmatig verrichte factuur als van de eventueel andere vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, mits instemming van het Waalse Parlement en de Raad van de Franse Gemeenschap

Namen, op 19 mei 2011.

Voor het Waalse Gewest,

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

P. FURLAN,

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

Voor de Franse Gemeenschap,

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

J.-M. NOLLET,

De Minister van Schoolgebouwen

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap
betreffende de aankoop van brandstof op te nemen op pompen met magneetkaarten**

Gelet op de artikelen 39, 127 en 128 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4^o en 15;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 3 februari 2011;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010;

Overwegende dat luidens artikel 4, § 1, van de wet van 24 december 1993 de bovenvermelde wet betreffende de overheidsopdrachten zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid van toepassing is;

Overwegende dat artikel 2, 4^o, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid biedt om een aankoopcentrale op te richten en dus leveringen aan te schaffen die bestemd zijn voor andere aanbestedende overheden;

Overwegende dat krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4^o, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de levering van brandstof op te nemen op pompen met magneetkaarten heeft uitgeschreven;

Gelet op de vooraankondiging bekendgemaakt op 19 juli 2007 in het *Bulletin der Aanbestedingen* onder nummer 008396 en op 25 juli 2007 in het *Publicatieblad van de Europese Unie* onder nummer 2007/S141-128929;

Gelet op de aankondiging bekendgemaakt op 18 december 2007 in het *Bulletin der Aanbestedingen* onder nummer 27520 en op 20 december 2007 in het *Publicatieblad van de Europese Unie* onder nummer 2007/S245-0298462;

Overwegende dat die opdracht de periode tussen 21 mei 2008 tot 30 december 2012 onder voorbehoud van een eventuele verlenging dekt;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale heeft opgericht voor de levering van brandstof op te nemen op pompen met magneetkaarten;

Overwegende dat het Waalse Gewest aan andere openbare instellingen heeft toegestaan om tijdens de opdracht lid te worden van de aldus opgerichte aankoopcentrale;

Gelet op het feit dat de Franse Gemeenschap ook een Europese algemene offerteaanvraag over de levering van brandstof op te nemen op pompen met magneetkaarten moet uitschrijven;

Overwegende dat bij een beslissing van haar Regering van 23 december 2010 de Franse Gemeenschap beslist heeft om een beroep te doen op die aankoopcentrale,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Vice-president en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van zijn Vice-president en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

hieronder « deelgenoten in het akkoord » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Dit akkoord betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap die bedoeld zijn in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de levering van brandstof op te nemen op pompen met magneetkaarten uitgeschreven.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de levering van brandstof op te nemen op pompen met magneetkaarten.

In de Europese algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap als aanbestedende overheid die van de aankoopcentrale kan genieten, erkend.

De Franse Gemeenschap is dan ook vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure over hetzelfde voorwerp te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig verantwoordelijk voor de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht en dit vanaf de eerste bestelling tot en met de betaling van de leveringen die naar gelang van haar eigen behoeften aldus besteld zijn.

Bijgevolg blijven de leiding van en de controle op de in artikel 2 bedoelde opdracht onder de bevoegdheid vallen van elke van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Als aankoopcentrale blijft het Waalse Gewest evenwel alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsmede voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel in deze opdracht aangebracht moeten worden. Ze komt bovendien tijdens de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht tussenbeide om elke bepaling van de documenten van bovenvermelde opdracht te laten toepassen.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de directeur van de Directie Organisatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de directeur van de Directie Beheer roerende goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, ieder naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde hoeveelheden brandstof, nadat ze de facturen opgemaakt door de aannemer ten gevolge van de aanneming van deze leveringen hebben nagegaan en goedgekeurd.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen vijftig kalenderdagen vanaf de datum waarop de keuringsformaliteiten zijn beëindigd en voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest voor ieder wat hem betreft in het bezit zijn van zowel de regelmatig verrichte factuur als van de eventueel andere vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, mits instemming van het Waalse Parlement en de Raad van de Franse Gemeenschap

Namen, op 19 mei 2011.

Voor het Waalse Gewest,

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

P. FURLAN,

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

Voor de Franse Gemeenschap,

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

J.-M. NOLLET,

De Minister van Schoolgebouwen

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende gemeenschappelijke aankoop van gasolie-diesel en gasolie voor verwarming om te lozen in de laadtanks van de openbare diensten

Gelet op de artikelen 39, 127 en 128 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4^o en 15^o;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 3 februari 2011;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010;

Overwegende dat luidens artikel 4, § 1, van de wet van 24 december 1993 de bovenvermelde wet betreffende de overheidsopdrachten zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid van toepassing is;

Overwegende dat artikel 2, 4^o, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid biedt om een aankoopcentrale op te richten en dus leveringen aan te schaffen die bestemd zijn voor andere aanbestedende overheden;

Overwegende dat krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4^o, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de levering van gasolie-diesel en gasolie voor verwarming om te lozen in de de laadtanks van de openbare diensten heeft uitgeschreven;

Gelet op de vooraankondiging bekendgemaakt op 25 juli 2007 in het *Bulletin der Aanbestedingen* onder nummer 2007/S141-0174863;

Gelet op de aankondiging bekendgemaakt op 11 januari 2008 in het *Bulletin der Aanbestedingen* onder nummer 000306 en op 19 januari 2008 in het *Publicatieblad van de Europese Unie* onder nummer 2008/S013-0015707;

Overwegende dat die opdracht de periode tussen 1 juli 2008 tot 30 april 2012 onder voorbehoud van een eventuele verlenging dekt;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale heeft opgericht voor de levering van gasolie-diesel en gasolie voor verwarming om te lozen in de laadtanks van de openbare diensten heeft uitgeschreven;

Overwegende dat het Waalse Gewest aan andere openbare instellingen heeft toegestaan om tijdens de opdracht lid te worden van de aldus opgerichte aankoopcentrale;

Gelet op het feit dat de Franse Gemeenschap ook een Europese algemene offerteaanvraag over de levering van gasolie-diesel en gasolie voor verwarming om te lozen in de laadtanks van de openbare diensten moet uitschrijven

Overwegende dat bij een beslissing van haar Regering van 23 december 2010 de Franse Gemeenschap beslist heeft om een beroep te doen op die aankoopcentrale,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

hieronder « deelgenoten in het akkoord » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Dit akkoord betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap die bedoeld zijn in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag met Europese bekendmaking betreffende de levering van gasolie-diesel en gasolie voor verwarming om te lozen in de laadtanks van de openbare diensten uitgeschreven.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de levering van gasolie-diesel en gasolie voor verwarming om te lozen in de laadtanks van de openbare diensten.

In de Europese algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap als aanbestedende overheid die van de aankoopcentrale kan genieten, erkend.

De Franse Gemeenschap is dan ook vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure over hetzelfde voorwerp te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig verantwoordelijk voor de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht en dit vanaf de eerste bestelling tot en met de betaling van de leveringen die naar gelang van haar eigen behoefte aldus besteld zijn.

Bijgevolg blijven de leiding van en de controle op de in artikel 2 bedoelde opdracht onder de bevoegdheid vallen van elke van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Als aankoopcentrale blijft het Waalse Gewest evenwel alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsmede voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel in deze opdracht aangebracht moeten worden. Ze komt bovendien tijdens de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdracht tussenbeide om elke bepaling van de documenten van bovenvermelde opdracht te laten toepassen.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de directeur van de Directie Organisatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar voor de leiding van en de controle op de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de directeur van de Directie Beheer roerende goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, ieder naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde hoeveelheden gasolie-diesel en gasolie voor de verwarming, nadat ze de facturen opgemaakt door de aannemer ten gevolge van de aanneming van deze leveringen hebben nagegaan en goedgekeurd.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen vijftig kalenderdagen vanaf de datum waarop de keuringsformaliteiten zijn beëindigd en voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest voor ieder wat hem betreft in het bezit zijn van zowel de regelmatig verrichte factuur als van de eventueel andere vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, mits instemming van het Waalse Parlement en de Raad van de Franse Gemeenschap Namen, 19 mei 2011.

Voor het Waalse Gewest :

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

P. FURLAN,

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

Voor de Franse Gemeenschap,

R. DEMOTTE,

De Minister-President,

J.-M. NOLLET,

De Minister van Schoolgebouwen

Overeenkomst tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Regering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de definitieve regeling van de schulden van het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting

Artikel 1. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

1° het Fonds : het Amortisatiefonds van de Leningen voor de Sociale Huisvesting, opgericht bij de overeenkomst van 4 mei 1987;

2° de overeenkomst van 1 juni 1994 : de overeenkomst van 1 juni 1994 tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse GewestRegering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de regeling van de schulden van het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting.

Art. 2. § 1. De marktwaarde van de door het Fonds beheerde of aangepane financiële schulden tot en met het jaar 2003, met uitzondering van het aandeel ten laste van de Staat, worden door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, door de gewesten op 29 december 2003 terugbetaald in functie van het gewestelijk aandeel in die schulden.

Vooreerst wordt door de Thesaurie per gewest de actuele waarde van het gewestelijk aandeel in de in het eerste lid bedoelde schulden vastgesteld op basis van het rekenkundig gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003.

Is het bedrag bedoeld in het tweede lid groter dan de actuele waarde van de wiskundige annuïteiten bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de overeenkomst van 1 juni 1994, verminderd met de annuïteiten bedoeld in artikel 4, tweede lid, van onderhavige overeenkomst, dan wordt de terugbetaling door de betrokken huisvestingsmaatschappijen beperkt tot deze actuele waarde en wordt het saldo terugbetaald door het gewest, onder voorbehoud van een andersluitende afspraak tussen de gewesten en de betrokken huisvestingsmaatschappijen. In het andere geval, wordt het bedrag bedoeld in het tweede lid terugbetaald door de gewestelijke huisvestingsmaatschappij(en) van dat gewest. De actuele waarde van de wiskundige annuïteiten wordt vastgesteld op basis van het rekenkundige gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003. De Thesaurie deelt onmiddellijk de overeenkomstige bedragen mede aan het Fonds, de gewesten en de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

§ 2. Voor de ingevolge § 1 ontstane verbintenissen van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen wordt de staatswaarborg verleend. Deze staatswaarborg is kosteloos.

Herfinancieringsleningen aan te gaan door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen teneinde leningen bedoeld in het eerste lid te hernieuwen die vervallen, genieten eveneens de kosteloze staatswaarborg. De gewestelijke huisvestingsmaatschappijen kunnen bij het afsluiten van hun herfinancieringsleningen kosteloos een beroep doen op de technische expertise van het Fonds en/of de Thesaurie.

Het werkelijk bedrag van de omloop van de herfinancieringsleningen die de staatswaarborg kunnen genieten, wordt voor elk van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen beperkt tot het door hen ingevolge § 1, derde lid, verschuldigde bedrag, in voorkomend geval aangepast overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, eerste lid.

De bepalingen van deze paragraaf zijn eveneens van toepassing op de rechtspersonen die door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen worden opgericht met het oog op de overname van de verbintenissen of herfinancieringsleningen bedoeld in het eerste en tweede lid.

In geval van toepassing van de staatswaarborg ingevolge deze paragraaf, verhaalt de Staat de gedane uitgaven op het gewest waartoe de gewestelijke huisvestingsmaatschappij die aanleiding heeft gegeven tot het inroepen van de staatswaarborg, behoort.

§ 3. De gewesten verbinden zich ertoe erop toe te zien dat de wiskundige annuïteiten bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de overeenkomst van 1 juni 1994, verminderd met de annuïteiten bedoeld in artikel 4, tweede lid, van onderhavige overeenkomst, worden aangewend voor het dekken van de lasten ingevolge de verbintenissen en herfinancieringsleningen aangegaan door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

§ 4. Het Fonds stort op verzoek van de Thesaurie de in § 1, tweede lid, bedoelde bedragen met betrekking tot de terugbetaling door aan de Staat. Tussen de Staat, het Fonds, de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten kan overeengekomen worden dat de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten deze bedragen rechtstreeks doorstorten naar de Staat.

Indien ingevolge het bepaalde in § 1, derde lid, een gewest een gedeelte van de in § 1, eerste lid, bedoelde terugbetaling voor zijn rekening neemt, kan het Fonds een vordering boeken op dat gewest ten belope van het bedrag van dat gedeelte, op basis van een overeenkomst af te sluiten tussen het Fonds en het gewest. Deze vordering is rentedragend.

Art. 3. De in artikel 2, § 1, tweede lid, bedoelde bedragen houden, wat betreft de financiële schulden die door het Fonds in het jaar 2003 zijn aangegaan, rekening met voorlopige verdeelsleutels. Nadat het Fonds conform artikel 2, § 4, van de overeenkomst van 1 juni 1994 definitieve verdeelsleutels heeft bepaald, gebeurt op de eerste bankwerkdag van de maand juli 2004 een afrekening, in kapitaal, interesten en bijkomende kosten, tussen de Staat, de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten. Het Fonds verstrekt te dien einde aan de Staat, de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen en, in voorkomend geval, de gewesten het detail van de op deze datum te storten of te ontvangen bedragen, naargelang het geval, met inachtneming van de principes vermeld in artikel 2, § 1, derde lid.

Het bedrag dat overeenstemt met het verschil tussen, enerzijds het bedrag aan liquide middelen en geldbeleggingen die het Fonds op 31 december 2003 nog zou bezitten en, anderzijds het door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen op dezelfde datum nog verschuldigde bedrag ingevolge de gedane administratieve uitgaven van het Fonds, wordt door het Fonds betaald aan de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen volgens de definitieve verdeelsleutel waarvan sprake in het eerste lid. Indien dit bedrag negatief is, gebeurt een storting door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen aan het Fonds. Voor de vaststelling van de verdeelsleutel wordt het aandeel van de Staat niet meegerekend. De afrekening gebeurt op de eerste bankwerkdag van juli 2004. Het Fonds verstrekt aan de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen het detail van de op deze datum te storten of te ontvangen bedragen.

Art. 4. Onder voorbehoud van hetgeen in artikel 3 is bepaald, worden door de in artikel 2,

§ 1, bedoelde terugbetaling de gewesten en de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen bevrijd van hun verplichtingen ten opzichte van de Staat en het Fonds ingevolge de overeenkomst van 1 juni 1994.

Evenwel blijven de annuïteiten ten gunste van de Staat voor de terugbetaling van de gewone budgettaire voorschotten toegekend aan de ex-NMH en ex-NLM en de annuïteiten met betrekking tot de leningen nrs. 1 tot 6 van de ex-NMH verschuldigd door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

Het Fonds, de Staat en de gewesten doen het nodige opdat de overeenkomsten met betrekking tot de kredietopening bedoeld in artikel 14, § 3, van de overeenkomst van 1 juni 1994 worden beëindigd, uitgezonderd voor de verplichtingen bedoeld in het tweede lid en, in voorkomend geval, deze bedoeld in artikel 2, § 4, tweede lid. eb

Art. 5. De conform de overeenkomst van 1 juni 1994 voor elk gewest berekende bedragen die overeenstemmen met het verschil tussen, enerzijds, de actuele waarde van de tussenkomsten bedoeld in artikel 13, § 1, 5^o, van de overeenkomst van 1 juni 1994 en, anderzijds, de actuele waarde van de wiskundige annuïteiten die ingevolge artikel 3, vierde lid, van de overeenkomst van 1 juni 1994 uiteindelijk de Staat toekomen, worden door de Staat op 15 januari 2004 aan de gewesten gestort. De actuele waarde wordt door de Thesaurie vastgesteld op basis van het rekenkundig gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003. Het aldus bekomen resultaat wordt gekapitaliseerd tegen de EONIA-rente, geldend tot op de dag voorafgaand aan 15 januari 2004.

Door de Thesaurie kan vanaf 29 december 2003 op hun verzoek een voorschot toegestaan worden aan de gewesten op de ingevolge het eerste lid verschuldigde bedragen. Dit bedrag mag per gewest het bedrag van de actuele waarde, vastgesteld door de Thesaurie op basis van het rekenkundig gemiddelde van de « mid » van de swapcurve geldend op de laatste drie bankwerkdagen voorafgaand aan 28 december 2003, niet overschrijden. De gewesten die een beroep doen op dit voorschot engageren zich erop toe te zien dat de Maastricht-schuld hierdoor niet wordt beïnvloed.

Onder voorbehoud van hetgeen in artikel 3 is bepaald, worden door de in het eerste lid bedoelde stortingen de Staat en het Fonds bevrijd van hun verplichtingen ten opzichte van de gewesten en de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen ingevolge de overeenkomst van 1 juni 1994.

Art. 6. § 1. Het Fonds wordt afgeschaft op een datum vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Met het oog op de afschaffing van het Fonds regelt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer de overdracht van de taken, de goederen, de rechten en verplichtingen van het Fonds naar de Staat. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bij het Fonds gedetacheerde personeelsleden met hun instemming overdragen naar de Staat.

In geval van beëindiging van de detachering herneemt het personeelslid een betrekking in zijn dienst van oorsprong. Indien het personeelslid op de datum van beëindiging van zijn detachering bij het Fonds een betrekking bekleedt die overeenstemt met een hogere graad dan de graad waarvan hij titularis is in zijn dienst van oorsprong, wordt hij geacht de uitoefening, ten persoonlijke titel, van dit hoger ambt bij zijn dienst van oorsprong of in de dienst waarnaar hij eventueel overgedragen wordt, voort te zetten.

§ 2. Tot op het ogenblik dat het Fonds wordt afgeschaft :

1° blijft het Fonds instaan voor de financiële dienst van de leningen die het beheert. Daartoe krijgt het Fonds alle nodige middelen van de Staat, inclusief deze bestemd voor de dekking van de administratieve uitgaven van het Fonds;

2° blijven, onder voorbehoud van hetgeen is bepaald in artikel 7, de bestaande regels, inzonderheid inzake statuut, bestuur, boekhouding, rekeningen en toezicht, die voortvloeien uit de overeenkomst van 1 juni 1994 op het Fonds van toepassing.

Art. 7. § 1. Na uitvoering van de taken bedoeld in artikel 3 beëindigt de Koning op de door Hem vastgestelde datum de mandaten van de bestuurders van het Fonds die door de regeringen van de gewesten zijn benoemd.

Vanaf deze datum en tot op het ogenblik dat het Fonds wordt afgeschaft, wordt de raad van bestuur samengesteld uit zes bestuurders, drie Franstaligen en drie Nederlandstaligen, die door de Koning worden benoemd op voordracht van de Ministers van Begroting en Financiën.

De Koning duidt op voorstel van de raad van bestuur onder de zes bestuurders een voorzitter aan.

De voorzitter wordt aangesteld voor een periode van één jaar.

De voorzitter duidt op voorstel van de raad van bestuur onder de zes bestuurders een voorzitter aan.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige bestuurders.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. Vanaf de datum bedoeld in § 1, eerste lid, en tot op het ogenblik dat het Fonds wordt afgeschaft, worden de leidend ambtenaar en, in voorkomend geval, zijn tweetalig adjunct door de Koning benoemd op een kandidatenlijst die opgesteld wordt door de raad van bestuur.

Art. 8. Artikel 2. § 2, tweede lid, van deze overeenkomst wordt opgeheven op 1 januari 2055.

Art. 9. Deze overeenkomst wijzigt en vervolledigt met ingang van 29 december 2003, de overeenkomst van 1 juni 1994.

Brussel, 16 december 2003.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën en Begroting van de Vlaamse Regering,
D. VAN MECHELEN

De Minister van Financiën en Begroting van de Waalse Gewestregering,
M. DAERDEN

De Minister van Financiën en Begroting van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
G. VANHENGEL